

LA MONNAIE D'OCCUPATION

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 27 juin 1942

PAR

Yvonne DESMURS-MOSCET

JURY DE LA THÈSE

Président	M. BAUDIN, <i>Professeur</i>
Suffragants . . .	{ MM. FROMONT, <i>Professeur</i> MARCHAL, <i>Professeur</i>

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.***

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

LA MONNAIE D'OCCUPATION

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 27 juin 1942

PAR

Yvonne DESMURS-MOSCET

JURY DE LA THÈSE

Président . . . M. BAUDIN, *Professeur*
Suffragants . . . { MM. FROMONT, *Professeur*
 { MARCHAL, *Professeur*

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1942



AVANT-PROPOS

La modestie des renseignements recueillis dans les pays étrangers occupés constitue l'une des nombreuses difficultés auxquelles se heurte une étude fidèle et détaillée de la monnaie des Reichskreditkassen.

Cependant l'uniformité des grandes lignes générales du système, attestée par des autorités allemandes compétentes, permet d'entreprendre ce travail, principalement à l'aide de données fournies par la France, et sans emprunter exagérément au domaine des hypothèses.

C'est encore au nom de cette uniformité, que malgré la poursuite actuelle de la guerre, il est possible de tenter cet exposé.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551820_0004

INTRODUCTION

Le 1^{er} septembre 1939, les troupes allemandes brisaient la résistance militaire de la frontière polonaise et pénétraient dans les territoires qu'abandonnait, au fur et à mesure de leur avance, une grande partie de la population civile, emportant avec elle, billets et monnaie. Administrations, banques, instituts de crédit fuyaient, précédés ou accompagnés des réserves, titres et liquidités, laissant des régions dépourvues de signes monétaires tandis qu'y demeuraient encore des stocks de marchandises périssables ou difficilement transportables.

Les rares commerçants, les particuliers restés sur les terres envahies, durent accepter contre leurs produits les marks des troupes ennemies.

Mais il y avait là un immense danger de dépréciation pour l'unité monétaire allemande. Aux risques de fuite des marks vers des zones non occupées par les Allemands, aux risques d'un volume de circulation non contrôlable, s'ajoutaient ceux d'une inflation provoquée par les besoins des troupes et de l'activité économique polonaise, d'une part, et par la disparition de l'encaisse or et des devises de la banque d'émission POLSKI qui aurait pu garantir les émissions nouvelles et dorénavant plus nombreuses de la Deutsche Reichsbank, d'autre part.

C'est alors que furent prises des mesures qui tout en comblant le vide créé dans le volume de la circulation du pays et fournissant aux soldats allemands des instru-

ments de paiement, mettaient le Reichsmark à l'abri des spéculateurs.

Ce fut, pour la première fois, l'apparition d'une monnaie spécialement affectée à couvrir les dépenses de l'armée en pays étranger. La pratique voulut qu'elle servît à régler les échanges des civils entre eux, au même titre que la monnaie nationale. Des textes officiels la consacrèrent ; ils la dotèrent d'un pouvoir légal libératoire et l'imposèrent à la population.

La rapidité avec laquelle ces nouveaux billets et ces nouvelles pièces furent introduits en Pologne laisserait supposer qu'on avait procédé à leur création avant que les premiers combats aient eu lieu et en prévision, non seulement d'un conflit armé, mais encore d'une avance rapide et victorieuse des troupes allemandes en territoire ennemi. En effet, dès le 23 septembre 1939, une ordonnance allemande déclarait le mark d'occupation moyen de paiement légal à côté du zloty, tandis que la Reichsbank retirait les Reichsmarks mis en circulation par les premières troupes (1). Dès que les premiers combats eurent cessé, des instituts de crédit commencèrent à fonctionner sous le nom de Reichskreditkassen (2). L'ordonnance du 23 septembre les instituait.

Si cette monnaie militaire avait, en effet, été créée et conservée en son lieu d'émission avant le 1^{er} septembre 1939, on était toutefois loin d'envisager pour elle la fonction qu'elle dut remplir par la suite. Tout autre était la tâche qu'on voulait lui imposer. Elle était destinée à remplacer les pièces d'argent et de nickel à l'intérieur

(1) KRETZSCHMANN, membre du Directoire de la Reichsbank, dans *Bank-Archiv*, 1^{er} janvier 1941, « Aide monétaire allemande dans les pays occupés » (Traduction).

(2) Caisses de Crédit du Reich.

de l'Allemagne en cas de guerre. Aussi ne comptait-elle que de petites coupures allant de 50 Reichspfennigs à 5 Reichsmarks et des pièces de 1 à 10 pfennigs (3).

Mais la Rentenbank qui, en vertu de la loi de 1924, retirait progressivement ses coupures de faible montant, les rendit à la circulation monétaire et procéda à une émission de billets de 1 et de 2 Reichsmarks en remplacement des pièces d'argent et de nickel de même valeur, par décret du 4 septembre 1939.

Les métaux, précieux en temps de guerre, ainsi sauvegardés, on pouvait alors employer à d'autres fins la nouvelle monnaie.

Par ses éléments, elle présentait l'avantage d'une monnaie d'usage courant. Elle se montrait suffisante et commode pour la distribution des soldes et très opportune pour compléter la monnaie divisionnaire des pays occupés. La thésaurisation des pièces métalliques et l'accroissement du nombre de petits avoirs personnels en espèces, emportés du fait de la mobilisation ou de l'évacuation, contribuaient, pour une large part, au manque de petite monnaie.

La monnaie d'occupation naissait le 23 septembre 1939 d'une ordonnance allemande prise par le ministre des Finances et le ministre des Affaires Economiques du Reich qui instituaient les Reichskreditkassen. La première Caisse fut établie à Lodz. Cinq jours plus tard, une nouvelle ordonnance faisait connaître les signes recognitifs des bons de Caisse et fixait en même temps les signes monétaires légaux de la Pologne occupée par les forces allemandes (3 bis).

Puis les troupes du Reich étendant de plus en plus

(3) (3 bis) KRETZSCHMANN, *Bank-Archiv* du 1^{er} janvier 1941, « Aide monétaire allemande dans les pays occupés » (Traduction).

leur action, gagnant sans cesse de nouvelles régions démunies de moyens de paiement, les Caisses se multiplient. On en compte quinze au mois d'octobre de la même année. Fidèles et rapides, elles suivent l'armée combattante, s'installent dès que les combats ont cessé. Elles s'adaptent à la guerre de mouvement, et leur rythme de création s'harmonise avec celui de l'avance militaire au point qu'on les appelle : les troupes rapides de la Reichsbank. Cependant leur vie est parfois de courte durée. L'Allemagne annexe des régions occupées (4). Des succursales de la Reichsbank se substituent alors immédiatement aux Caisses de Crédit, tandis que les signes monétaires de l'intérieur du Reich remplacent la monnaie militaire. Les premiers jours de novembre voient plusieurs de ces substitutions. En même temps, le siège des Reichskreditkassen est transféré de Lodz à Cracovie où la nouvelle banque d'émission (Bank Emisyjny Polsce), créée par la Reichsbank, s'installe et ouvre ses guichets le 8 avril 1940 (5). A cette date, l'administration centrale des Caisses de Crédit a terminé sa tâche. Les Caisses deviennent succursales de la Banque d'Emission des provinces polonaises désormais groupées sous le nom de Gouvernement Général.

Mais les opérations militaires sont bien loin d'être localisées et les Caisses de Crédit dont la vie dépend étroitement des victoires nouvelles, ne sont pas au terme de leur existence.

Dans la nuit du 8 avril, les troupes du Reich pénètrent au Danemark et atteignent la Norvège. Elles ne

(4) Ost-Reichsgauen (territoires allemands de l'Est) et Dantzig.

(5) Publication de la Banque des Règlements internationaux. Gouvernement général des territoires polonais occupés. Ordonnance du ministre des Finances et du ministre des Affaires économiques, d'accord avec le Commandant militaire. L. D., 219 (traduction).

rencontrent d'abord de résistance que dans des régions peu nombreuses ; aux environs d'Oslo les véritables combats s'engagent. Cependant les banques nationales n'ont pas fui. Des accords suivent immédiatement la mise hors de cause rapide des Norvégiens et dispensent d'instituer des Caisses de Crédit. Néanmoins la monnaie d'occupation circule déjà sous un volume important.

Devant la progression allemande et les besoins en numéraire qu'elle nécessite, l'émission des Reichskreditkassen perd tout à fait son caractère de monnaie divisionnaire — on émet des billets jusqu'à 50 Reichsmarks — et devient proprement monnaie de troupe en dehors du territoire du Reich. Une ordonnance du 3 mai 1940 fixe le siège de l'administration centrale des Reichskreditkassen à Berlin. De ce jour nous assistons à une organisation évoluée et perfectionnée du système des Caisses de Crédit dont toute la substance réside dans une série d'ordonnances et d'avis s'échelonnant du 3 mai 1940 au 18 mai 1940 (6).

A peine avait-on posé les principes du fonctionnement des Reichskreditkassen qu'une semaine plus tard, les troupes allemandes franchissaient les frontières de l'Ouest, et peu de temps après, occupaient progressivement les territoires hollandais, belges et français.

L'ordonnance applicable au Danemark et à la Norvège, puis à la Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, le devient à la France occupée par ordre du Commandant en chef de l'Armée, le 18 mai 1940. A cette date la première Caisse de Crédit est instituée sur notre sol. La même ordonnance s'étendra désormais à tout nouveau territoire occupé lorsqu'en aura décidé ainsi le

(6) Voir annexe.

Commandant en chef (7). Un seul texte contient la réglementation de toutes les Caisses de Crédit, que ces Caisses soient déjà créées ou qu'elles soient à venir.

Une telle unification laisse présager une certaine stabilité de l'institution. Grâce à elle, nous pourrons diriger notre étude selon quelques idées simples et ordonnées qui paraissent contenir tout l'ensemble du problème, et cela, bien que les Reichskreditkassen ne soient pas au bout de leur carrière puisque les opérations militaires elles-mêmes étendent chaque jour leur champ d'action.

Ce voyage à travers les pays occupés nous ayant mis en présence du fait monétaire, nous allons procéder à son analyse et en dégager les caractères dans une première partie intitulée :

Objets et Caractères de la monnaie d'occupation ; puis, nous essayerons, à la faveur des modifications survenues dans la structure de l'économie des pays occupés, de dégager la part d'influence exercée par la présence et le fonctionnement de la nouvelle institution. Nous ferons de cette dernière recherche l'objet d'une seconde partie intitulée :

Conséquences financières et économiques de la monnaie d'occupation.

En dernier lieu et dans le but de déterminer la nature juridique, les origines, les précédents de la monnaie d'occupation et sa valeur au regard du droit international, une dernière partie sera traitée sous le titre :

Etude juridique de la monnaie d'occupation.

(7) Publication de la Banque des Règlements internationaux. Ordonnance du 1^{er} mars 1941 de Berlin, *L. D.*, 442 (traduction) ; et *Frankfurter Zeitung* du 15 mars 1941, commentaire sur l'extension de l'activité des Reichskreditkassen au delà des limites fixées par l'ordonnance du 3 mai 1940.

PREMIERE PARTIE

**OBJETS ET CARACTERES
DE LA MONNAIE D'OCCUPATION**

CHAPITRE PRELIMINAIRE

La monnaie d'occupation est à la monnaie en général ce que l'espèce est au genre. Elle répond à la définition classique de la monnaie ; comme elle, elle est mesure de valeur, instrument d'échange et peut devenir moyen d'épargne. Toutefois, ce n'est qu'accidentellement que des marchandises ou des services ont pu, dans les pays occupés, être comptés en multiples ou en fractions du mark, ce n'est qu'indirectement que le mark s'est interposé, dans ces mêmes pays, entre les biens ou les services à échanger, enfin, pratiquement, le public ne thésaurise pas les bons des Caisses de Crédit, et si quelques placements de marks gonflent les comptes en banques ou les dépôts des Caisses d'Epargne, ce n'est qu'en considération de la monnaie nationale qu'ils complètent ou remplacent. La monnaie nationale reste l'intermédiaire indispensable entre la monnaie d'occupation et la monnaie en général. Les marchandises ou les services à évaluer, les marchandises ou les services à échanger le sont d'abord en unités monétaires du pays, puis on les traduit ensuite en unités monétaires des Caisses de Crédit. Ce n'est donc que parce qu'elle est convertible en monnaie nationale que la monnaie d'occupation participe, dans quelque mesure, à la triple fonction de la monnaie.

Beaucoup plus dignes d'intérêt sont les caractères propres des émissions des Reichskreditkassen. En vue de quelles fins a-t-on créé la monnaie d'occupation ? Une autre monnaie, déjà existante, n'aurait-elle pu remplir le même emploi ?

La solution de ces problèmes donne, en même temps que le but, les caractères de cette nouvelle institution. C'est par la fonction que nous connaissons l'organe, puisqu'elle seule nous est donnée par la méthode empirique. C'est en considération de la fin que nous découvrirons les moyens se confondant ici avec les caractères essentiels.

Le texte fondamental, en date du 3 mai 1940, dispose que :

« Pour approvisionner les troupes et les autorités administratives allemandes au Danemark, en Norvège, en Belgique, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas (1) de moyens de paiement et pour maintenir les transactions et la vie économique dans ces territoires, des billets et des monnaies des Reichskreditkassen pourront être émis » (2).

Déjà l'expérience polonaise permet aux autorités allemandes d'assigner une mission plus large et plus précise aux émissions des Caisses de Crédit. D'abord destinées aux troupes combattantes, elles le sont aussi aux agents administratifs du contingent d'occupation ; elles le sont enfin à toute la population des régions occupées privée du secours des banques locales et menacée d'un ralentissement dangereux de l'activité économique.

Une autre préoccupation explique l'existence de

(1) Le 18 mai 1940, on intégra au texte du 3 qui ne visait que Danemark et Norvège, la liste des nouveaux pays occupés. Ce procédé explique qu'une ordonnance datée du 3 mai dispose de mesures applicables à des pays encore neutres ou non occupés.

(2) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, Paris, N° 1, 4 juillet 1940. Ordonnance du ministre des Finances du Reich et du ministre des Affaires économiques du Reich, mise en application en France par l'Ordonnance du 18 mai 1940 du Commandant en chef de l'Armée. Voir annexe.

cette nouvelle émission. On aurait pu aussi bien approvisionner troupes et administrations allemandes de signes monétaires intérieurs allemands. Il ne fallait pas songer à la monnaie des pays occupés car en admettant même que les banques d'émission et leurs succursales n'aient pas été évacuées et qu'on ait pu disposer de moyens de paiement nationaux, la rapidité de l'avance allemande dans des pays à systèmes monétaires différents ne pouvaient s'accommoder chaque fois d'ententes avec les autorités nationales plus ou moins victimes des lenteurs administratives. Ces adaptations successives eussent apporté de graves perturbations dans chacun des systèmes monétaires des pays occupés. Des troupes munies par exemple de billets hollandais seraient entrées en Belgique et les auraient mis en circulation, puis billets hollandais et belges se seraient mêlés plus tard à la circulation des billets français.

Monnaie unique dont le cours légal aurait été imposé à toutes les populations des régions occupées, tel pouvait être le rôle joué par la monnaie du Reich. Mais alors d'autres inconvénients surgissaient : ceux d'une vulgarisation de cette monnaie dont les émissions adaptées aux besoins des troupes devenaient difficilement contrôlables et limitables, entraînant de ce fait une dépréciation rapide, et ceux d'une sérieuse infraction à la réglementation allemande des changes.

Les caractères spécifiques de la monnaie d'occupation se groupent autour de trois idées générales :

1° approvisionnement des troupes et de l'administration allemande à l'étranger ;

2° satisfaction de ce besoin d'approvisionnement malgré l'évacuation des banques d'émission et tout en

évitant les complications nées d'échanges immédiats de la monnaie allemande contre la monnaie du pays occupé ;

3^o satisfaction de ce besoin d'approvisionnement sans risquer la dépréciation de l'unité monétaire allemande.

Là se limitent, semble-t-il, toutes les préoccupations des créateurs des bons des Reichskreditkassen. C'est en envisageant ce triple point de vue qu'ils ont donné à leur œuvre sa base et ses modalités.

Nous étudierons donc la monnaie d'occupation sous ces trois aspects et nous dégagerons, à l'occasion de chacun, les éléments caractéristiques qui en découlent respectivement.

CHAPITRE PREMIER

APPROVISIONNEMENT DES TROUPES ET DES AUTORITES ADMINISTRATIVES ALLEMANDES

SECTION I

Cours légal de la monnaie d'occupation

Dans le passé, les armées assuraient leur approvisionnement en territoire occupé le plus souvent par voie de réquisition. De nouvelles conceptions se manifestent au début de cette guerre. Le besoin de maintenir ou de remettre en état l'économie des pays envahis fait renoncer théoriquement au principe d'expropriation. On y recourt toutefois encore pour répondre aux besoins urgents et impérieux de l'autorité militaire. Dans les autres cas, on lui préfère l'action monétaire.

Celle-ci a pour but tout d'abord d'approvisionner les troupes opérant en pays ennemi. Mais il ne suffit pas pour acquérir une marchandise que l'acheteur produise et donne des signes monétaires. Il faut encore que de tels signes soient reconnus comme « monnaie » par le vendeur, c'est-à-dire qu'ils soient considérés comme un dédommagement suffisant de la cession de l'objet. Cette condition est satisfaite lorsque le vendeur juge les moyens de paiement susceptibles de lui faire acquérir des biens ou des services qui représentent pour lui une valeur égale ou supérieure à la marchandise abandonnée.

Or, si la monnaie nationale jouit de la confiance et de la considération, si la coutume en même temps que la loi lui donnent un pouvoir libératoire incontesté à l'intérieur du pays, si elle reste pour chacun un objet de désir même lorsque les garanties s'affaiblissent, la monnaie étrangère risque très bien, elle, de ne pas inspirer autant d'intérêt. En effet, peu de facteurs interviennent en sa faveur :

1° Elle ne peut compter sur la force de la coutume puisqu'on l'introduit brutalement dans les systèmes monétaires des pays occupés et qu'elle doit se mêler immédiatement à la circulation.

Or, on sait ce que doit à l'habitude, une monnaie en faveur. De lourdes tuiles de bronze, malgré leur transport encombrant, servirent longtemps de moyens d'échange en Italie Centrale. Sous les Carolingiens, on refusait de la bonne monnaie tandis qu'on acceptait la mauvaise monnaie en circulation depuis longtemps (1).

2° Elle ne peut compter sur la sympathie ou la bonne volonté des habitants. Créée pour la guerre, imposée par le vainqueur au vaincu ou même simplement par l'étranger à l'indigène sur sa propre terre (2), elle risquait fort de se heurter à quelque hostilité.

3° Enfin si l'esprit mercantile rejetait tout préjugé, maîtrisait toute passion, il exigeait au moins l'assurance d'une valeur incontestée de la nouvelle monnaie. Or, si on se contentait de la faire circuler sans faire connaître ses garanties, bien peu l'auraient acceptée volontiers.

(1) L. BAUDIN, *Histoire des doctrines économiques*. Cours professé à la Faculté de Droit, 1935-1936.

(2) Cas du Danemark et de la Roumanie, par exemple, où les billets des Reichskreditkassen circulent, bien qu'il n'y ait pas eu d'état de guerre entre ces pays et l'Allemagne.

Des moyens énergiques seuls permettaient de vaincre routine, hostilité et méfiance. On ne les néglige pas.

Des textes sous forme d'ordonnances du Commandant en chef de l'Armée, déclarent les billets et monnaies des Reichskreditkassen monnaie légale, et en fixent les parités par rapport à la monnaie nationale.

Ainsi les nouvelles émissions ne laissent plus aucune incertitude sur leur qualité d'intermédiaire. On peut les accepter comme instruments d'échange, puisqu'elles permettent indubitablement d'acquérir des biens. Une certaine catégorie de la population est satisfaite. En effet, qu'importe souvent au consommateur ou au commerçant-détaillant la qualité de la couverture. Il sait que la monnaie bénéficie d'un pouvoir libérateur à l'intérieur du pays et cela lui suffit !

L'habitude atténue les premières répugnances. D'ailleurs si quelque répulsion demeure encore, elle ne fait que hâter la vitesse de circulation, de sorte que la quantité de monnaie nécessaire aux transactions est beaucoup moins importante, et moins importants aussi sont les risques d'inflation.

En Pologne occupée, c'est par ordonnance du Ministre des Finances du Reich et du Ministre des Affaires Economiques du Reich, du 11 septembre 1939, que les émissions des Reichskreditkassen prennent le cours légal. Puis l'Allemagne annexe les provinces polonaises de l'Est et les soumet à son propre régime. Les lois sur la Reichsbank s'appliquent désormais à elles et les signes monétaires en circulation à l'intérieur du Reich, remplacent le zloty et la monnaie militaire (3).

(3) Publications de la Banque des Règlements internationaux. Ordonnances du ministre de l'Economie du Reich et du ministre des Finances du 22 novembre et du 12 septembre 1940. *L. D.*, 304.

Les Caisses de Crédit ne fonctionnent plus que pour les autres provinces polonaises constituées en Gouvernement Général.

De même, à l'Ouest, les villes d'Eupen, Malmédy, Moresnet réannexées au Reich, le 23 mai 1940, se soumettent à la réglementation de la Reichsbank. Du 10 mai jusqu'à ce jour, leur circulation monétaire était fixée, comme celle de toute la Belgique et des Pays-Bas, par une ordonnance du 10 mai 1940, donnant cours légal au Reichsmark. Un avis de juin 1940 précisait cette disposition. Il accordait cours légal aux billets et pièces des Caisses de Crédit, à l'exclusion de toute autre monnaie allemande. Des Reichsmarknoten et des Rentenbankscheine, instruments de paiement propres à la circulation intérieure du Reich émis par la Reichsbank et par la Rentenbank et dont l'exportation est interdite en vertu de la réglementation des changes, avaient été introduits par contrebande au début de l'occupation (4).

En Hollande et au Luxembourg, c'est à cette même date du 10 mai 1940 que le mark est déclaré monnaie légale.

Un mois avant, il avait été introduit dans la circulation monétaire norvégienne et danoise.

Les campagnes du sud-est laissent présumer un usage de la monnaie militaire dans de nouvelles régions. En Grèce, les billets des Reichskreditkassen sont déclarés moyens de paiements légaux au début de mai 1941 d'après une information du *Deutsche Bergwerks-Zeitung*. Ainsi l'institution s'étend régulièrement à tous les territoires occupés.

L'administration, la composition du Conseil, la

(4) KRETZSCHMANN, *Die Bank*, 14 août 1940.

réglementation des attributions et fonctions des Caisses de Crédit, leur faculté d'émission, la forme et la valeur des coupures obéissent toujours aux principes de l'ordonnance du 3 mai. Quelques modifications, matérielles le plus souvent, permettent leur adaptation rapide aux exigences de pays différents, mais toujours le même but est en vue et les mêmes préoccupations dictent les moyens de l'atteindre.

Bien que se rattachant à une attribution de la monnaie d'occupation développée dans un chapitre postérieur, une particularité mérite d'être signalée ici, car elle s'explique encore par la mission première que l'on confia à cette monnaie.

Non seulement on lui donne cours légal pour assurer l'approvisionnement des troupes, mais encore, le but atteint, on maintient son privilège.

Les autorités allemandes acceptent le retrait de leurs coupures et de leurs pièces dans les pays dont la circulation monétaire s'est améliorée, mais elles s'opposent à toute mise hors cours. On ne doit rien changer à la qualité de monnaie légale. C'est aux banques nationales d'employer des méthodes assez ingénieuses et assez souples pour absorber l'excès de moyens de paiement allemands sans provoquer à leurs guichets l'afflux brutal des bons de Caisses.

L'exemple du Gouvernement Général présente un intérêt particulier, car le système monétaire vient d'y être uniformisé avec la création de la nouvelle banque d'émission. Or, si une ordonnance retire le cours légal aux anciens billets de la banque POLSKI, aucun texte n'intervient pour enlever pouvoir libératoire aux bons des Caisses de Crédit.

Ainsi, même lorsque la situation monétaire semble avoir pris forme définitive et satisfaisante dans un pays réorganisé par le Reich lui-même, lorsque l'auxiliaire des Caisses de Crédit devient superflu, les autorités allemandes ne prononcent pas la fin de l'institution. Elles se réservent la possibilité de nouvelles émissions. On doit toujours prévoir les nécessités qu'engendrent la rapidité des mouvements de troupes ou « d'autres circonstances militaires » (5).

Cependant une ordonnance du 26 avril 1941 du Chef de l'Administration militaire en France, suivant un arrêté de l'Administration Centrale des Reichskreditkassen à Berlin, retire le cours légal aux pièces de monnaie des Reichskreditkassen de 10 et 5 Reichspfennigs circulant en France, à dater du 30 avril au soir (6). Les mêmes pièces sont retirées en Belgique par ordonnance du 28 avril 1941, du Commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France (7).

Parées de toute la puissance de la légalité, consacrées par de nombreuses ordonnances, vantées par des discours et des commentaires de presse élogieux, les « troupes rapides de la Reichsbank » pénètrent dans les pays occupés. Elles se retirent sans bruit, peu à peu, à la suite d'entretiens confidentiels, d'accords sans publicité, lorsque leur présence n'apparaît plus nécessaire.

(5) Expression employée par M. Max KRETZSCHMANN dans la revue *Die Bank* du 14 août 1940.

(6) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*. Paris, n° 31, 29 avril 1941.

(7) Banque des Règlements internationaux, Département monétaire et économique (traduction), *L. D.*, 403.

SECTION II

Couverture de la monnaie d'occupation

La population des pays où circulent les bons des Reichskreditkassen doit avoir le sentiment d'une monnaie saine. Un peuple vainqueur peut imposer des moyens de paiement, comme il peut toute chose contre un peuple encore sous le coup de sa défaite. Mais il lui faut alors prendre des mesures sévères, exercer une surveillance attentive pour maintenir le respect de ses institutions. Il n'est d'ailleurs jamais à l'abri des critiques et se heurte continuellement aux mauvaises volontés. Plus facile devient sa tâche lorsqu'il justifie les mesures imposées et qu'il les fait reposer sur des bases universellement reconnues (8).

D'autre part, si le particulier, le détaillant, acceptent en paiement la monnaie de troupe qui lui octroie même pouvoir libératoire que la monnaie nationale, à l'intérieur de son pays, l'Etat, les organismes bancaires, l'exportateur peuvent encore avoir quelque méfiance à l'égard de moyens de paiement improvisés. La presse étrangère risque de qualifier d'escroquerie une émission libre, illimitée, introduite par l'occupant dans la circulation monétaire des pays occupés. A toute monnaie saine, il faut une garantie ; car la monnaie ne libère pas le débiteur par sa propre puissance, mais bien par la valeur qu'elle représente.

Le Reich voulait que ses troupes fussent approvisionnées immédiatement, en considération des besoins

(8) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, N° 1, Paris, 4 juillet 1940.

urgents accrus par la rapidité de l'avance. Il voulait justifier son action monétaire et la développer dans un cadre connu, habituel et accepté de tous temps.

Il parle alors de couverture. Les dernières craintes vont-elles s'apaiser ?

Le système capitaliste conçoit mal une couverture de circulation fiduciaire dans laquelle l'or n'intervient pas. Mais le régime national-socialiste a détourné depuis longtemps l'or de cet usage. Il concède aux théories antérieures la nécessité d'une couverture, mais il ne la veut point d'or.

Dans son paragraphe 7, l'ordonnance du 15 mai 1940 donne l'énumération des éléments composant la couverture de la monnaie d'occupation. Ce sont, en partie, les résultats d'opérations autorisées des Caisses de Crédit, autres que celles concernant son privilège d'émission (9).

On ne peut connaître la valeur de cette couverture que si on envisage la seconde fonction des Reichskreditkassen : celle de banque de secours. M. Max KRETZSCHMANN, directeur de la Reichsbank, écrit que « si les « Caisses de Crédit du Reich ont fait également fonction « de banque d'émission de secours, cela a dépendu, « chaque fois, de la conduite tenue par la banque « d'émission du pays » (10).

Maintenir les transactions et la vie économique dans les territoires qu'occupe l'armée allemande est une des conditions importantes de la bonne conduite de la guerre. Tandis que le Reich combat et que la plus grande partie de ses forces, si ce n'est toutes, est mobi-

(9) Voir p. 16.

(10) Revue *Die Bank*, 14 août 1940.

lisée en vue de la suprématie militaire, les pays occupés doivent lui fournir les produits agricoles et industriels indispensables à la vie matérielle de sa population, de ses combattants. Il leur demande en outre tout ce qui offre l'avantage de servir de moyens d'échange contre des matières premières d'origine étrangère et tout ce qui est susceptible d'alimenter son commerce extérieur.

Or, l'absence des banques d'émission et des moyens de paiement suspend les transactions.

A la suite de bombardements, des centres importants ont perdu toute activité. Il s'agit de réparer au plus tôt les dégâts matériels qui touchent des entreprises d'intérêt vital.

Mais on ne peut plus compter provisoirement sur les banques nationales. L'espoir habituel dans le secours du crédit n'est plus permis. L'Allemagne dont l'intérêt l'exige, charge ses Reichskreditkassen de jouer auprès des populations civiles le rôle indispensable des banques évacuées.

L'ordonnance du 15 mai 1940 concernant la création et les attributions des Reichskreditkassen leur donne, dans son paragraphe 3, l'autorisation de traiter certaines affaires dont le produit servira de couverture aux émissions de bons.

Mais le paragraphe 7 énumérant les éléments de couverture n'est pas une répétition du paragraphe 3, il ne lui emprunte que les deux premières dispositions contenues dans le deuxième alinéa. Ce sont :

1° les effectifs des Caisses en lettres de change et en chèques.

La présence de ces effectifs résulte du fait que les Caisses peuvent acheter et vendre des lettres de change

et des chèques pour lesquels répondent au moins deux signatures. Ces lettres de change doivent être payables dans les six mois à partir du jour de l'achat.

Les corps de troupe ont eu quelquefois à faire des opérations de ce genre avec les Reichskreditkassen. Nous ne savons avec quelle ampleur ni à quel rythme. Des allusions très discrètes dans la presse allemande laissent seulement supposer que cette fonction des Caisses de Crédit s'exerça effectivement ;

2° des demandes de prêts. Les Caisses de Crédit accordent des prêts contre intérêts moyennant des garanties appropriées pour une durée qui ne doit pas dépasser en général six mois.

En France, des communes du Nord bénéficièrent de cette disposition. Des usines d'armement reprirent leur activité grâce aux crédits accordés par les Caisses.

Puis deux autres éléments qui ne sont pas des résultats des opérations commerciales des Reichskreditkassen, complètent les garanties d'émissions. Ce sont :

3° des effectifs de moyens de paiement allemands,
des effectifs de moyens de paiement étrangers,
des avoirs auprès de la Deutsche Reichsbank,
des avoirs résultant du trafic de compensation,
des bons du Trésor du Reich ;

4° l'avance accordée au Reich pouvant aller jusqu'à 3 milliards de Reichsmarks pour approvisionner les troupes et les autorités administratives allemandes au Danemark, en Norvège, en Belgique, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas.

Les billets de la Reichsbank allemande sont eux aussi couverts par les avoirs de cette banque en lettres

de change, chèques, bons du Trésor, créances à vue en vertu d'avances sur gage.

Mais en outre, composent encore la couverture, les stocks d'or et les devises dont la Reichsbank peut disposer à tout moment (11).

La Rentenbank de 1924, instituée pour redresser l'agriculture allemande, jouissait d'un privilège d'émission représentant des crédits accordés aux exploitations rurales. La garantie consistait dans une vaste hypothèque sur les terres.

La banque d'émission du Gouvernement Général, Bank Emisyjny Polsce, justifie son privilège par un droit de même nature. Le stock d'or de la Pologne a été exporté par les autorités polonaises avant l'entrée des troupes allemandes sur leur territoire.

Heureusement le national-socialisme ne sent pas son activité financière limitée par ces considérations. Les besoins de l'administration sont imprévisibles, la circulation ne souffrira donc d'aucun contingentement. Toutefois on gage les émissions jusqu'à concurrence d'un maximum de 3 milliards de zlotys par une hypothèque de premier rang sur tous les biens fonciers du Gouvernement Général. Le portefeuille commercial et les créances sur la Reichsbank et les administrations du Reich, comme dans le cas des banques de crédit, sont des éléments de couverture (12).

Les Reichskreditkassen, appelées à remplir une mission de guerre, ont une vie plus brève. La couverture de leurs émissions ne doit pas reposer sur des éventua-

(11) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, N° 1, Paris, 4 juillet 1940. Voir annexe.

(12) *Bank-Archiv*, « Nouvelle organisation de la banque d'émission et de la monnaie » (traduction), 1^{er} janvier 1941.

lités plus ou moins lointaines, sur des espérances d'acquisitions d'or ou de devises.

De plus, une hypothèque en faveur des Caisses prise sur les territoires occupés aurait posé des problèmes politiques et juridiques bien complexes. Même si le bon fonctionnement des Reichskreditkassen permettait de ne pas recourir à la réalisation de ce droit, les peuples vaincus auraient senti une oppression d'ordre moral trop manifestement contraire à l'esprit de collaboration.

D'autre part, l'idée d'hypothèque implique une notion de durée et de stabilité qui se concilie mal avec le caractère temporaire des Reichskreditkassen.

On ne fait donc dépendre les éléments de couverture que des opérations commerciales actuelles, dont les soldes sont, bien entendu, toujours créditeurs, et d'avoirs déterminés.

Enfin le Reich tient à assurer ses responsabilités : créateur des Reichskreditkassen, il veut, au cours de leur fonctionnement, les abriter de sa protection efficace.

C'est pour cela que la couverture des émissions est consolidée par une créance des Caisses de Crédit sur le Reich, pouvant aller jusqu'à 3 milliards de Reichsmarks (13). Pratiquement, cette dernière disposition présente le seul élément de garantie chiffré.

Les pays occupés ignorent les montants des avoirs des Caisses en lettres de change, chèques, moyens de paiement allemands et étrangers, autres éléments de

(13) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, N° 1, Paris, 4 juillet 1940. Ordonnances du ministre des Finances et du ministre des Affaires économiques du Reich des 3 et 15 mai 1940, mises en application par le Commandant en chef de l'Armée, le 18 mai 1940. Voir annexe.

couverture énoncés par l'ordonnance du 15 mai 1940. Ils ignorent encore la nature et la valeur des avoirs auprès de la Reichsbank. Le bilan de celle-ci ne donne aucun renseignement à ce sujet. Aucun poste ne leur semble particulièrement affecté. La méthode comparative elle-même n'apporte aucun secours, car si quelque poste du passif au 31 décembre 1940 accuse une forte augmentation sur ce qu'il était avant la création des Reichskreditkassen, rien ne prouve que la différence représente les avoirs des Caisses auprès de la Reichsbank. D'autres facteurs peuvent être intervenus entre temps.

S'il s'agit d'avoirs en compte courant, l'augmentation du poste au bilan de la Reichsbank du 31 décembre 1940 sur celui du 31 décembre 1938, exprime, par exemple, un accroissement des comptes d'industries de guerre.

S'il s'agit d'avoirs mis en dépôts et que le poste « Dépôts » indique une augmentation, on peut attribuer celle-ci à une abondance de capitaux non investis, en quête de refuge.

Enfin que les Caisses de Crédit aient constitué leurs ressources en titres placés à la Reichsbank, et ces avoirs ne prennent alors aucune part dans la composition du bilan.

La couverture de la monnaie d'occupation ne saurait donc être évaluée en chiffres précis. Sa valeur minimum échappe elle-même à une appréciation rigoureuse, puisque l'avance consentie au Reich qui en fixerait la dernière limite et qui constitue l'élément chiffré, n'est connue que par son plafond.

Jusqu'ici le privilège d'émission était considéré

comme une puissance beaucoup trop dangereuse pour qu'on en tolérât l'exercice hors de toute réglementation stricte. Sous la poussée des conditions nouvelles, les idées et les institutions se modifient. Les Reichskreditkassen opposent au rigorisme ancien une extrême souplesse dont jouissent les éléments de couverture eux-mêmes, leur permettant d'exercer leurs fonctions sans contrainte inopportune. Toutefois leur liberté n'est pas sans contrôle. Le paragraphe 3 de l'Ordonnance du 3 mai 1940 soumet l'administration centrale des Reichskreditkassen au contrôle d'un conseil d'administration formé d'après les précisions de l'alinéa 1 de la même ordonnance :

« Parmi les membres à désigner par le président
« de la Deutsche Reichsbank, se trouvera le président
« de ce conseil. Le Ministre des Finances du Reich, le
« Ministre des Affaires Economiques du Reich, le Com-
« mandement Supérieur de l'Armée allemande et le
« Commandant en chef de l'Armée, enverront chacun
« un délégué dans ce conseil d'administration » (14).

Dans les systèmes monétaires antérieurs à cette époque, l'encaisse-or donne une apparence de stabilité. La proportion de l'encaisse par rapport à l'émission autorisée est fixée par les autorités gouvernementales. En principe et en temps normal, la monnaie fiduciaire représente la monnaie métallique possédée par la banque d'émission et susceptible d'être échangée contre métal précieux sur la demande du porteur, dans de certaines conditions. Mais dans les années qui ont suivi la guerre de 1914 et dans celles qui ont précédé la

(14) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, N° 1, 4 juillet 1940. Ordonnance des ministres des Finances et des Affaires Economiques du Reich, du 3 mai 1940. Voir annexe.

guerre de 1939, le papier-monnaie a pris la place de la monnaie de papier. Si la couverture-or existait encore, c'était à titre de sécurité et non de gage. Le cours forcé rendait vain tout espoir de remboursement de billets en pièces d'or. Il eût été bien chimérique de se supposer un droit sur les avoirs en or d'une banque d'émission, par le seul fait que l'on possédât des billets émis par elle. A plus forte raison, les Reichskreditkassen qui n'ont nullement l'intention d'édifier un système monétaire permanent, qui n'ont pas été créées pour irriguer les pays occupés d'une monnaie nouvelle, tendant à remplacer l'ancienne, se passent-elles d'une couverture-or.

Un grand pas est franchi. Nous sommes loin de la couverture d'émission de la Banque de France, par exemple. Ainsi, même lorsque les opérations sur or sont strictement réglementées, comme actuellement, l'actif du bilan accuse, en ce mois de juin 1941, une encaisse de plus de 84 milliards 1/2. Le deuxième élément de couverture : les opérations d'escompte, atteignent plus de 4 milliards. Les avances sur effets publics et valeurs mobilières, dépassent 4 milliards à la même date. Les avances permanentes à l'Etat sont de 10 milliards depuis le 12 novembre 1938. Parallèlement, la circulation est de 235 milliards 1/2. Celle-ci s'est accrue des charges d'occupation. Elle n'atteignait que 174 milliards, avant l'exode de juin 1940.

Les opérations de la banque, génératrices de l'émission des billets, mettent en évidence des chiffres qui ne laissent aucun doute sur leur activité. L'encaisse qui évolue autour de certains chiffres, bien que parfois remaniés, représente un poste relativement sûr. La loi monétaire du 25 juin 1928, fixait une encaisse égale, au

minimum, à 35 % du montant cumulé des billets au porteur en circulation et des comptes courants créditeurs. Le décret du 1^{er} septembre 1939 a prononcé l'abrogation de cette disposition. La dernière modification date du 29 février 1940. Elle résulte d'une affectation de 30 milliards d'or et de devises au fonds de stabilisation, et qui a suivi une réévaluation de l'encaisse-or.

Mais ces changements dans la valeur de l'encaisse ne font que traduire, la plupart du temps, des modifications intervenues dans le niveau des prix. Elles ne correspondent pas à des situations par trop critiques de l'institut d'émission.

L'encaisse légale minimum de la Banque Nationale de Belgique évolue entre 17 et 18 milliards de francs belges en 1939, et autour de 12 milliards jusqu'à mai 1940.

Les avances permanentes à l'Etat, contre-partie accessoire du privilège d'émission, représentent aussi un élément de stabilité relative. Depuis 1938, en France, leur chiffre n'a pas été modifié. De 1911 à 1928, elles n'ont pas varié et se montaient à 200 millions.

La créance des Reichskreditkassen sur le Reich pourrait être considérée comme une avance de cette institution à l'Etat allemand. Or, elle est un des éléments de couverture qui représentent le plus de stabilité.

SECTION III

Emission en considération des besoins

Monnaie nouvelle, la monnaie d'occupation répudie en partie les vieilles doctrines. Elle est avant tout au service de l'armée. Tout respect de traditions, comme

nous l'avons déjà vu au chapitre précédent, ne ferait qu'alourdir son mécanisme. La fin seule importe. On apprécie tellement l'avantage de l'émission libre qu'après la campagne de France, on approvisionne les soldats allemands parfois même avant qu'ils aient quitté leur patrie. On ne se soucie même plus du volume de signes monétaires déjà existant ou du fonctionnement effectif des banques nationales. A l'abri de toute éventualité, l'armée traverse des pays étrangers ou les occupe, payant immédiatement ses achats.

On écarte ainsi l'inconvénient des réquisitions contre simple reçu (15). En outre, la période de confusion qui aurait pu s'écouler jusqu'à la conclusion de l'accord des autorités allemandes et des banques nationales, n'existe plus. L'approvisionnement des troupes en moyens de paiement ne souffre aucun retard. Il ne tolère pas plus les contraintes.

Toujours, en tout lieu, en toutes circonstances, il confère au soldat allemand un pouvoir d'achat suffisant pour satisfaire ses besoins matériels. Il le met en mesure de se procurer sur place, certains biens de consommation. Pratiquement, le soldat fait ses achats au moyen de sa solde. Elle est donc constituée en bons et pièces de monnaie de faible valeur nominale, dotés du cours légal dans les pays occupés ou traversés par les troupes allemandes.

Après l'expérience heureuse acquise au cours des opérations militaires menées à l'Est, au Nord et à l'Ouest du Reich, on n'hésite plus à faire usage de la monnaie de troupe pour les besoins matériels, dans le Sud-Est

(15) Alexandre CARAVIAS, Directeur de la Reichsbank. *Bank-Archiv*, 15^e avril 1941, « La réglementation des troupes allemandes dans les territoires occupés ».

européen. On l'emploie même dans les territoires italiens où se battent les unités germaniques.

Mais les troupes n'ont pas été les seules à s'approvisionner auprès des Reichskreditkassen. Dans les pays occupés, dévastés par les combats et la panique, les Caisses, banques de secours, ont accordé, dans certains cas, des crédits aux entreprises dont l'activité intéressait les autorités allemandes (16). Toutefois la pratique de ces concours n'est pas assez fréquente, en France, pour avoir provoqué une sensible augmentation d'émissions. Peu de cas révèlent l'effort des Caisses de Crédit en faveur de l'industrie ou de l'agriculture française. Aux environs d'Alençon, elles intervinrent modestement en vue de donner une impulsion aux scieries travaillant pour les autorités allemandes. Quelques chocolateries ont pu avoir recours à des crédits ouverts par les Reichskreditkassen.

Le plus souvent, ces crédits de transition furent accordés aux industries de régions frontalières. Ils étaient mis à leur disposition par les commandants militaires, aux guichets des Caisses de Campagne (Feldkassen). Dès qu'à la faveur d'un calme relatif, on se préoccupait de restaurer l'industrie d'une région, l'autorité locale était elle-même en mesure de travailler à la réorganisation. Si le système bancaire national n'avait encore pas retrouvé son équilibre, si les banques n'avaient encore pu regagner leur demeure habituelle, la commune, le département, prenaient des dispositions en faveur de l'activité économique chancelante.

Des avances de trésorerie furent accordées à des agriculteurs pour reconstituer leur cheptel et reprendre

(16) *Kölnische Zeitung*, 17 juillet 1940.

leur exploitation. Des organismes composés d'agriculteurs, placés sous l'autorité du préfet, se préoccupèrent des travaux urgents. Aussi l'appel aux Reichskreditkassen fut-il rarement lancé.

En Pologne, où la situation apparaissait plus grave, la réorganisation politique et administrative du pays par l'Allemagne limita rapidement le rôle de banque de secours des Caisses de Crédit. En effet, les territoires annexés durent accepter les services de la Reichsbank, tandis que le Gouvernement Général fut doté d'une nouvelle banque d'émission.

Deux causes semblent donc déterminer le volume d'émission : les exigences des troupes d'opération et d'occupation, d'une part, les besoins impératifs des industries de toute nécessité pour la guerre militaire et économique menée par l'Allemagne, en pays occupé d'autre part. La première est de beaucoup la plus importante. Elle fait de la monnaie d'occupation une émission libre dans le temps, libre dans l'espace. Tant que les troupes allemandes se déploieront à l'extérieur du Reich, les bons de Caisses de Crédit se déverseront sur les régions occupées ou simplement traversées. Tant que l'Allemagne ne peut régler définitivement le sort des pays vaincus, elle se réserve la possibilité de nouvelles émissions dans ces pays, même lorsque leur circulation monétaire nationale a retrouvé un volume et un rythme normaux. On supprime les Caisses de Crédit lorsqu'elles s'avèrent inutiles mais leur cellule génératrice est sauvegardée. L'institution demeure. A Berlin, prudente et sage, l'administration centrale des Reichskreditkassen veille au respect de ses principes et dirige continuellement ses efforts en vue d'une adaptation aux circonstances nouvelles.

Libre dans l'espace, l'émission des Reichskreditkassen ne néglige aucun territoire parcouru par les armées du Reich. Toujours sous les mêmes aspects, elle se mêle aux monnaies les plus diverses. Le mark voisine tour à tour avec le zloty, la couronne, le belga, le florin, le franc. Il circule, plus tard, à côté de la drachme, du dinar et du rouble. La lire et le leu connaissent, eux aussi, des rapports de bon voisinage avec le mark.

Il est difficile d'évaluer même approximativement l'ampleur de l'émission des Caisses de Crédit. Il est aussi difficile de les déterminer d'après les besoins des troupes que d'après la quantité de Reichsmarks recueillie par les banques nationales à leurs guichets. Les effectifs d'occupation, massés à la fois en vertu des lois de la guerre et des droits du vainqueur, et en vue de la continuation de la lutte contre l'Angleterre, sont d'une importance variable et hors de toute estimation si l'on tient à des chiffres précis.

Le paragraphe 3 de l'ordonnance du 3 mai 1940 impose à l'administration centrale des Reichskreditkassen de présenter au Conseil d'Administration, à la fin de chaque mois, un compte-rendu concernant le total des billets émis et les garanties existantes. Mais aucune statistique n'a été publiée sur les émissions de billets auxquelles ont procédé les Reichskreditkassen. Seule, l'administration centrale des Caisses de Crédit à Bruxelles transférée de Berlin, possède les éléments nécessaires à l'établissement d'une telle statistique, mais elle ne les a jamais fait connaître. Le directeur de la Caisse de Paris lui-même, déclare que ses propres estimations ne reposent sur aucun document écrit. Pour lui, la monnaie d'occupation totale émise au Danemark, en Norvège, aux

Pays-Bas, en Belgique et en France atteindrait un chiffre global compris entre 400 et 800 millions de Reichsmarks. Il estimait en novembre 1940, à 250 millions de Reichsmarks au maximum, les émissions directes en France, tandis qu'un mois auparavant une déclaration d'un attaché à la Reichskreditkasse-Paris plaçait le montant total des billets émis dans notre pays entre 500 et 600 millions de Reichsmarks.

Pourtant, une haute personnalité allemande spécialisée dans la question des Caisses de Crédit, dans une révélation de toute dernière heure (15 novembre 1941) laisse entendre que le Reich prévoit jusqu'ici une émission maximum de 5 milliards de reichsmarks. La cadence à laquelle se succèdent, désordre dans un pays occupé, et rétablissement de l'ordre dans un autre, n'exige pas un volume global de monnaie de guerre supérieur à ce chiffre. En effet, beaucoup de Caisses ont été supprimées dans les premiers pays envahis, et une assez grande quantité de bons et de pièces des Reichskreditkassen ont été déjà retirés, de sorte qu'ils sont prêts à un nouvel usage sur un nouveau territoire. Ils compensent, au moins en partie, les exigences du pays à son tour occupé, par un transfert rationnel.

En Pologne, l'émission des Caisses de Crédit, d'après M. KRETZSCHMANN (17) ne dépasse pas 45 millions de zlotys. Le zloty est destiné à rester monnaie légale et les Reichskreditkassen utilisent les zlotys qui leur ont été transmis par le Reich (600 millions). Celui-ci les avait récupérés par des opérations d'échange lors de l'annexion des territoires de l'Est et de l'introduction du mark de la Reichsbank dans ces pays.

(17) Revue *Die Bank* du 14 août 1940.

La difficulté d'obtenir des documents écrits faisant connaître avec exactitude le volume de la monnaie de troupe aux sources mêmes de son émission, nécessite la recherche d'autres procédés d'information. Ces dérivés ne donnent que des approximations et parfois tellement vagues qu'elles présentent peu d'intérêt. Elles ne méritent d'être accueillies qu'à titre indicatif.

Les pays occupés, désireux de rétablir l'unité dans leur circulation monétaire, se hâtèrent de provoquer des accords avec les autorités occupantes pour procéder aux retraits des Reichsmarks. L'accord conclu, ils chargèrent leurs banques nationales respectives, seules banques d'émission, d'absorber la monnaie allemande. La contre-valeur en monnaie nationale figure donc au bilan de la banque d'émission, le plus souvent avec la circulation.

A la Banque Néerlandaise, le 2 décembre 1940, on note une augmentation de la circulation de 233,4 millions de florins sur celle du 20 mai 1940 (18).

Mais cette augmentation peut encore ou en partie être attribuée au fait que du 10 mai au 11 juin, la population ait connu un moratoire bancaire et qu'elle ait pris l'habitude de conserver par devers elle une certaine quantité d'argent liquide. Un fléchissement continu des dépôts dans les caisses d'épargne tend à justifier cette hypothèse. Il ne faut pas oublier non plus l'active réalisation des stocks dès avant la menace d'invasion et surtout aux premiers jours de l'occupation, ni l'immobilisation des instituts de placement, conséquence de la panique générale.

En France, la circulation qui était de près de 172 milliards au 1^{er} juin 1940, atteint 235,5 milliards un an

(18) Communication du bilan de la Banque néerlandaise par celle-ci à la Banque de France.

plus tard, soit une augmentation supérieure à 63 milliards.

Afin de déterminer l'importance du rôle joué par les injections de monnaie nouvelle dans la circulation, il convient de considérer les facteurs qui expliquent habituellement le gonflement de l'émission, pendant la même période.

Nous avons vu que les opérations de banque, génératrices de l'émission des billets en France étaient :

- les opérations sur or (19) ;
- les opérations d'escompte ;
- les avances sur effets publics et sur valeurs mobilières ;
- les avances permanentes à l'Etat (20).

Or, voici les chiffres accusés par chacun de ces postes avant et après l'entrée des Allemands dans notre pays :

	10 juin 1940	5 juin 1941
Opérations sur or....	84.616,1 millions	84.616,4 millions
Opérations d'escompte	13.427 millions	4.238 millions
Avances sur effets publics et valeurs mobilières	6.356 millions	4.283 millions
Avances à l'Etat :		
permanentes ..	10 milliards	10 milliards
provisoires	36.250 millions	176.020 millions (1)

(1) Dont 117.868 millions pour frais d'occupation.

14.232 millions des frais d'occupation ont été passés au débit du compte des Reichskreditkassen, comme

(19) Achats et avances provisoires.

(20) Statuts de la Banque de France ; et RAMON, *Histoire de la Banque de France*, Grasset.

représentant la contrevaleur de billets et monnaies des Caisses de Crédit rachetées et remises à l'Administration Centrale des Reichskreditkassen-Paris, par la Banque de France.

Le tableau ci-dessus affiche nettement la prédominance des avances à l'Etat sur toute autre cause susceptible d'expliquer l'augmentation de la circulation. En effet, alors que les opérations sur or sont suspendues, que les opérations d'escompte et les avances sur effets publics et valeurs mobilières marquent une régression, que les avances permanentes à l'Etat demeurent telles que les a fixées la loi et le décret du 12 novembre 1938, les avances provisoires font un saut de 139 milliards 770 millions.

Une partie seulement de cette nouvelle dette s'acquitte en billets des Caisses de Crédit et permet ainsi de réduire de plus en plus le volume de leurs émissions. Les frais d'occupation représentent une trop forte somme pour qu'on puisse les couvrir uniquement avec la monnaie de troupe récupérée aux guichets de la Banque de France.

A Bruxelles, le bilan de la Banque d'émission fait ressortir au poste « compte d'échange des Reichskreditkassen », du 3 juillet 1941, un actif de 2.804 millions de francs belges soit : 4.486,4 millions de francs français (21).

Quand bien même, il serait possible de connaître pour chacune des banques nationales des pays occupés, la quantité de marks retirés de la circulation, on n'obtiendrait pas le chiffre global de l'émission. En premier

(21) Communication du bilan de la Banque d'Emission de Belgique par celle-ci à la Banque de France.

lieu, les retraits sont loin d'être achevés. Rien ne prouve qu'ils puissent l'être un jour. Le transport des billets par les troupes à travers les trop nombreux territoires étrangers, leur injection continuelle au cours des nouvelles et incessantes conquêtes dans les circulations nationales, toutes ces manifestations d'une vie mouvante, intense, en perpétuelle évolution, désespèrent l'esprit soucieux d'exaetitude et de précision.

D'autre part, tous les bons des Caisses de Crédit n'affluent pas aux guichets des banques, quand bien même l'ordre leur en est donné. Ils sont parfois thésaurisés par ceux qui escomptent une augmentation du cours du change. On a pu constater ce fait en France, particulièrement dans le département du Loir-et-Cher, au début de l'occupation. Sur la totalité des bons de Caisse en circulation évaluée à 60 millions, la succursale de la Banque de France de Blois ne reçut, des banques et des particuliers, pendant la période la plus productive, que 19 millions ! A Orléans, du 15 au 26 juillet, 40 millions furent échangés contre de la monnaie française.

On sait d'ailleurs que cette région eut d'amples besoins de signes monétaires sans doute en raison de son activité commerciale stimulée par les achats des contingents allemands, puisque les commerçants utilisèrent même des bons d'origine locale.

Quel que soit le montant des bons des Reichskreditkassen jetés dans la circulation de ces départements, la quantité résorbée est loin de l'égalier.

On voit toutes les difficultés d'apprécier l'importance de l'émission d'après le chiffre des marks retirés.

Si on ne peut connaître le volume de la monnaie d'occupation ni par l'institut d'émission, pour des rai-

sons politiques ou autres, ni par les instituts de réception, puisque d'une part, tous les bons n'arrivent pas à leurs guichets et que d'autre part, ceux qui y parviennent peuvent sembler multipliés par la vitesse de circulation, il est intéressant de noter ce que l'on pourrait considérer comme la limite maximum du chiffre de l'émission.

Le paragraphe 4 de l'ordonnance du 3 mai 1940 est ainsi libellé :

« L'administration centrale des Reichskreditkassen
« accordera au Reich une avance allant jusqu'à 3 mil-
« liards de Reichsmarks dans le but indiqué par le
« paragraphe 1^{er}, alinéa 1 ».

Ce but, comme nous l'avons indiqué, est l'approvisionnement des troupes et des autorités administratives allemandes et le maintien des transactions commerciales dans les pays occupés énumérés limitativement. Primitivement, l'avance était de 500 millions de reichsmarks. Les succès de Belgique entraînèrent sa modification.

Si la créance sur le Reich couvre bien l'émission maximum possible, on sait alors, et à défaut de précisions, quelle limite est fixée au montant des bons.

Mais la poussée victorieuse s'exerce maintenant au sud-est puis à l'est. Les besoins des troupes réclament une plus grande souplesse des réglementations. L'administration ne peut prévoir l'ampleur de l'avance allemande. Chaque énumération de territoires occupés s'avère très rapidement incomplète et de ce fait exige continuellement une modification de textes. Une fois de plus, les principes s'inclinent devant les faits. La nécessité de répondre d'abord aux besoins des troupes,

but même de l'institution, entraîne une nouvelle extension du sens donné à l'ordonnance de base. Usant des pouvoirs laissés par l'alinéa II de cette ordonnance, une nouvelle ordonnance du 1^{er} mars 1941 autorise le ministre des Finances et celui de l'Economie du Reich, d'accord avec le Haut Commandement de la défense nationale, à permettre par voie administrative à l'administration centrale des Reichskreditkassen, l'émission de ses billets et de ses pièces de monnaie, ainsi que l'élargissement de son champ d'activité au delà des territoires désignés par la première ordonnance.

Devant l'importance des opérations militaires en Russie, le nombre croissant des contingents mobilisés et engagés, la désorganisation profonde des territoires abandonnés par les Russes, il est possible que l'avance accordée au Reich par les Caisses de Crédit soit augmentée.

C'est par la rareté et la souplesse des textes réglementant l'émission de la monnaie d'occupation que les Reichskreditkassen peuvent atteindre leur but. En effet, les « troupes rapides » de la Reichsbank n'assurent l'approvisionnement des « troupes militaires » en moyens de paiement que si leurs propres effectifs et leurs champs d'action ne sont irrémédiablement et strictement fixés.

SECTION IV

Unité et universalité de la monnaie d'occupation

Evoluant dans des régions démunies ou insuffisamment pourvues de moyens de paiement, les troupes allemandes pouvaient être alimentées par une monnaie provisoire, particulièrement affectée à l'irrigation d'un

pays déterminé. Ainsi l'approvisionnement et les transactions n'avaient plus à souffrir du manque d'instruments monétaires. Mais on voit tout de suite quelles complications ce procédé aurait entraînées. Pour chaque Etat, il aurait fallu une monnaie spéciale. La rapidité de l'avance allemande, le rythme accéléré des mouvements de troupe ne pouvait s'embarrasser de préoccupations frontalières. On voit mal les unités de l'armée allemande procédant, à chaque passage de pays dans un autre, à l'échange de leurs billets et de leurs pièces de monnaie. Créée pour les besoins des troupes allemandes, la monnaie d'occupation ou monnaie de guerre est dotée « d'internationalisme », adaptée aux nécessités et à la célérité des conquêtes.

Elle est une et valable pour tous. Elle a pouvoir libérateur dans tous les pays occupés jusqu'à décision contraire des autorités allemandes. Pas à pas, les Caisses de Crédit suivent la Wehrmacht sur les talons, fournissant aux unités, puis aux administrations allemandes, bons et pièces pour payer leurs achats dans les pays occupés.

Un organisme central à Berlin assure la vitalité de l'Institution. Des ordonnances prises en vertu des principes de base, indifférentes aux lois et aux us des pays occupés, émanent du Haut Commandement allemand. Comme dans l'armée, la plus grande unité règne dans les troupes de la Reichsbank. Un pays, un chef, une armée, une monnaie de guerre.

C'est pour les besoins des Allemands que cette monnaie fut créée. Il n'y a pas de raison pour multiplier leurs formes ou leurs modalités. Tout au contraire, s'explique l'unité du système : avance militaire tout

aussi rapide dans chacun des pays occupés, mêmes difficultés économiques rencontrées, mêmes besoins des troupes et souvent même unités lancées à l'attaque de territoires différents.

Que l'Allemagne force les frontières par les armes ou qu'elle obtienne consentement, elle munit toujours ses troupes, à leur départ et au cours de leurs campagnes, de la même monnaie.

A Bucarest comme à Sofia, des Reichskreditkassen sont installées, bien que ni la Roumanie, ni la Bulgarie ne soient considérées comme pays ennemis et vaincus. Ce sont seulement des lieux de passage consentants pour les troupes allemandes destinées à combattre sur les fronts russes. En Italie, les règlements internes des troupes allemandes furent également effectués en marks d'occupation.

Cette adoption d'une monnaie unique pour les besoins des troupes à l'extérieur ne présente pas des avantages que pour les unités combattantes ou d'occupation. Elle apporte en même temps l'idée d'une nouvelle unité monétaire aux transactions économiques internationales dans un moment où de sérieux obstacles naissent de par l'inactivité ou la fuite des banques et de l'or. En France, en Belgique, en Hollande, on remet en marche le mécanisme des paiements par virements postaux et bancaires, on crée un système de virements par l'intermédiaire des Reichskreditkassen. En outre, pour permettre aux industries frontalières complémentaires de continuer à fonctionner, les Reichskreditkassen organisent des virements entre la Belgique, d'une part, et la Hollande et le Nord de la France, d'autre part (22).

(22) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

Toutefois, il ne faut pas exagérer la portée de cette pratique, car dans chaque pays un mouvement de protection de son commerce et de sa monnaie tend à résorber au plus vite les bons des Caisses de Crédit et à rétablir sans concurrence la circulation régulière de sa monnaie nationale sous un vigilant contrôle des changes.

De plus des mesures visent à empêcher l'esprit spéculatif de saisir cette nouvelle occasion de lucre. Par l'intermédiaire de cette monnaie libérable dans tous les pays occupés et grâce aux différents cours du mark imposés à ces pays, on risquait de se livrer à des opérations financières trop avantageuses pour les particuliers et trop nuisibles aux intérêts des Etats. On aurait fait ainsi mauvais usage de la monnaie de guerre, détournée de ses pouvoirs. Les Offices de Changes se chargent d'autoriser ou de refuser le passage des marks d'un pays dans un autre lorsque des civils non allemands s'en servent pour régler leurs transactions par delà les frontières. En Hollande notamment, l'importation des bons des Reichskreditkassen en provenance du territoire belge occupé est soumise à une autorisation de l'Office des Changes.

D'ailleurs, les banques nationales s'organisent à nouveau et reprennent leur rôle habituel de marchands de crédit.

La liberté de circulation donnée à la monnaie de guerre risquait fort de compromettre l'équilibre monétaire des pays occupés. Mêlés à la circulation nationale, les bons des Reichskreditkassen tombent aux mains des ressortissants qui peuvent les transporter dans un pays étranger et gonfler ainsi démesurément le volume des moyens de paiement de ce pays. Mais ici encore le dan-

ger est limité par les difficultés de déplacement. Les civils et les soldats allemands qui eux se déplacent fréquemment ne reçoivent que de petites sommes en bons de Caisse, montants de leurs traitements ou de leurs soldes. De plus des interdictions allemandes pèsent sur tout envoi de fonds de pays occupé à pays occupé en monnaie des Reichskreditkassen.

Ces nouveaux caractères de la monnaie d'occupation : unité, universalité, s'expliquent eux aussi par le but poursuivi lors de la mise en circulation des bons de Caisse. L'approvisionnement des troupes en moyens de paiement se fait d'autant plus favorablement que ces moyens demeurent immuables, qu'ils sont toujours de même nature et de même forme, qu'ils sont valables pour tous les temps et pour tous les lieux désignés par l'autorité allemande.

Ils tendent à créer en Europe une certaine accoutumance au Reichsmark. On apprend à compter en mark et en pfennig, l'unité des bons de Caisse étant la même que celle du système monétaire allemand, les bons sont notifiés de la même façon que les billets de la Reichsbank. Or par leur circulation étendue, les bons de Caisse de Crédit font du reichsmark une unité de compte dirigeante à laquelle toutes les monnaies des pays occupés sont reliées. Les rapports sont fixés par les autorités allemandes.

Toutes ces dispositions créent un lien de subordination des monnaies anciennement rattachées à l'or à l'égard du mark, monnaie-travail, monnaie de base. Nous verrons dans une deuxième partie les conséquences de cette institution simplement esquissées dans un chapitre qui ne peut traiter que des caractères de la monnaie d'occupation.

Notre étude demeurerait incomplète si nous n'envisagions pas toutes les raisons qui ont déterminé l'emploi des bons des Reichskreditkassen à l'extérieur du Reich dans une période de guerre et de trouble. Le désir et le besoin d'approvisionner les troupes en moyens de paiement dans les territoires occupés n'auraient pas eu une telle intensité si les monnaies nationales n'avaient fait défaut. Il y a donc des caractères spéciaux de la monnaie d'occupation qui dépendent de son second but : remplacer la monnaie du pays occupé.

C'est dans la mesure où un tel remplacement s'impose que les Reichskreditkassen se développent. C'est parce qu'il est impossible de pourvoir l'armée allemande en moyens de paiement des pays occupés et traversés qu'il a fallu songer à une monnaie allemande.

Le deuxième aspect des « troupes rapides de la Reichsbank » se présente donc à la faveur du rôle de monnaie auxiliaire joué par elles.

CHAPITRE II

MONNAIE COMPLEMENTAIRE DE LA MONNAIE NATIONALE

SECTION I

Lieux de création des Reichskreditkassen

La pénurie des moyens de paiement n'était qu'un des éléments de la situation économique catastrophique où se trouvaient les pays vaincus. Tout le mécanisme de la monnaie et du crédit était paralysé. Non seulement les stocks de billets, espèces et autres valeurs avaient été sauvés de l'invasion, mais encore presque tous les documents bancaires avaient été détruits ou dirigés en lieux sûrs. En Pologne sévissait une intense thésaurisation de petite monnaie, qui rendait difficiles les paiements de la vie quotidienne. En Belgique, la banque d'émission ne pouvait fonctionner. La plus grande partie de son personnel avait suivi le Gouvernement et les rares représentants laissés en Belgique ne possédaient plus aucun pouvoir. En France, la situation se montrait plus critique encore du fait que les communes ne disposent pas de grandes ressources. On manquait donc de moyens de paiement pour les salaires, pour les achats de matières premières, pour les réparations urgentes de dommages de guerre, pour les transactions de la vie quotidienne.

Dans certaines localités de Pologne et de France, on émettait de la monnaie de fortune. Les chambres de commerce en France rendaient à la circulation des cou-

pures qu'avait déjà connues la guerre de 1914-1918. Par-tout se dessinait une tendance à combler le vide causé par la fuite de la monnaie. Ces multiples tentatives locales furent submergées par la vaste institution des Reichskreditkassen. Il n'y eut plus dans chaque pays que deux catégories de moyens de paiement légaux : la monnaie nationale et la monnaie d'occupation. Celle-ci d'autant plus abondante que la première était rare.

De même que les monnaies nationales dépendent d'un institut d'émission privilégié, de même la monnaie d'occupation doit sa naissance effective à un organisme particulier doté de ces pouvoirs par ordonnance du 23 septembre 1939. Nous avons vu que cette monnaie existait déjà matériellement dans les réserves de la Reichsbank, en attente d'utilisation, avant le déclenchement des conflits armés, mais que son rôle devait consister, en cas de guerre, à remplacer les pièces d'argent et de nickel à l'intérieur de l'Allemagne. Comme il n'a pas été nécessaire de l'employer ainsi, on l'a destinée tout d'abord à l'approvisionnement en monnaie des troupes allemandes opérant en Pologne. Les premières Caisse de Crédit chargées de la distribution des bons furent installées en Pologne. Elles travaillent tout de suite en contact très étroit avec les caisses militaires pour lesquelles elles servent de banques. Le conseil d'administration constitué le 26 septembre 1939 comprenait un président, directeur de la Reichsbank, et quatre membres dont un directeur de la Reichsbank, un banquier, un chef de service aux Finances représentant du ministre. Le conseil nomme les membres de la direction qui étaient, au jour de la constitution : le président de la banque de Dantzig et deux directeurs de la Reichsbank dont un nommé membre suppléant.

Les premières régions avec lesquelles l'armée prit contact étaient démunies de moyens de paiement (1). Au 2 octobre 1939, des Caisses fonctionnaient déjà dans 15 villes, puis par ordonnance du 28 septembre 1939 dans dix autres villes. Bromberg, Gnesen, Graudenz, Hohensalza, Kalisch, Konitz, Cracovie, Lissa, Lodz, Ostrowo, Posen, Preussisch, Stargard, Tarnow, Thorn, Tschenstochau étaient pourvues de Caisses. A la fin octobre, les Reichskreditkassen fonctionnaient en Haute Silésie.

Le personnel assez réduit est composé surtout d'employés de la Reichsbank. Devant la désorganisation des finances publiques, les Caisses de Crédit assurent en particulier le financement provisoire des dépenses publiques urgentes. Elles viennent en aide à la monnaie nationale non seulement dans son rôle d'instrument d'échange, mais encore dans son rôle d'instrument de crédit. Les avances accordées peuvent aller jusqu'à six mois.

Par contre au Danemark et en Norvège, le système de crédit fonctionnait encore suffisamment malgré les perturbations nées de la guerre. On ne créa donc pas de Caisses de Crédit. Deux agents de liaison furent simplement détachés par la Reichsbank, mais les bons circulèrent tout au moins au début, sous un volume assez important car la crainte là comme ailleurs avait entraîné la thésaurisation et l'exode des instruments de paiement.

Le caractère non belliqueux de l'occupation au Danemark et la brièveté des opérations en Norvège permirent rapidement des négociations en vue du rétablissement de l'unité monétaire nationale.

(1) KRETZSCHMANN, *Die Bank*, 14 août 1941, et *Bank-Archiv*, 1^{er} janvier 1941 ; Alexander CARAVIAS, *Bank Archiv*, 15 avril 1941 ; *Frankfurter Zeitung*, 14 juillet 1940.

Et de nouveau, la pénurie de monnaie risque d'entraver les transactions des troupes en marche vers la France. Les difficultés s'aggravent. Hollandais, Belges, Luxembourgeois s'acheminent vers le sud, chargés de tous les biens qu'ils peuvent encore transporter. L'argent liquide réunit les préférences. Maniable, échangeable aisément, il représente pour beaucoup, l'ultime ressource, l'unique possibilité de vivre en terre d'exil.

Les « troupes rapides de la Reichsbank » affluent de nouveau, comblant le vide. Le reichsmark prend délibérément la place des florins, belgas, francs belges, et francs luxembourgeois fugitifs. Il apporte son auxiliaire aux monnaies qui demeurent encore dans leurs pays d'émission.

Dans ces pays, plus encore qu'en Scandinavie, la désorganisation économique sévit. Les Caisses de Crédit s'installent, habilitées par l'ordonnance du 15 mai 1940. La Hollande en compte huit au début de l'occupation, notamment à Arnhem, Bois-le-Duc, Maastricht, Rotterdam. Celles de La Haye, d'Utrecht, d'Amsterdam sont ouvertes peu de temps après.

Mais c'est en Belgique et dans les parties occupées de la France que l'activité des Reichskreditkassen est la plus intense. Dans toutes les villes importantes, des Caisses sont installées, procédant à de larges injections de monnaie dans la circulation nationale, accordant parfois des crédits à certaines industries défailantes, pourvoyant aux travaux de reconstruction les plus urgents et intéressant les autorités allemandes. Au 12 août 1940, il y avait des Caisses à : Paris, Bordeaux, Dijon, Lille, Nancy, Nantes, Rennes, Rouen, Troyes, Caen, Reims, Nevers où la Caisse fut supprimée le

11 octobre 1940, Epernay, où elle fut supprimée le 19 août 1940, et Tours où elle fut supprimée le 24 mai 1941, puis rétablie.

Puis ce sont les opérations du sud-est, la même désorganisation de l'économie yougoslave, la même débâcle en Grèce. Une fois de plus, les « troupes volantes de la Reichsbank » comblent les brèches qui se produisent dans la structure de la monnaie. Parfois l'armée allemande n'utilise que de conventions passées avec des pays non belligérants. Elle traverse ces pays ; des troupes s'y installent provisoirement. La monnaie nationale y circule toujours normalement. Mais l'augmentation des effectifs et la commodité des transactions allemandes entraînent l'immixtion de la monnaie d'occupation dans l'appareil monétaire de ces pays. Toutefois la pénurie des instruments de paiement n'est pas assez profonde pour exiger la présence de plusieurs Caisses de Crédit. On se contente d'en installer dans certaines capitales et de payer les achats des unités allemandes en bons des Reichskreditkassen. Roumanie, Bulgarie, Italie voient au même titre cette nouvelle monnaie en concurrence avec les leis, les levas, les liras. Des Caisses sont ouvertes à Agram, Athènes, Belgrade, Bucarest, Sofia (2). Enfin, la guerre éclate à l'Est. Dès les premières opérations, l'avance allemande se dessine en même temps qu'une certaine panique dans la population frontalière. Les Russes ne reculent qu'après s'être assurés de la complète désorganisation des territoires abandonnés. De nouveau, les « banques militaires » volent au secours des transactions chancelantes. Le 10 septembre 1941, la presse allemande annonce l'établissement des Reichs-

(2) *Frankfurter Zeitung*, 11 août 1941.

kreditkassen à Smolensk, Czernowtiz, Kowno, Lemberg, Riga, Bialystok, Mink, Chitomir et Plestov (3).

On voit avec quelle célérité, ces nouveaux instituts procèdent à la reconstruction du système de la monnaie et du crédit pendant toute la période de défaillance des banques nationales. Partout où la monnaie nationale se présente sous un volume insuffisant par rapport au volume des transactions, les Caisses de Crédit accourent à l'aide, ou la monnaie d'occupation comble les lacunes provoquées par l'approche des ennemis.

Monnaie complémentaire de la monnaie nationale, la monnaie d'occupation circule partout où un vide l'appelle. Ses injections sont d'autant plus importantes que la pénurie monétaire locale s'avère plus intense. Par contre, dès qu'une amélioration se produit, dès que la circulation de la monnaie est au même rythme que les transactions commerciales, dès que les deux flots sont de débits égaux, les Reichskreditkassen, leur rôle terminé, se retirent ; la monnaie d'occupation se raréfie peu à peu, laissant espérer sa disparition complète.

SECTION II

Durée de l'activité des Reichskreditkassen

Dans tous les pays où furent instituées des Caisses de Crédit, dans tous ceux où circulèrent des bons, on constate la même tendance de la part du pays occupé par les troupes allemandes : réduire au plus vite le rôle de cette monnaie de guerre. Puisqu'elle était créée en vue d'approvisionner l'armée dans des pays démunis de moyens de paiement, la seule façon de précipiter sa

(3) *Kölnische Zeitung*.

disparition était d'accroître l'activité de la circulation monétaire nationale. Influencer sur la vitesse de circulation était chose illusoire. Déjà les nombreux achats des Allemands, le peu de prestige du mark auprès des peuples vaincus, le manque de confiance dans l'unité monétaire nationale elle-même, et les échanges accélérés d'argent liquide contre marchandises, les nouveaux besoins d'exilés et des pays dévastés donnaient à la circulation de la monnaie en général, un rythme rapide.

Il restait à modifier le facteur masse monétaire. Ce fut presque automatiquement que ce but fut atteint. En effet, les rachats des marks par les Caisses de Crédit ne pouvaient se faire qu'avec la monnaie nationale. Tout se passe donc comme s'il y avait substitution d'une monnaie par l'autre. Désormais, la monnaie nationale circulant sous un volume et à un rythme satisfaisant les besoins de la vie économique, il n'y a plus lieu de lui porter secours. Le rôle des Reichskreditkassen est terminé.

En Pologne, la situation militaire se montre rapidement favorable à l'Allemagne. Les provinces orientales sont rattachées au Reich et l'ordonnance du 8 octobre 1939 prévoit leur organisation et leur administration. Aussitôt des succursales de la Reichsbank se substituent aux Caisses de Crédit et la monnaie interne de l'Allemagne à la monnaie de guerre. Les autres provinces forment le Gouvernement Général. Leur administration est réglée par l'ordonnance du 12 octobre 1939. Dès le rétablissement d'un calme relatif dans ces régions, on procède à leur organisation économique. La banque d'émission Polski, réfugiée à l'étranger, ne peut plus être d'aucun secours. Sur le modèle de la Rentenbank, les auto-

rités allemandes édifient un nouveau système bancaire et décrètent l'ouverture de la nouvelle banque d'émission pour le 8 avril 1940 (4). En conséquence, on dissout les Reichskreditkassen. Les bons de Caisse de même que les billets de la banque Polski sont remboursés en nouveaux zlotys. Les succursales de la banque d'émission succèdent aux Caisses de Crédit du Reich. Cracovie est désormais le siège de la nouvelle banque.

Mais si la remise des coupures de la banque Polski ne souffre aucune exception au délai fixé (20 avril 1940) on n'impose aucune date limite à l'échange des bons de Caisse. Ceux-ci disparaîtront peu à peu, sans que jamais aucune publicité ne soit faite de leur retrait.

Plus éphémère est la suprématie des troupes volantes de la Reichsbank en Norvège. Nous avons vu que la situation économique n'avait même pas exigé la création des Caisses de Crédit dans ces territoires. Toutefois les troupes d'occupation y règlent leurs achats indispensables en bons. Cependant la banque d'émission demeure et les victoires allemandes étendent promptement la puissance du Fuehrer. Bientôt, celui-ci décide des négociations et la Norges Bank s'engage à échanger directement aux troupes allemandes leur monnaie de guerre contre des couronnes. Par la suite, elle refuse de délivrer des bons de Caisse ; l'administration militaire et l'armée d'occupation allemandes doivent se procurer les reichsmarks nécessaires auprès de l'administration centrale des Reichskreditkassen à Berlin. Elles en créditent la Norges Bank qui verse ensuite les sommes équivalentes en couronnes. Une fois de plus, la monnaie d'oc-

(4) Publication de la Banque des Règlements internationaux, Gouvernement général des territoires polonais occupés. Ordonnance du 29 mars 1940 (traduction), *L. D.*, 219.

cupation a vécu, rendue inutile par l'abondance de monnaie nationale.

Le même phénomène se produit en Hollande, en Belgique, en France. On le retrouve encore probablement dans les pays du sud-est.

En Hollande, dès juillet 1940, c'est-à-dire moins de deux mois après l'invasion, les troupes allemandes sont déjà munies de monnaie hollandaise. Les Caisses de Crédit qui subsistent font office d'organe de transmission. Ce sont celles d'Amsterdam, de La Haye et d'Utrecht. L'insuffisance de numéraire n'est pas telle qu'elle doive entraîner une circulation intensive de monnaie auxiliaire. Les bons des Reichskreditkassen ne sont pas en général dépensés par ceux qui les reçoivent mais versés aux guichets des banques et des bureaux de poste pour être remis ensuite à la banque d'émission des Pays-Bas. Très rapidement celle-ci se déclare prête à rembourser les bons de caisse de crédit en circulation et à satisfaire les besoins de fonds des troupes allemandes en délivrant des billets en florins. Finalement, intervient un accord en vertu duquel il n'y a plus d'émission de bons dès le début de juillet. L'administration centrale des Reichskreditkassen retire les anciennes émissions et les porte au crédit de la Banque Néerlandaise. Les permissionnaires venant de Hollande en direction de l'Allemagne échangent aux Caisses de Crédit encore en fonction leurs florins contre des moyens de paiement de l'intérieur du Reich. Les sommes échangées sont notifiées sur des certificats que le permissionnaire présente à son retour d'Allemagne et contre lesquels on lui remet immédiatement de nouveaux florins. Une raison explique encore la quantité relativement faible des

marks mêlés à la monnaie hollandaise : le manque de commodité du change (66 2/3). Mais tout laisse croire que ce rapport n'a pas été modifié justement parce que la nécessité ne s'en faisait pas sentir et qu'ainsi on pouvait, sans de trop grands inconvénients, sacrifier la commodité à l'exactitude.

Au Luxembourg, les Caisses de Crédit n'interviennent pas. Le pays ne présente pas assez d'importance pour qu'une organisation de vaste envergure y soit établie. Les bons de Caisse circulent avec force légale par la même ordonnance du 10 mai 1940, concurremment avec les francs belges et luxembourgeois. Par la suite, l'Allemagne incorpore le Luxembourg dans son système douanier, et le 5 février 1941, les bons de caisse n'ont plus de raison d'être puisque les moyens de paiement de l'intérieur de l'Allemagne ont seuls cours légal au Luxembourg, définitivement absorbé (5).

Mais en Belgique comme en France du Nord, les Reichskreditkassen redoublent d'activité :

1° parce que l'évacuation et la thésaurisation des signes monétaires sont plus importantes qu'elles ne l'ont jamais été ;

2° parce que, là plus qu'ailleurs, les travaux s'imposent indispensables et urgents pour les besoins de la lutte contre l'Angleterre.

La Banque de Belgique, comme la Banque de France, cherchent un refuge au sud, laissant malgré leur désir les troupes volantes de la Reichsbank s'installer à leur place. Mais peu après la cessation des hostilités, le *Moniteur Officiel belge* du 19 juillet publie un

(5) Publication de la Banque des Règlements internationaux. Ordonnance du 29 janvier 1941 (traduction), *L. D.*, 394.

procès-verbal des délibérations du Conseil National de la Banque Nationale du 15 juillet, qui annule le transfert de son siège social en dehors du territoire occupé et le rétablit à Bruxelles. Une ordonnance du 27 juin 1940 avait déjà réorganisé le système bancaire belge en créant pour cinq ans la banque d'émission à Bruxelles dont plusieurs des membres appartenaient antérieurement à la Banque Nationale. Comme en Pologne, la fin de l'activité des Caisses de Crédit est consacrée par la création d'une nouvelle banque d'émission nationale. Les autorités allemandes laissent subsister les deux instituts côte à côte sous le contrôle du commandant militaire et d'un commissaire. Des rapports étroits unissent d'ailleurs la Banque d'émission à la Banque Nationale. Le Président de l'une est en même temps directeur de l'autre. Elles siègent dans le même établissement. Elles ont toutes deux privilège d'émission et les billets en francs belges émis par la Banque d'émission à Bruxelles sont couverts en partie par ses avoirs à la Banque Nationale et par les billets des Reichskreditkassen, retirés peu à peu de la circulation. On explique la création de ce nouvel institut bancaire par la situation particulièrement critique de la Belgique du fait de sa profonde désorganisation. Le but assigné aux Caisses de Crédit aurait été dépassé si on les avait déclaré suffisantes au rétablissement de l'équilibre économique en Belgique. Il est probable que des raisons d'ordre politique ont encore déterminé l'institution d'un organisme bancaire sous la dépendance la plus étroite des autorités allemandes d'occupation.

Les villes d'Eupen, de Malmédy et de Moresnet échappent à l'application des mesures prises pour la Belgique. Rattachées au Reich par l'ordonnance du

23 mai 1940, elles n'ont plus à souffrir du manque de monnaie. Le reichsmark devient leur unité monétaire et demeure le seul ayant cours légal à la date du 30 juin 1940 (6).

En Belgique comme dans les pays antérieurement occupés, les Caisses de Crédit disparaissent dès le retour et le rétablissement de la circulation normale de la monnaie nationale. Les besoins d'argent des troupes d'occupation sont assurés dans la mesure du possible, non plus par l'émission de billets des Reichskreditkassen, mais par les moyens de paiement belges prélevés par la Banque d'émission sur un crédit ouvert au Gouvernement belge.

Moins tragique se présente la situation dans notre pays. La pénurie monétaire correspond à la fuite des populations du Nord et des instituts bancaires et non plus à la cessation d'activité de la Banque de France. Celle-ci transfère son siège social d'abord à Saumur, puis à Bordeaux, enfin à Clermont-Ferrand sans interrompre ses émissions de billets. L'argent abonde dans les territoires non occupés, de sorte que dès la signature de l'Armistice et dès le retour des réfugiés en juillet 1940, les moyens de paiement irriguent de nouveau les régions occupées. Les Caisses de Crédit fonctionnent encore dans les principales villes de passage des troupes, mais les autorités françaises agissent rapidement pour décider le Reich à consentir au retrait des marks. L'Alsace-Lorraine se trouve en dehors du problème. Le réseau des Reichskreditkassen y est plus serré qu'ailleurs. Le 5 septembre 1940, alors qu'on procède déjà partout à la fermeture de Caisses, on en ouvre trois sup-

(6) Publication de la Banque des Règlements internationaux, *L. D.*, 229.

plémentaires à Sélestat, Haguenau et Saverne, afin de faciliter la reprise d'activité d'entreprises qui se trouvent dans des régions éloignées des centres industriels. A la réunion des banques locales du 8 août 1940, sous la présidence du Commissaire allemand aux banques, on annonce que la réglementation allemande des changes est entrée en vigueur en Alsace et en Lorraine. Puis, sans qu'aucune mesure politique n'ait été prise officiellement, les francs français et les billets des Reichskreditkassen cessent d'avoir cours légal en Alsace. L'ordonnance du 5 mars 1941 qui les expulse de la circulation prévoit leur échange jusqu'au 1^{er} mai 1941. Une ordonnance du 1^{er} mars avait pris les mêmes dispositions pour la Lorraine (7). Le reichsmark reste le seul moyen de paiement légal et suffit à l'approvisionnement en moyens de paiement de l'Alsace et de la Lorraine.

L'Alsace-Lorraine demeure donc en dehors de l'application de tous les moyens mis en œuvre par les autorités françaises pour retirer de la circulation la monnaie allemande. Dès le début d'août, le Ministre des Finances négocie des arrangements avec la Banque de France tandis que la délégation économique française d'armistice essaye d'obtenir à Wiesbaden depuis le 15 juillet l'autorisation de retirer la monnaie d'occupation.

Le Gouvernement allemand accorde le retrait, mais à condition qu'il ne soit rien changé à la qualité de monnaie légale des bons des Reichskreditkassen. En outre, il donne la possibilité de faire couvrir par les bons retirés de la circulation les crédits accordés par les Caisses de Crédit ou d'autres organismes allemands.

(7) *Verordnungsblatt für Lothringen*, n° 17, 22 mars 1941. Voir annexe.

Cependant ces procédés ne semblent pas assez rapides. Si le public n'est pas invité à verser les billets qu'il détient, il se peut que les marks circulent encore longtemps avant d'arriver aux caisses publiques. De plus, des bruits courent sur l'augmentation de la parité franc-mark en faveur du mark et engagent à la thésaurisation. Un autre fait aggrave les difficultés auxquelles les opérations de retrait du mark doivent faire face. Le Reich promet de restreindre les émissions des Reichskreditkassen, il ne promet pas de les supprimer. Dans certaines campagnes, des agents de recette refusent d'accepter des marks en paiements d'effets de commerce pour éviter les risques d'erreur au cours de l'échange. Or, la monnaie d'occupation est surtout abondante chez les commerçants, les industriels et les producteurs agricoles, en résumé chez tous ceux qui font le plus usage des traites, chèques et billets. Les banques ordonnent alors aux agents d'accepter désormais en libération des effets de commerce présentés à l'échéance, les billets et monnaies allemands. En septembre 1940, la Banque de France donne à toutes les succursales et bureaux obligation de prendre les marks sans limitation de somme. En outre, le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances, par l'intermédiaire des préfets et des groupements corporatifs qualifiés, invite les commerçants à s'abstenir de remettre en circulation les marks qu'ils auront eux-mêmes reçus. Ils devront les adresser à la Banque de France soit directement, soit par l'intermédiaire des banquiers habituels. Auparavant, une note du 16 septembre avait interdit les échanges de billets français contre coupures ou pièces de la monnaie d'occupation, sauf pour permettre les remboursements de

prêts consentis par les Reichskreditkassen aux comptables du Trésor.

Ainsi, par l'intermédiaire des bureaux de poste, des caisses publiques, des banques et des succursales de la Banque de France, la monnaie d'occupation devait, dans un temps plus ou moins long, être absorbée par la Banque de France. Pratiquement, le retrait des marks se produit selon les prévisions faites à son sujet. Le compte courant du Trésor Public est débité du montant total des marks reçus, puis ces marks sont versés en paiement des frais d'occupation et imputés au débit du compte : « Administration Centrale des Reichskreditkassen (dépenses d'occupation du ressort du chef de l'Administration militaire en France) ».

Les pièces de monnaie des Reichskreditkassen disparaissent d'une façon beaucoup plus brutale que les bons. Jugées inutiles pour la circulation monétaire belge et française et sans doute très désirables pour la valeur matérielle qu'elles représentent, une ordonnance du 28 avril 1941 leur enlève leur qualité de moyen de paiement légal (8). On remarque, à cette occasion, l'exception faite aux principes du Reich qui ne voulait pas déprécier la monnaie d'occupation en lui retirant le cours légal.

Enfin, les bons et les pièces des Reichskreditkassen jouent encore le rôle de monnaie complémentaire de la monnaie nationale par leur présentation matérielle et leur possibilité de conversion en chiffres très simples.

(8) Publication de la Banque des Règlements Internationaux. Ordonnance du Commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France, *L. D.*, 403.

SECTION III

Conversion de la monnaie d'occupation

Destinée à l'armée allemande, émise sur ordre du Reich, il est normal que la monnaie d'occupation soit libellée en unité monétaire familière aux Allemands. De par leur fin première, on comprend la faible valeur nominative des coupures. Nous n'oublions pas qu'elles avaient été imprimées dans l'intention de faire remplacer la monnaie divisionnaire en circulation dans le Reich, au cas où celui-ci serait en guerre.

Tandis que la Reichsbank émet des billets de 10 à 1.000 Reichsmarks, que la Rentenbank en émet de 5 à 1.000 Reichsmarks et de 2 à 1 RM depuis le 4 septembre 1939, les Reichskreditkassen ont mis tout d'abord en circulation des bons de 50 Rf à 20 RM. Puis, au cours des opérations de Danemark, devant les perspectives d'extension du conflit et les résultats heureux de la nouvelle institution, les Reichskreditkassen ont émis des bons de 50 RM. Les pièces de 10 et 5 Rpf maintenant retirées complétaient la monnaie d'occupation. Un avis du 9 mai 1940 publie la liste des coupures des Caisses de Crédit et en fait leur description. Ils sont de 50 Rpf, 1, 2, 5, 20 et 50 RM (9). Dans tous les territoires occupés, le commandement militaire fait apposer des affiches représentant les nouveaux billets mis en circulation et permettant aux populations de les reconnaître. Cette précaution n'est pas prise uniquement pour habituer l'œil des habitants à leur présentation mais encore dans

(9) Pour la France, la description des signes recognitifs a été donnée dans le *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, n° 6, 27 août 1940.

le but d'empêcher la circulation de monnaie autre que celle des Reichskreditkassen libellée en marks et destinée seulement aux besoins intérieurs du Reich.

Rendue familière ou simplement moins étrangère, la monnaie d'occupation doit encore, pour compléter la monnaie nationale, être rapidement et facilement exprimable en cette monnaie. Elle doit être d'une conversion commode pour ne pas ralentir les transactions réalisées quotidiennement par son intermédiaire. Au début surtout de chaque période d'occupation, la clientèle allemande afflue dans les boutiques des commerçants. L'activité des magasins atteint un rythme accéléré. Le manque d'habitude des marchands au maniement de la monnaie étrangère exige un temps d'adaptation qu'il faut rendre le plus court possible.

Dès que l'autorité allemande déclare les billets et pièces des Reichskreditkassen moyens de paiement légaux, elle fixe par la même ordonnance la valeur du mark par rapport à l'unité nationale. Les conversions sont établies en tenant compte de plusieurs facteurs, entre autres, le dernier cours du change établi d'après les relations commerciales avec l'Allemagne avant l'entrée en guerre des pays occupés, la désagrégation de l'économie de ces pays et la dépréciation de leur monnaie nationale résultant de leur défaite militaire.

Les taux de conversion ne sont pas fixés définitivement. Ils sont toujours susceptibles de modification de la part des autorités allemandes qui recourent parfois d'ailleurs à cette pratique.

En Hollande, par l'ordonnance du 10 mai 1940, le florin était fixé à 1,5 RM ; il est ramené à 1,33 RM le 17 juillet 1940.

En Belgique, la même ordonnance fixe le franc belge à 10 pfennigs soit la 1/10^e partie du reichsmark ; le 25 juillet 1940, il est ramené à 8 pfennigs.

Le belga suit les mêmes modifications, il passe de 50 pfennigs à 40 pfennigs à la même date. Le franc luxembourgeois était la 1/18^e partie du reichsmark jusqu'au 23 juillet. A ce jour, il en devient la 1/10^e.

Les dernières parités connues établies pour les pays occupés se présentent ainsi :

PAYS OCCUPÉS	MONNAIES NATIONALES	EN MARKS
Pologne	1 zloty	0,5
Danemark	1 couronne	0,5
Norvège	1 couronne	0,6
Luxembourg	1 franc luxembourgeois	0,1
Hollande	1 florin	1,33
Belgique	1 franc belge	0,08
France	1 franc	0,05
Serbie et Croatie.....	1 dinar	0,05

D'après le cours des changes d'août 1939 établi sur les marchés de Londres, de Paris et de Berlin, ces mêmes unités monétaires nationales s'exprimaient en reichsmarks selon les valeurs du tableau ci-dessous :

	LONDRES	PARIS	BERLIN
1 zloty	0,49	0,44	0,47
1 couronne	0,49	0,49	0,52
1 couronne	0,56	0,55	0,58
1 florin	1,34	1,28	1,33
1 franc belge.....	0,19	0,081	0,084
1 franc français.....	0,062	0,062	0,065
1 dinar	0,058	0,053	0,057

Le rapport monétaire entre le reichsmark et le franc français est fixé par l'ordonnance du 17 mai 1940. Un avis sur les moyens de paiement légaux du 27 juillet

1940 précise que le cours du change de 0,05 Reichsmark = 1 franc français ne s'applique qu'à la monnaie d'occupation et aux pièces allemandes autorisées à circuler dans les pays occupés.

En pratique, ce cours est maintenu pour toutes les transactions franco-allemandes, il s'étend à toutes les opérations d'échange entre la France et l'Allemagne. A plusieurs reprises, les autorités françaises se sont insurgées contre ce cours imposé qui leur était par trop défavorable.

Elles ont fait valoir certains arguments appuyés sur des données d'avant-guerre qui naturellement ne tiennent pas compte des conséquences d'une défaite militaire sur la valeur monétaire d'un pays. Elles ont procédé par exemple à une comparaison entre les pouvoirs d'achat intérieurs des deux monnaies d'après des chiffres fournis par la Statistique générale de la France sur les prix de gros et les prix de détail.

De la comparaison des prix de gros, les experts arrivent à une parité du mark en francs de 11,10 pour la période de 1929 à 1932. Les prix de détail de la même époque permettent d'établir la parité à 10,30.

Puis elles ont invoqué un fait plus récent constaté sur la place de Zürich :

D'après les cours respectifs du mark libre et du franc libre en Suisse, la parité évolue autour de 17,60. Cette méthode d'évaluation défavorise d'ailleurs le franc, car le nombre des transactions réglées en francs libres dépasse de beaucoup celui des transactions réglées en marks libres, du fait de l'usage en Allemagne de diverses catégories de marks dont les possibilités d'utilisation par le créiteur étranger sont plus limitées que

celle du mark libre ou du fait d'accords de paiement favorables à l'Allemagne et ne tenant aucun compte des cours résultant des définitions monétaires des devises en cause.

Les autorités françaises rappellent encore pour justifier leurs demandes de baisse de la parité mark-franc que l'administration allemande a été obligée de relever les prix et les salaires d'Alsace et de Lorraine de 80 à 100 %, pour rendre leur activité aux échanges.

Il est bien entendu que chacune de ces méthodes ne conduit qu'à des résultats approximatifs et qu'elle ne tient pas compte de tous les facteurs en présence.

PAYS OCCUPÉS	MONNAIES DES PAYS OCCUPÉS	EQUIVALENC. EN FRANCS D'APRÈS LES COURS OFFIC. DES CHANGES A PARIS EN AVRIL-MAI 1940	CONTREVAL. EN MARKS FIXÉE PAR LE REICH	TAUX DE CONVERSION DU MARK EN FRANCS FRANÇAIS
Danemark .	100 Kronors	847	60	16,94
Norvège ...	100 Kronors	996,5	50	16,61
Pays-Bas ..	1 florin	23,29	1,5	15,52
Belgique ...	12 fr. 5 belge	18,42	1	18,42

Parmi les divers arguments présentés par les autorités allemandes, celui de la désorganisation économique de la France intervient fréquemment. On invoque l'augmentation de la circulation monétaire parallèlement à la destruction de valeurs économiques. Mais à cela, on répond que la capacité de production de la France tend à retrouver et dans le plus bref délai, son niveau d'avant-guerre. Dans ce cas, rétorquent les représentants du Reich, la France pourra défendre avec succès le taux de

20 francs. Cet avantage marqué par les Allemands ne fait que compenser pour eux les charges qu'ils subissent dans leur œuvre de reconstruction.

Nous verrons dans la deuxième partie la part des répercussions de ces mesures sur l'économie nationale.

Les cours de change fixés par le Reich, au moment de l'introduction des billets des Reichskreditkassen dans le pays occupé, révèlent le désir de faciliter matériellement la circulation de ces billets, par leur conversion en quantité entière et non fractionnaire de l'unité nationale (10). Toutefois, il convient de remarquer l'exception faite pour le florin, sans doute en raison de l'inutilité d'une injection importante de monnaie d'occupation en Hollande. Les résultats sont bien ceux qu'il faut attendre de telles dispositions : les bons des Reichskreditkassen versés par les troupes allemandes dans le commerce circulent rarement pour régler des échanges entre Hollandais. Ils sont remis aux guichets des banques et des bureaux de poste le plus souvent dès leur réception puis à la banque d'émission.

Dans ce cas, la monnaie d'occupation a surtout fait office de monnaie de guerre propre à l'armée allemande plutôt que de monnaie auxiliaire de la monnaie nationale. Il est probable qu'elle affiche le même caractère dans les pays simplement traversés par les troupes du Reich. Ainsi, malgré le manque d'information à ce sujet, tout laisse croire que l'Italie n'eut pas à utiliser pour ses besoins personnels, la monnaie des Reichskreditkassen introduite sur son territoire par le corps expéditionnaire allemand. La même hypothèse à l'endroit de la Bulgarie et de la Roumanie ne semble pas plus témé-

(10) KRETZSCHMANN, *Bank-Archiv*, 1^{er} janvier 1941 ; et Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

raire. Il n'y a aucune raison, en effet, pour que de graves perturbations affligent la circulation monétaire de ces pays. L'augmentation des transactions dans les régions de passage nécessite peut-être un accroissement du volume de la monnaie nationale, malgré la plus grande vitesse de circulation, mais le système bancaire national surtout est en mesure de remédier à cette insuffisance.

Malgré son caractère parfois arbitraire, le taux de conversion entre le mark et les unités monétaires nationales répond aux services que l'on attend de la monnaie d'occupation.

Si elle vient en aide à la monnaie nationale, si elle est acceptée au même titre qu'elle dans les transactions, c'est en partie grâce à sa relative stabilité. En effet, le taux fixe d'échange garantit au détenteur du billet des Reichskreditkassen la pleine restitution de sa valeur. A chaque instant convertible en monnaie nationale, ce billet présente les mêmes avantages que celui de la banque d'émission du pays occupé. Son pouvoir d'achat ne diminuera que lorsque celui de la quantité de monnaie nationale correspondante sera lui-même plus faible.

Il ne faut pas attacher une trop grande importance aux modifications de cours apportées par l'autorité d'occupation qui ne font que mettre fin à une période incertaine. L'application d'un taux adopté précipitamment en a montré les inconvénients. A ce moment l'expérience éclaire les décisions. On adopte dorénavant un cours plus favorable à l'Allemagne avec l'intention de le maintenir jusqu'à ce que les circonstances le désavouent. Mais il y a peu de risque pour que de nouvelles modifications s'imposent à de courts intervalles. Le régime d'économie fermée dans lequel sont inscrits les

pays occupés établit un ensemble de rapports fixes entre les monnaies et les préserve des influences extérieures. Seule, une pression trop forte de ces influences pourrait forcer les barrages du régime, lié sans aucun doute au sort des armes.

On peut donc sans témérité considérer les cours de conversion comme valables pour un assez long délai et faire au pouvoir libérateur de la monnaie des Reichskreditkassen la même confiance qu'à celui de la monnaie nationale.

CHAPITRE III

MESURES PRISES POUR SAUVEGARDER LA STABILITE DU MARK

Satisfaire les besoins de moyens de paiement des Allemands en pays occupés risquait de constituer un danger pour la stabilité du mark. En effet, il eût fallu que la Reichsbank multipliât ses émissions et par la dispersion de celles-ci à l'extérieur de l'Allemagne, elle en eût perdu le contrôle. Momentanément du moins, elle aurait dû faire face à une circulation gonflée de ses propres billets. Or, il fallait prendre garde de ne pas gêner la politique monétaire dans laquelle l'Allemagne s'était engagée avec succès quelque temps avant la guerre et assurer le bon fonctionnement de contrôle des changes appliqué depuis dix ans.

Nous découvrons dans ces considérations la troisième raison qui déterminait la création de la monnaie d'occupation : crainte de dépréciation de l'unité monétaire allemande du fait de l'approvisionnement des troupes en moyens de paiement dans des pays démunis. Le souci de protéger le mark contre les fluctuations possibles grâce à la trop grande liberté de circulation à l'étranger explique en même temps que l'existence, deux des caractéristiques de cette monnaie de circonstance. Des restrictions de change furent en effet imposées entre l'Allemagne et les armées allemandes d'occupation. En conséquence, le Reich s'opposa à l'exportation des billets de la Reichsbank dans les pays occupés et à la circula-

tion des billets et monnaies des Caisses de Crédit en Allemagne.

SECTION I

Prohibition de l'exportation des moyens de paiement de l'intérieur du Reich vers les pays occupés

L'irrigation du système monétaire de l'Allemagne se fait par deux sources en étroite collaboration : la Reichsbank d'une part dont les billets ont cours légal depuis la loi du 1^{er} juin 1909, la Rentenbank d'autre part, dotée du privilège d'émission depuis le 15 octobre 1923.

La conception de cette dernière banque se présenta à l'esprit du Dr SCHACHT comme le seul remède au mauvais état des finances publiques. En effet, après l'issue fatale pour l'Allemagne de la guerre 1914-1918, le mark, victime de la désorganisation économique, de la révolution sociale et des dettes de guerre, subit une forte dépréciation. L'Etat lança plusieurs emprunts et l'escompte des bons du Trésor par la Reichsbank, abondant par suite du manque de confiance au mark, entraîna une multiplication croissante de la masse monétaire. Il fallait la réfréner.

Le nouvel institut couvrit son émission d'une vaste hypothèque sur les terres. Cette solide garantie ramena la confiance du public et du même coup ralentit le débit des bons présentés à l'escompte. Depuis, la Rentenbank use toujours de son privilège. C'est elle qui fut chargée, le 4 septembre 1939, de mettre en circulation des billets de 1 et 2 Rm en remplacement de pièces d'argent et de nickel. Elle émet en temps normal des billets de 5, 10, 50, 100, 500 et 1.000 Rm. Les coupures de la Reichsbank représentent 10, 20, 50, 100 et 1.000 Rm. En outre, des

pièces de monnaie circulent sous une plus ou moins grande quantité selon le métal qui les compose. On rencontre peu de pièces d'argent de 2 et 5 marks et de nickel de 1 mark. Par contre, les Allemands se servent continuellement de pièces en bronze d'aluminium de 50, 10 et 5 Rpf et de pièces de cuivre de 1 et 2 Rpf. Des pièces autrichiennes et dantziçoises de 1 et 2 Rpf enrichissent maintenant les avoirs de l'Allemagne en pièces de monnaie. Au début de la campagne de Pologne, l'armée employa ces moyens de paiement et les remit principalement à de petits commerçants, des paysans et des artisans. Mais l'ordonnance qui donna cours légal à la monnaie d'occupation interdit en même temps dans ce pays la circulation des moyens de paiement de l'intérieur du Reich. A chaque introduction de la monnaie de guerre dans un nouveau pays, l'ordonnance qui lui donnait court légal interdisait en même temps dans ce même pays la circulation des billets de la Reichskreditkasse et de la Rentenbank. Puis la presse insistait encore par la suite sur ces interdictions (1).

Cependant toute la monnaie proprement allemande n'est pas l'objet de soins aussi jaloux. Les pièces de 1, 2, 5 et 10 pf. passent librement les frontières, avec la monnaie de guerre jouissant comme elle du même pouvoir libérateur (2).

Par contre, les pièces de monnaie de 50 Rf et d'une valeur au-dessus de ce chiffre, ne sont valables qu'en Allemagne et ne représentent pas des moyens de paie-

(1) Pour la France : *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, n° 6, 27 août 1940. Avis du 27 juillet 1940 du Chef de l'administration militaire pour le Commandant en chef de l'Armée.

(2) Les pièces de 10 et 5 Rfg des Caisses de Crédit se distinguent par leur pourtour uni. Elles sont percées d'un trou central et portent sur l'une de leur face l'inscription « Reichskreditkassen » en exergue.

ment légaux dans les pays occupés. Leur mise en circulation et leur acceptation sont strictement interdites au même titre que celle des Reichsbanknoten et des Rentenbankscheine.

Ces mesures ne sont que les conséquences renforcées de la réglementation des changes en Allemagne. On sait en effet qu'en temps de paix les touristes eux-mêmes à leur départ d'Allemagne ne pouvaient emporter plus de 10 Rm. Il est normal que la restriction devienne totale au moment où les soldats innombrables du Reich se répandent dans les terres étrangères, avides d'acquisitions facilitées par un change favorable au mark. Une autre raison explique l'interdiction d'exporter d'Allemagne des moyens de paiement de l'intérieur du Reich et plus particulièrement de la Reichsbank. Au cours des années précédentes, une certaine quantité de ces billets avaient été transportée illégalement à l'étranger. On en avait introduit une bonne partie en Pologne. L'afflux de nouveaux billets de la Reichsbank mis régulièrement en circulation dans ces mêmes pays, aurait offert tout à coup une indésirable possibilité de revalorisation, aux billets introduits précédemment, au mépris de la réglementation des changes. La monnaie de guerre écarte ce danger.

Malgré cela, il y a des cas spéciaux où des moyens de paiement allemands se trouvent entre les mains de militaires allemands à l'étranger, à la suite d'un départ subit ou d'une mission inopinée par exemple. Ces signes monétaires ne peuvent être employés pour les paiements à la population ; ils doivent être remis à la plus prochaine Caisse de Crédit et échangés contre de la monnaie des Reichskreditkassen ou de la monnaie du pays en question.

Des transferts d'argent du Reich vers les pays occupés sont autorisés jusqu'à concurrence de la solde mensuelle mais avec un maximum variant selon le pays de destination.

En faveur de soldats allemands en service au Gouvernement Général, en Belgique et en France (3), les transferts du Reich peuvent atteindre des montants en reichsmarks allant jusqu'à la solde mensuelle mais avec maximum de 100 Rm. Pour la Norvège, le maximum est fixé à 50 Rm ; pour le Danemark, il ne peut dépasser le tiers de la solde mensuelle. Les soldats allemands de Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Italie ne jouissent pas de ces privilèges.

Les transferts s'effectuent par mandats de la poste aux armées afin de permettre le contrôle du maximum autorisé par les Trésoriers-Payeurs. Ils sont remis aux bénéficiaires en bons des Reichskreditkassen ou en monnaie des pays occupés correspondants (4).

Malgré les prohibitions formelles, les menaces de sanctions, des moyens de paiement autres que les pièces de monnaie autorisée se glissèrent dans les circulations nationales auprès des bons et des pièces des Reichskreditkassen. En Pologne, le fait se produisit inévitablement parce que la monnaie des Caisses de Crédit ne fut destinée à l'usage des troupes évoluant hors d'Allemagne qu'après le début des opérations militaires. Or dès les premières batailles, les soldats du Reich se trou-

(3) L'Alsace et la Lorraine ne sont pas intégrées dans le régime fait à la France. Les transferts en provenance du Reich sont de montants illimités, de même que pour le Luxembourg depuis l'introduction du Reichsmark et pour la Hollande à la suite de la suppression de la frontière en matière de devises, le 1^{er} avril 1941.

(4) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

vaient en territoire polonais et le décret créant les Reichskreditkassen ne date que du 23 septembre.

Aussitôt une ordonnance interdit l'emploi en Pologne des monnaies propres à la circulation intérieure du Reich et fixe un délai au delà duquel les Caisses de Crédit ne les échangeront plus.

Comment expliquer, après les défenses formelles faites par les autorités du Reich, les chiffres atteints par les importations de billets de la Reichsbank et de la Rentenbank et de monnaies de 50 Rf et au delà ?

Le fait ne s'est d'ailleurs pas produit que dans notre pays, puisque des dates limites ont été fixées en Hollande et en Belgique pour l'échange de la monnaie allemande interdite en territoires occupés contre de la monnaie d'occupation.

On peut supposer tout d'abord qu'une certaine quantité de ces moyens de paiement s'est glissée frauduleusement dans la circulation des bons des Reichskreditkassen, profitant de la confusion qui régnait dans l'esprit des commerçants et des paysans étrangers à leur premier contact avec les troupes allemandes.

On peut encore supposer que plusieurs billets ou pièces acquis régulièrement par des Français avant la guerre et thésaurisés par la suite, venaient d'être rendus à la circulation des pays occupés.

Il faut encore tenir compte des billets transportés en France par les Lorrains réfugiés.

Les Lorrains de langue française furent d'abord reçus dans la zone non occupée mais comme la congestion des villes au sud de la ligne de démarcation s'aggravait et menaçait, même dangereusement, on obtint des autorités allemandes que les Lorrains qui en firent la demande rejoignissent leur famille lorsque celle-ci

résidait en France occupée. Ainsi, au delà et en deçà de la ligne de démarcation, se trouvaient de nouveaux moyens de paiement allemands.

L'échange fut assuré par la Banque de France et soumis à plusieurs conditions fixées par les autorités allemandes :

il était sans limite pour les bons et les pièces des Caisses de Crédit ;

il ne devait pas dépasser 500 Rm par personne quand il portait sur les moyens de paiement de l'intérieur du Reich ;

il ne devait être fait qu'en faveur des réfugiés lorrains.

En vue de donner satisfaction à ces deux dernières exigences, la Banque de France établit une fiche d'échange qu'elle conserve, portant le nom et l'adresse du réfugié.

Elle ne procédait à l'échange que sur présentation d'un « certificat de réfugié » délivré par les autorités françaises. Ce certificat était restitué après avoir été frappé d'une estampille pour éviter que les mêmes personnes puissent se présenter successivement à deux successales différentes.

Puis les billets allemands furent réunis à la Caisse centrale et versés à la Reichskreditkasse. Le compte des frais d'occupation est débité du montant des marks échangés après reconnaissance des billets par la Caisse de Crédit. Au 15 janvier 1941, les échanges s'élevaient à 684.618 Rm. Après l'accord de prorogation on comptait sur 500.000 Rm. à la reprise des échanges. Mais on comprend dans ce montant tous les billets libellés en reichsmarks, aussi bien ceux des Caisses de Crédit que

ceux des deux banques d'émission allemandes, de sorte qu'il ne nous est pas possible de connaître la proportion de la monnaie intérieure du Reich introduite en France par certains réfugiés.

Il faut encore tenir compte de l'introduction en France de monnaie intérieure allemande par les prisonniers de guerre rapatriés, laquelle a pu leur être attribuée pour les services rendus en captivité.

Dans les autres pays occupés, le retour des prisonniers a probablement soulevé les mêmes difficultés monétaires et expliqué en partie la présence de billets de la Reichsbank et de la Rentenbank parmi les bons et les pièces des Caisses de Crédit. Ainsi les méthodes expérimentales d'observation mettent en relief la force des circonstances et la nécessité de s'y adapter. Malgré la prohibition formelle de sortie des instruments de paiement propres au Reich, des situations particulières créées par la guerre causent l'introduction de monnaie allemande dans les pays occupés. On peut résorber cette monnaie, on peut porter remède aux dérogations infligées à la réglementation des changes, mais on ne peut les lui éviter. C'est à elle à tolérer les exceptions.

SECTION II

Prohibition de la circulation de la monnaie des Reichskreditkassen en Allemagne

L'abondance des liquidités sur le marché monétaire correspondant à une très faible mobilité du marché des capitaux, révèle l'état d'incertitude politique et économique de l'Allemagne en 1931. On hésite à placer. Les banques suppriment leurs investissements pour être en

mesure de parer à toute demande brutale de crédit. Elles empruntent de fortes sommes à l'étranger. Les taux d'intérêts plus élevés en Allemagne tentent de nombreux capitalistes. Ils consentent des prêts à court terme, jusqu'au printemps 1931, époque à laquelle le krach de la Credit Anstalt de Vienne provoque une sérieuse panique parmi les créanciers étrangers et allemands.

Il convient de différer le remboursement des créances à court terme au bénéfice de l'étranger, et de prononcer les vacances bancaires contre les créanciers allemands. Par la suite, une masse énorme d'ordonnances s'enflant chaque année davantage, constitue l'ensemble du régime complexe, rigoureux de la réglementation des changes. La loi du 4 février 1935, qui résume les dispositions prises jusqu'alors constitue la base juridique du système. Elle interdit absolument l'entrée de reichsmark en Allemagne. Mesure de prudence élémentaire, car si l'importation avait été libre, on aurait utilisé à Berlin des marks achetés à bas prix sur les marchés de Londres et de Paris où les cours des changes étaient défavorables au mark.

Mais ces craintes ne semblent plus justifiées lorsqu'il s'agit des bons des Caisses de Crédit. En effet, les taux de conversion du reichsmark en unités monétaires des pays occupés, n'encouragent pas les acquéreurs. On ne risque pas d'enregistrer à Berlin une entrée massive des bons et pièces des Reichskreditkassen dans un but de spéculation.

Et pourtant, des soldats ou des civils allemands introduisent pratiquement, avec eux, de la monnaie de guerre en Allemagne. La prohibition visant les billets libellés en reichsmark n'a pas de raison d'être aussi

rigoureuse pour les bons de Caisses de Crédit. Elle n'a pas été formulée contre eux, mais contre les billets de la Reichsbank et de la Rentenbank exportés d'Allemagne et en instance de rapatriement. Si les marks achetés à l'étranger ne se distinguent pas de ceux qui ont toujours circulé dans l'intérieur du Reich, étant tous issus du même institut d'émission, il n'en est pas de même de la monnaie d'occupation présentée sous une forme spéciale. Elle ne peut faire tort aux moyens de paiement de l'intérieur du Reich, nettement différents d'elle.

L'interdiction porte donc simplement sur la circulation des Bons de Caisses de Crédit, à l'intérieur du Reich. Ces bons sont échangés sans frais pour leur pleine valeur nominale, par la Deutsche Reichsbank et tous autres établissements de crédit et caisses publiques de l'Allemagne.

Mais, on voit quel serait le danger d'une pratique trop étendue de ces échanges. A quoi sert de créer une monnaie particulière, appelée à circuler seulement dans les territoires non-allemands, si on a la possibilité de l'introduire en Allemagne et de la transformer en monnaie nationale pour la faire admettre dans la circulation ?

Immédiatement se produit un gonflement de la masse monétaire, une surabondance de moyens de paiement, une inflation redoutable ; le mark subit une dépréciation intérieure profonde et toute la protection habilement organisée autour de lui par la création de cette monnaie spécialement affectée aux besoins de la guerre à l'extérieur de l'Allemagne, se montre vaine. L'institution engendre elle-même les maux qu'elle est destinée à combattre.

A ces craintes toutes théoriques s'oppose victorieusement la pratique modelée et dirigée par les autorités allemandes. Aucune ordonnance, aucun texte officiel ne vient limiter les paiements que les militaires veulent effectuer dans le Reich. Il ne peut s'agir que d'épargnes car la réglementation des paiements de l'armée allemande a toujours empêché les soldats de disposer de sommes trop élevées. Or l'épargne facilite le financement de la guerre et de ce fait, le reflux de fonds vers le Reich reçoit de larges encouragements.

L'intermédiaire obligatoire de la Feldpost permet de connaître exactement les montants des sommes envoyées en Allemagne et de prendre toute mesure nécessaire à l'équilibre monétaire intérieur du Reich.

De plus, si aucune restriction ne gêne l'apport de fonds des soldats allemands vers le Reich — apports qui ne peuvent être que modestes en raison de l'attraction exercée par les magasins des pays occupés sur les éléments d'occupation — le Direktorium de la Reichsbank a pris des dispositions concernant les permissionnaires d'Allemagne venant des pays occupés. Ces dispositions suffisent à faire disparaître les dernières craintes que la liberté apparente laissée à la monnaie de guerre, en autorisant son échange à la Reichsbank, semblait justifier.

Les différences assez importantes que présentent les instructions relatives aux divers pays doivent être attribuées au fait que la situation économique des pays en question offre elle-même par rapport à celle du Reich une grande diversité.

Que les permissionnaires viennent du Danemark ou de Norvège, ils doivent présenter un certificat indiquant

quels moyens de paiement (bons des Caisses de Crédit, couronnes danoises et norvégiennes), ils sont autorisés à emporter.

L'échange des bons de Caisses et des Couronnes, contre des moyens de paiement de l'intérieur du Reich, est mentionné sur le certificat soit à l'entrée des permissionnaires en Allemagne, soit sur le ferry-boat de Sassnitz à Trelleborg, soit aux différents établissements bancaires norvégiens compétents. Au moment de leur retour au Danemark ou en Norvège, les permissionnaires ne peuvent acquérir de nouveau des bons de Caisses que pour le montant global des échanges, contre des moyens de paiement de l'intérieur du Reich mentionnés sur le certificat. Cette nouvelle acquisition figure encore sur le même certificat.

Les prescriptions s'aggravent pour les permissionnaires venant de Belgique et de France. Ils ne peuvent échanger en Allemagne que 300 Rm. au maximum, constitués en bons des Caisses de Crédit. Les devises belges ou françaises ne franchissent par la frontière. Les titres de permission portent mention de l'échange et de son montant. A leur retour, les permissionnaires peuvent acquérir de nouveaux bons pour une somme qui ne dépasse pas celle sur laquelle porta le premier échange. Cette deuxième opération est notée sur le titre de permission (5).

Dans le cas où un permissionnaire revenant en territoire occupé veut acquérir des bons de Caisse de Crédit du Reich, mais où son titre de permission ne porte pas encore mention d'un échange contre des moyens de

(5) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941 ; et *Kölnische Zeitung* du 7 septembre 1940.

paiement de l'intérieur du Reich, parce que cette procédure n'a pas encore été appliquée, il peut obtenir une somme allant, suivant son grade, de 20 à 50 Rm. en bons de Caisses de Crédit pour son voyage en pays occupé.

Les permissionnaires venant de Hollande suivent les mêmes prescriptions mais ne sont pas munis en général de bons de caisse. Ces moyens de paiement ne circulent plus pratiquement en Hollande, où l'unité monétaire a été rétablie, dans sa souveraineté. A leur arrivée en Allemagne, les permissionnaires échangent les florins contre les moyens de paiement de l'intérieur du Reich. On mentionne la somme échangée sur le titre de permission et à leur retour en Hollande, on leur délivre à nouveau la même somme en florins (6).

Avec quelle habileté fut édifiée la réglementation des transferts de monnaie de pays occupés en Allemagne !

D'un côté, il fallait éviter à l'intérieur du Reich le gonflement du volume d'instruments de paiement qui aurait entraîné la dépréciation du mark. On crée une monnaie de circonstance, destinée à circuler seulement à l'extérieur de l'Allemagne. Mais d'un autre côté, cette monnaie qui compose les soldes et traitements des citoyens du Reich obéissant aux nécessités de la guerre dans les pays non-allemands, doit pouvoir répondre au goût d'épargne des soldats. On autorise alors son échange en monnaie intérieure dès qu'elle franchit la frontière allemande. Même dans le cas où certaines sommes envoyées en Allemagne ne seraient pas constituées en épargne, mais se répandraient dans la circulation, le danger d'accroissement de masse monétaire ne serait pas grand. Si

(6) *Kölnische Zeitung*, 7 septembre 1940.

les soldes nous paraissent parfois dépasser les besoins des bénéficiaires, les occasions de dépense s'offrent irrésistibles en pays étranger. Les longues privations auxquelles furent soumis les Allemands expliquent leur avidité à posséder tant de biens exposés sur les marchés libres, de sorte que les sommes économisées envoyées en Allemagne ne peuvent être très importantes. En outre, des moyens de contrôle s'exercent ingénieusement, soit à la Feldpost, soit aux frontières.

Par la suite, se manifeste encore le désir de lutter contre un accroissement possible de la masse monétaire en Allemagne par l'échange de billets de la Reichskreditkasse sur le territoire de Hollande puis l'importation du produit de ces échanges dans le Reich. L'opération se montre d'autant plus tentante que postérieurement au 1^{er} avril 1941, les transactions de paiements entre la Hollande et l'Allemagne sont libres désormais. Si à cette époque, les bons de la Reichskreditkasse ne circulent plus aux Pays-Bas, on pourrait fort bien, usant de leur pouvoir légal dans tous les territoires occupés, importer de Belgique vers la Hollande, de fortes quantités de monnaie d'occupation, puis les échanger contre des florins ou des moyens de paiement de l'intérieur du Reich, enfin les mêler à la circulation monétaire allemande.

Depuis juillet 1940, une ordonnance soumet à une autorisation de l'Office des Changes néerlandais, l'importation des bons des Reichskreditkassen en provenance du territoire belge, dans le but de maintenir l'unité monétaire rétablie promptement en Hollande. Au moment où l'on décide la liberté des paiements entre la Hollande et l'Allemagne, on précise que la prohibition concernant l'entrée des bons de Caisses de Crédit de Belgique en Hollande est toujours en vigueur.

Ce régime de transactions, conçu à la lumière d'une profonde psychologie, concilie par des mesures souples et nuancées deux ordres de préoccupations, morales et monétaires, qui semblaient d'abord s'opposer comme les termes d'une alternative insoluble.

D'un secours précieux même indispensable, la monnaie d'occupation reste une servante docile, modeste, discrète de la Reichsbank. Elle remplit son rôle dès le premier appel, infatigable, scrupuleuse, réglant son activité sur les circonstances du moment, passagère ou sédentaire selon la gravité du mal qu'elle doit réparer. Et toujours, combattant âprement pour la Reichsbank, dans des pays étrangers, elle demeure, impitoyablement éloignée, fidèle dans son exil, jusqu'au jour où sa mission terminée, elle reviendra à son lieu d'émission pour y subir le sort des trop vieux serviteurs.

DEUXIEME PARTIE

**CONSEQUENCES
FINANCIERES ET ECONOMIQUES
DE LA MONNAIE D'OCCUPATION**

CHAPITRE PRELIMINAIRE

Dans l'ordre apparent des lois économiques, la guerre souffle brutalement de son vent de tempête. Les hommes se hâtent d'intervenir. Ils détournent les événements de leur sens originel, pour les soumettre aux intérêts nouveaux. En rejetant le libéralisme d'hier, néfaste dans une conjoncture anormale, ils tentent des systèmes divers, toujours artificiels, mais destinés à rétablir un ordre dont ils seront désormais les seuls maîtres.

Dans cette période de troubles, de tâtonnements nerveux, d'expériences hâtives où combattent les éléments de désordre et les nécessités d'harmonie, le régime de paix désuet et la volonté d'une organisation de guerre, comment distinguer les répercussions d'une institution nouvelle sur l'économie bouleversée ?

Les troupes rapides de la Reichsbank irriguent les territoires des peuples militairement vaincus. Envoyées d'un pays belligérant mais préparées à toutes éventualités, elles se répandent dans d'autres pays belligérants, adversaires et envahis, où le manque de prévision d'une attaque foudroyante favorise les désordres et les destructions. Nous avons vu quelles perturbations affligèrent les Etats ennemis de l'Allemagne. Et si de tous temps les guerres ont entraîné des catastrophes économiques, celle que nous connaissons actuellement, plus qu'aucune autre, par les exodes massifs et nombreux, par la quantité de pays mêlés au conflit, nous offre le spectacle d'économies désorganisées.

Parmi toutes ces perturbations, le fait économique : monnaie d'occupation et les modifications qu'il apporte dans la conjoncture ne peuvent être isolés.

De nombreuses et précieuses études ont déjà été faites sur les phénomènes monétaires. Il reste, à la lumière de celles-ci et en considérant les différences de la monnaie de guerre avec la monnaie en général — différences qui ne sont autres que les caractéristiques de cette monnaie — à découvrir les effets que les particularités de la monnaie d'occupation peuvent engendrer.

Les méthodes expérimentales ne paraissent pas convenir parfaitement aux recherches proposées. A première vue, la méthode de différence serait la mieux indiquée, pour un résultat scientifique. Dans deux cas aussi semblables que possible, dont l'un présente, l'autre ne présente pas le terme connu, l'un doit contenir, l'autre ne doit pas contenir de circonstance qui est condition du terme connu ou dont le terme connu est condition (1).

Deux guerres à peu d'années d'intervalle entre les mêmes nations, amènent vraisemblablement les mêmes troubles économiques. Si l'on constate des altérations différentes et que l'on connaisse un élément économique nouveau au cours de l'une d'elles, on établit un rapport de cause à effet entre l'altération et l'élément nouveau.

Une comparaison perspicace entre la guerre de 1914-1918 et celle de 1939 sur le plan économique devrait mettre en relief tout ce que l'on est en droit d'attribuer à la circulation de la monnaie d'occupation. Mais l'évolution de ces vingt années d'intervalle et la différence de nature de ces deux guerres, met entre elles

(1) Edmond GOBLOT, *Traité de Logique*. A. Colin, Paris, 1929, p. 303.

beaucoup trop d'obstacles pour autoriser un rapprochement logique. En outre, la guerre de 1939 n'est pas achevée et toutes ses conséquences ne sont pas aussi bien connues que celles de la précédente.

Il nous restera donc le recours à des procédés moins scientifiques sans doute, mais qui, utilisés avec prudence, nous donneront les meilleurs résultats possibles. C'est à l'aide de jugements hypothétiques puis de vérifications concrètes que nous étudierons les influences de la monnaie d'occupation sur la vie financière et économique des pays qu'elle irrigue.

CHAPITRE PREMIER

LE NIVEAU DES PRIX

SECTION I

Situation monétaire des pays occupés

Il n'est pas douteux que le but donné à l'institution des Reichskreditkassen par les autorités du Reich ait été atteint. L'une des conséquences de sa création et de sa mise en fonction est donc la satisfaction des besoins en moyens de paiement et le maintien des transactions en territoire occupé, dans la mesure où l'intérêt de l'Allemagne l'exige. Mais pour réaliser cet idéal, dans les conditions particulières d'une guerre de mouvement et de succès rapides, les moyens employés, ou plutôt les facultés agissantes attribuées à l'institution, entraînent en contre-partie dans l'appareil monétaire qu'elle veut combler, des perturbations prévues par la théorie, constatées par l'expérience.

Un premier danger apparaît dès que l'on parle d'émission sans limite de monnaie non convertible. Or, c'est bien là ce qu'on eut à redouter de la monnaie de secours créée en considération des besoins des troupes sans souci de limites imposées par une couverture-or. Et ces besoins satisfaits, il serait bien difficile de retirer immédiatement les instruments de paiement superflus. Si la monnaie ne faisait qu'un séjour éphémère dans les régions démunies de monnaie nationale, pour disparaître dès le retour de cette dernière, il n'y aurait que créa-

tion d'un moyen superficiel dont les traces ne seraient ni profondes ni de longue durée. Mais la pratique et l'intérêt de l'Allemagne ne permettent pas une résorption aussi rapide qu'on le souhaiterait. C'est ainsi que lorsque la circulation monétaire nationale retrouve son équilibre, que certaines régions envahies par les réfugiés se décongestionnent au profit d'autres abandonnées mais que l'on juge maintenant à nouveau désirables, la monnaie de guerre conserve ses positions, se mêle toujours aux opérations d'échange, ne restreignant son volume que très lentement et après des pourparlers plus ou moins longs entre les gouvernements et les autorités occupantes. Une double circulation existe donc pendant un certain temps. Elle est d'autant plus dangereuse que son volume est plus important, que chacun de ses éléments s'impose lui-même avec plus d'autorité. Si à une circulation nationale chargée s'ajoute encore une circulation de monnaie de guerre abondante parce qu'émise en proportion des besoins par un état étranger et vainqueur, on est en droit de redouter les effets les plus désastreux de cette abondance de moyens de paiement.

Au moment où les coupures et pièces des Reichskreditkassen s'introduisent chez les belligérants, les circulations monétaires accusent déjà depuis plusieurs mois un gonflement progressif (voir tableau, page 92).

L'entrée en guerre de chacun de ces pays provoque au moins au début une abondance de liquidités dont les causes sont nombreuses :

1° le souvenir de la guerre précédente et l'expérience des périodes troubles qui avivent la crainte de fermeture des banques. On retire les dépôts, on escompte les effets de commerce ;

	POLOGNE	NORVÈGE	HOLLANDE	BELGIQUE	FRANCE
1939					
Janvier	1.325,3	445,5	1.019,8	22.092,2	111.520,1
Août	1.928,5	505,0	1.132,0	23.162,3	124.451,1
Décembre	—	574,7	1.157,7	27.839,1	149.455,6
1940					
Février	—	579,4	1.117,8	28.522,9	154.454,6
Avril	—	—	1.165,7	29.165,0	157.894,9
10 juin	—	—	—	—	174.468,8

(En millions d'unités de la monnaie nationale)

2° l'incertitude née de l'ouverture des hostilités et le désir de parer à toute éventualité qui activent le retrait des dépôts et les opérations d'escompte ;

3° le désir des producteurs d'être payés immédiatement ;

4° la crainte d'une plus lourde fiscalité ;

5° les besoins créés par la mobilisation et l'évacuation ;

6° les mesures prises par les banques commerciales en vue de renforcer les réserves de caisse de leurs succursales provinciales, soit pour parer à la demande de billets, soit pour se prémunir contre la possibilité d'une désorganisation des transports due à la guerre.

Mais cette situation n'émeut pas les Caisses de Crédit. Si les pays étrangers souffrent d'une pléthore de numéraire, les régions de ces pays, envahies par les troupes allemandes manquent de monnaie et c'est à cela seul que les Reichskreditkassen portent remède.

Par la suite, la panique disparaît et les deux courants de monnaie coulent à grand flot, mêlant leurs

débites trop généreux, jusqu'à ce qu'interviennent des procédés d'assainissement.

C'est donc la présence de la monnaie de guerre, à côté des monnaies nationales, la circulation de liquidités importantes, qui entraînent ou aggravent des conséquences fâcheuses pour l'économie des pays occupés.

Toutefois, la Pologne n'a pas longtemps à souffrir d'un excès de monnaie. Une partie de l'émission en zlotys quitte définitivement le territoire polonais à destination de pays étrangers neutres ou non encore envahis.

Malgré cet allègement, les moyens de paiement sont encore trop nombreux pour les échanges limités par la pénurie de marchandises.

Mais les autorités allemandes organisent vite un nouveau système monétaire, en même temps qu'elles favorisent la culture et rendent un essor satisfaisant à la production.

Le nouveau zloty, complètement détaché de l'or, les bons de Caisse résorbés, le commerce extérieur borné aux opérations avec l'Allemagne, la situation financière de la Pologne paraît moins complexe que celle des pays de l'Ouest.

La Norvège, de son côté, connaît peu l'usage de la monnaie des Reichskreditkassen, mais l'échange par elle de cette monnaie contre ses propres billets provoque, sur son territoire, une abondance anormale de moyens de paiement. De sorte que les maux dont souffre notre pays, ne lui sont pas tous épargnés.

Enfin, la Belgique ne semble pas affligée d'une pléthore de monnaie, bien au contraire, puisque sa banque d'émission n'arrive pas à fabriquer suffisamment de

billets et qu'elle remet, elle-même, en circulation, des coupures de la Reichskreditkassen.

Cependant, nous verrons dans un chapitre suivant, que ce procédé, à première vue extraordinaire risque fort de traduire une inflation sensible, entraînée par la hausse des prix et par les avances faites à titre de frais d'occupation.

Des obstacles matériels, seuls, expliquent son besoin de recourir aux bons retirés de la circulation.

Ces réserves faites, les effets de la double circulation sont les mêmes pour tous les pays occupés. Ils diffèrent seulement par la profondeur des troubles qu'ils engendrent.

SECTION II

Les situations monétaires et la loi de l'offre et de la demande

Le commerce de détail, enivré par une recrudescence d'activité due aux disponibilités des troupes allemandes et aux liquidités des marchés nationaux, hausse les prix.

Des ordonnances allemandes essayent de calmer la fièvre de bénéfices excessifs qui s'empare des vendeurs. Une ordonnance du Commandant en Chef de l'Armée en France, du 20 juin 1940, interdit toute augmentation des prix et des rémunérations de tout genre au delà du niveau existant au moment de l'occupation sous peine d'une amende allant jusqu'à 30.000 RM. et d'une détention allant jusqu'à six semaines. On prévoit même l'application de peines plus élevées.

Cependant, si « pour des raisons économiques ou « pour éviter des injustices évidentes », une augmenta-

tion « devait s'avérer nécessaire, elle pourra être per-
« mise par le Feld Kommandant ou par les offices
« agissant en son nom » (1).

Toutefois, les prix ne cessent de monter. D'ailleurs, les raisons économiques ne font pas défaut. La seule loi de l'offre et de la demande justifie déjà cette hausse continuelle.

Les contingents d'occupation ou les combattants de passage grossissent le nombre des consommateurs. Le pouvoir d'achat dont ils sont pourvus excite les transactions. Par contre, les magasins connaissent par trop la limite de leurs richesses. Les stocks qu'ils possèdent encore, lorsqu'ils ont échappé aux pillages de malfaiteurs mêlés aux réfugiés, menacent de s'épuiser dans un bref délai. Les producteurs ne peuvent céder que les produits fabriqués avant l'exode. Ils disposent, pour la plupart, de petites quantités de matière première. Et, à supposer que les usines et les fabriques n'aient pas souffert de la guerre, il leur faut tout de même un certain délai pour réunir la main-d'œuvre suffisante et achever leur production.

A la demande grossie par une clientèle plus nombreuse, avide d'acquisitions par suite des privations antérieures, ou tout simplement par une clientèle cédant à l'attraction de la nouveauté et aux tentations d'un pouvoir d'achat inhabituel, par une clientèle indigène, inquiète, ou victime de destructions, s'oppose une offre limitée par l'épuisement des stocks, des matières premières, la désorganisation des usines et des fabriques, la difficulté de regrouper la main-d'œuvre.

(1) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete* (Seine, Seine-et-Marne et Seine-et-Oise), n° 1 du 4 juillet 1940. Voir annexe.

La demande porte surtout sur les denrées d'alimentation et notamment sur les produits de la ferme, dont la consommation est depuis plusieurs années sévèrement rationnée en Allemagne, et sur les produits d'habillement et de luxe que les autorités du Reich ont soumis aux restrictions.

Les prix de gros ne restent pas en arrière. Devant les bénéfices réalisés par les détaillants et les occasions de flatter leurs intérêts, les producteurs n'hésitent pas. Le coût de la vie les engage d'ailleurs à augmenter leur chiffre d'affaires.

Il est évident que la monnaie des Reichskreditkassen ne peut engendrer à elle seule tous ces phénomènes. A chaque crise politique répond un déséquilibre des prix. A chaque tension internationale, se produit un mouvement vers la hausse.

Mais tandis que d'ordinaire les prix de gros du pays en guerre marquent une importante ascension du fait que les produits importés sont payés en monnaie dépréciée sur les marchés étrangers, en cet état de guerre et de panique, le trafic commercial étant interrompu avec l'extérieur, les prix de gros subissent l'influence du coût de la vie déterminé par les prix de détail et celle du déséquilibre entre les demandes et les possibilités d'offre.

La monnaie d'occupation agit indirectement sur le niveau des prix en ce sens qu'elle augmente quelque peu, et lorsqu'elle circule parallèlement avec la monnaie nationale, le pouvoir d'achat du consommateur. C'est d'ailleurs pour pallier cet inconvénient que les autorités allemandes prennent des sanctions contre les commerçants qui procèdent à des hausses de prix.

Les facteurs de hausse sont beaucoup trop nombreux dans les conditions actuelles pour qu'on puisse déterminer, par des chiffres même approximatifs, la responsabilité qui incombe à la double circulation de monnaie.

D'après les données de la Statistique Générale de la France, l'indice des prix de gros n'a pas cessé d'augmenter depuis juin 1939 dans les pays neutres comme dans les pays belligérants. Cependant le tableau des prix moyens de vente au détail dans les grands magasins d'alimentation de Paris accuse, pour chacune des marchandises considérées, une évolution mensuelle irrégulière, tantôt progressive, tantôt régressive, jusqu'au moment de l'invasion.

Une légère baisse se dessine en août 1940, puis la montée recommence de mois en mois, décidée maintenant, sans régression.

La force des textes allemands et des sanctions qui les accompagnent ne peut contenir l'élan donné, par les circonstances, au niveau des prix (2).

Voici les prix de quelques marchandises possédées par les magasins de nos provinces du Nord avant mai 1940 et vendues au cours des premiers mois de l'occupation.

	AVANT MAI 1940	APRÈS MAI 1940
Bas de qualité ordinaire.....	15 francs	45 francs
Souliers pour dames.....	100 »	250 »
Robe de lainage.....	200 »	600 »
Manteau	400 »	1.000 »
Sac à main.....	100 »	400 »
Montre	150 »	500 » (*)

(2) *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, Paris, N° 1, 4 juillet 1940 : « Décret concernant l'interdiction de toute augmentation des prix du 20 juin 1940 ». Voir annexe.

(3) Renseignements fournis par le magasin : « Aux Dames françaises » de Lille.

Ces mêmes produits, vendus à des prix aussi différents avant l'occupation et pendant l'occupation, alors que leurs prix d'achat chez les marchands en gros furent les mêmes, doivent bien leur augmentation à l'abondance soudaine des disponibilités et des demandes, ainsi qu'à l'occasion fournie aux commerçants de réaliser des bénéfices exceptionnels.

Pour enrayer le mal qui ne peut que s'étendre, même lorsque la cause initiale disparaît, toutes les forces gouvernementales s'épuisent dans des mesures qui ne donnent pas toujours les résultats attendus. L'Allemagne montre l'exemple d'une application de programme rigoureuse, destinée à freiner la montée des prix, en agissant sur l'offre et la demande. Les pays occupés, à sa suite, et souvent d'après ses directives, usent des différents moyens offerts par la théorie, sinon couronnés glorieusement par l'expérience.

L'action sur l'offre se manifeste par des réquisitions, des stockages, des réglementations de la production, des transports, des ventes. L'action sur la demande, par des octrois parcimonieux de droits sur la production, fixés matériellement par les cartes de ravitaillement individuelles. L'action directe sur les prix, par la taxation, achève cette organisation nouvelle (4).

Malheureusement, ce système n'envisage qu'une série bien limitée de facteurs agissant sur la hausse des prix. Il entraîne, en contrepartie, une multitude d'inconvénients sérieux dont le plus grave est, à côté du marché officiel, l'existence d'un niveau des prix extrêmement

(4) En France, loi du 21 octobre 1940, *Journal Officiel* du 10 novembre 1940. Chapitre II, article 15 : « Sont et demeurent fixés au niveau qu'ils avaient « atteint au 1^{er} septembre 1939 de tous les produits et services. Toutefois, les « autorisations de majoration régulièrement accordées depuis le 1^{er} septembre « 1939, restent valables ».

mobile, librement déterminé d'après les offres et les demandes, sous l'influence de la concurrence.

La difficulté d'approvisionnement sur le marché officiel détourne les consommateurs vers le marché noir, en même temps que les prix élevés attirent les marchandises sur ce marché au détriment du marché officiel (5).

Il en résulte un développement d'esprit de lucre, de combinaisons malhonnêtes, un certain mépris de l'autorité gouvernementale à laquelle on se dérobe aussi fréquemment, et surtout un écart de situation considérable, entre les classes aisées et les classes pauvres.

SECTION III

Les situations monétaires et la théorie quantitative

Aux yeux de M. HAWTREY, la monnaie est essentiellement l'instrument à l'aide duquel on acquitte des dettes (6). Or si cette opinion soulève des objections lorsqu'on songe à la monnaie métallique, elle semble devoir être partagée quand il s'agit de la monnaie des Reichskreditkassen. En effet, celle-ci a comme tout papier-monnaie, la qualité fondamentale d'être monnaie légale. On n'a le droit ni d'espérer sa convertibilité, ni de compter sur sa valeur marchande. Il ne peut y avoir de contestation sur cette question. L'ordonnance du 23 septembre 1940 qui consacre juridiquement l'introduction des billets et pièces des Caisses de Crédit, en Pologne, ne laisse aucun doute à ce sujet. Les ordonnances suivant-

(5) MESTRE DE LAROQUE, *Le contrôle des prix*. Sirey, 1941.

(6) HAWTREY, *La monnaie et le crédit*. Traduction française. Sirey, 1936.

tes et prises à l'intention des pays de l'Ouest sont aussi explicites.

Par le sens donné à sa création, la monnaie de troupe est même plus particulièrement, la contre-partie d'achats de marchandises, alors que la monnaie, en général, est encore instrument d'épargne, et instrument de mesure des valeurs.

La marge disponible, ainsi appelée par HAWTREY, constituée par le total des crédits en banque et de la monnaie en circulation, comprend presque uniquement, au moment de l'institution des Reichskreditkassen, par suite des liquidités, les instruments de paiement.

Les biens susceptibles d'acquisitions nombreuses et fréquentes, tels que les produits d'alimentation, d'habillement et de luxe, deviennent de plus en plus rares. Une partie des capitaux nationaux s'investit en immeubles, bien qu'avec quelque lenteur, tout au moins au début de l'occupation, car l'incertitude demeure encore chez les populations vaincues. La crainte d'un nouvel exode, de nouveaux combats avec d'autres ennemis, de bombardements aériens, freine parfois les désirs d'acquisitions d'immeubles. Les moyens de paiement trouvent un emploi momentané et limité qui n'allège sensiblement pas la masse considérable de la monnaie en circulation.

On se trouve donc en présence, d'une part, d'importantes disponibilités, d'autre part, d'une raréfaction de marchandises de plus en plus accusée ; autrement dit, d'un pouvoir d'achat sans cesse accru et d'occasions d'achat sans cesse diminuées.

L'équilibre tend à se rétablir entre la marge disponible et ses possibilités d'échanges contre marchandises ; les modifications s'exercent d'abord sur la matière la

plus malléable. Les prix des marchandises augmentent. Ainsi la différence entre les prix antérieurs et les prix actuels tendent à absorber l'excédent de moyens de paiement. L'unité monétaire subit immédiatement une dépréciation d'autant plus importante que la hausse des prix se poursuit.

En même temps qu'augmente la quantité de moyens de paiement, la vitesse de circulation de la monnaie atteint un rythme assez rapide, sous l'impulsion de causes que nous avons déjà mentionnées : achats précipités de marchandises qui menacent de faire défaut, renouvellement des objets détruits ou volés, du fait de la guerre ou de l'exode, échanges de monnaie dont on soupçonne la dépréciation prochaine contre marchandises dont les prix vont monter.

Les billets des Reichskreditkassen entraînent dans leur course les billets des banques d'émission nationales, les demandes venant aussi nombreuses des troupes allemandes que des indigènes.

Peut-on s'autoriser de la formule d'IRVING FISCHER pour justifier théoriquement ce que révèle l'expérience ? L'auteur limite la valeur de ses observations et déductions aux périodes normales. Mais il apparaît bien difficile de distinguer le normal de l'anormal dans les situations monétaires toujours très complexes. On risque, en voulant trancher la question, de tomber dans l'erreur d'HEILPERIN (7), qui déclarait « période normale » celle qui apportait confirmation à la formule d'IRVING FISCHER.

Nous étudierons donc les résultats que donne, dans

(7) HEILPERIN, *Le problème monétaire d'après guerre et sa solution en Pologne, en Autriche et en Tchéco-Slovaquie.*

la situation monétaire nouvellement créée par la circulation des billets des Reichskreditkassen, à côté des monnaies nationales, l'application de l'équation des échanges.

Celle-ci est ainsi posée :

$$M V + M' V' = P T$$

Les critiques adressées à la formule de FISCHER, s'exercent sur chacun des termes. On reproche à M' de ne tenir compte que des crédits en banque dont la circulation est certaine. FISCHER écarte l'encaisse du Trésor et les réserves des banques qui ne sont pas affectées à des usages commerciaux. Mais beaucoup d'autres comptes sont immobilisés, et il est pratiquement impossible de les connaître tous. M. BAUDIN considère que toute la monnaie, tous les comptes capables de circuler, aussi bien « les pièces de la cassette d'Harpagon » que les billets en portefeuille doivent être pris en considération, bien qu'ils restent inactifs. On ne laisserait de côté que la monnaie « manifestement dans l'impossibilité d'apparaître sur le marché national » (8) (réserves d'or dans un système d'étalon-or).

On se trouve encore devant de grandes difficultés lorsqu'il s'agit d'établir V et V' . Deux procédés peuvent être employés :

1° on recherche le nombre de transmissions de comptes ou de masses monétaires en un temps donné ;

2° on recherche le temps nécessaire à un nombre de transmissions données.

Pour arriver au premier résultat, des économistes divisent la somme des prix des biens produits et vendus

(8) L. BAUDIN, *La monnaie et la formation des prix*. Sirey, 1936, 1^{re} partie.

pendant l'année, par le stock total de monnaie. Mais, ils ne tiennent compte ainsi que d'une partie des règlements monétaires effectués pendant l'année. Or, comme le dénominateur du rapport comprend, lui, tout le stock de monnaie, le résultat ne présente aucune exactitude. Il faudrait ajouter au chiffre représentant le numérateur, les règlements monétaires de l'année qui ne correspondent pas aux échanges de marchandises.

Par ailleurs, T ne représente que les transactions qui ont lieu contre paiements, à l'exclusion de donations, vols, etc... Or, lorsqu'on établit le chiffre de la circulation de la monnaie, on ne fait pas abstraction de celle qui ne traduit pas des échanges de biens, tels que donations monétaires, paris, jeux, secours de chômage, etc..., de sorte que les résultats obtenus ne sont pas les résultats désirés.

Si l'on prend pour T, le volume de la production, il faudrait alors, dans le deuxième membre de l'équation, introduire un nouveau terme qui représenterait la circulation des biens. Celle-ci a été définie par A. MARGET (9) par le quotient des transactions de biens et du stock des biens à vendre. Le numérateur peut être connu par la valeur monétaire des ventes, les débits des banques, toutes choses qui ne fournissent que des données incomplètes. Le dénominateur doit exclure les biens produits avant la période considérée et stockés jusqu'à cette période, les biens destinés à l'exportation, etc...

A toutes ces causes faussant les calculs et montrant le peu de rigueur des résultats obtenus par l'application de la formule d'Irving FISCHER, s'ajoutent au cours

(9) A. MARGET, « The statistical measurement of the velocity of circulation of Goods » *Quarterly Journal of Economics*, novembre 1932.

de l'expérience, des variations de l'intervalle de temps qui déséquilibrent l'équation.

Nous avons vu que, dans les mois qui ont suivi l'armistice, pendant lesquels circulaient la monnaie d'occupation et la monnaie nationale, les opérations de crédit étaient devenues insignifiantes. Le terme $M'V'$ ne joue donc plus un grand rôle, et on peut écrire l'équation sous la forme :

$$MV = PT$$

Les critiques énoncées, des facteurs V et T n'en sont pas moins fondées, mais il est à remarquer qu'elles portaient surtout sur l'exclusion, dans l'établissement des valeurs de chacun des termes, d'opérations ne concernant pas des échanges de monnaie contre marchandises. De même qu'il aurait fallu, pour obtenir V , tenir compte de tous les règlements monétaires et non pas seulement de ceux effectués à l'occasion d'acquisitions de marchandises, de même, pour calculer T , il aurait fallu tenir compte de la circulation de monnaie qui ne correspond pas à des échanges de biens (10).

Or, pendant la période relativement brève, où l'abondance des liquidités caractérise le marché national, l'ensemble des paiements est surtout affecté aux achats de marchandises. Le trafic commercial est très intense à l'intérieur des pays occupés et la masse monétaire est presque intégralement versée dans la circulation. Nous avons vu la diminution des comptes en banque. Les dépôts des Caisses d'Épargne ont eux-mêmes diminué fortement quelques jours avant l'exode, de sorte que la monnaie immobilisée à titre de réserves ou d'économies ne peut fausser les résultats obtenus par

(10) L. BAUDIN, *La monnaie et la formation des prix*, 1^{re} partie.

l'application de la formule d'Irving FISCHER. La masse monétaire mise au service des transactions sur marchandises est un assez puissant facteur relativement aux autres, pour l'emporter sur eux.

On peut donner à l'expérience, l'interprétation fournie par la théorie :

M comme V évolue dans des proportions assez importantes vers des chiffres élevés, T heurte des obstacles matériels constitués par la rareté des marchandises et le ralentissement sensible et forcé de la production, il tend même à devenir inférieur ; de sorte que P seul augmente sensiblement pour établir l'égalité entre les deux produits de facteurs ;

ou encore :

les prix étant inversement proportionnels au volume des transactions et directement proportionnels à la marge disponible subissent, sous l'effet de la circulation de la monnaie de guerre concurremment avec la monnaie nationale, une hausse assez importante. Cette hausse ajoutée à celle que provoque la crise politique et militaire, entraîne les prix vers des hauteurs qui ne sont pas sans dangers.

SECTION IV

Les prix des produits importés

La supériorité de la demande sur l'offre, l'abondance de moyens de paiement facteurs de hausse du coût de la vie que contribue à mettre en mouvement la circulation de la monnaie des Reichskreditkassen, entraînent des conséquences grossies par un troisième facteur : le prix élevé des produits importés. Le commerce extérieur

interrompu par l'avance des troupes allemandes est rétabli et contrôlé par les autorités allemandes. Dès le 15 septembre 1940, un office central des commandes allemandes fonctionne à Paris et juge s'il doit accorder ou refuser aux sujets du Reich les permissions d'importer des produits français.

Par la suite, un ample système de clearing se développe entre les pays occupés et l'Allemagne et pour les pays occupés entre eux. Le protocole du 14 novembre 1940 aménage les accords entre France d'une part, Allemagne, Luxembourg, Belgique, Hollande, Norvège d'autre part. Toutefois, les seuls échanges internationaux qui risquent d'avoir une répercussion sur les prix intérieurs sont ceux qu'effectue l'Allemagne avec chacun des pays occupés.

Ainsi, nous recevons du charbon de Belgique utilisé en grande partie par la métallurgie française de la zone occupée mobilisée surtout au service du Reich. Par contre, nous vendons des fils de lin à la Belgique pour alimenter les tissages belges pourvus de commandes allemandes. En dédommagement, l'Allemagne effectue au bénéfice de la France des livraisons de papier à filer, de pâte à papier, de machines et de brevets susceptibles d'aider nos tissages.

Ce ne sont pas les importations d'un pays occupé en provenance d'un autre pays occupé qui peuvent jouer un grand rôle dans la hausse des prix intérieurs. Ces importations sont peu nombreuses ; en outre, elles se règlent par l'intermédiaire des clearing qui restent toujours à peu près équilibrés, enfin les taux appliqués au cours des opérations d'échanges sont fixés au moment des accords, et librement adoptés par les parties.

Il en est autrement en ce qui concerne les produits importés d'Allemagne. En dehors de quelques articles destinés à la consommation propre des pays occupés, tels que le houblon, la pâte à papier pour la France, l'Allemagne exporte surtout des matières premières à destination d'usines étrangères travaillant pour elle. Elle aide particulièrement l'industrie métallurgique, utilisant les compétences spéciales aux pays occupés et les faisant collaborer à une production commune (11).

Le coût de la vie en Allemagne est quelque peu supérieur à celui des pays qui l'entourent, de sorte que le fer envoyé en France ou le charbon au Danemark et en Norvège est à un prix légèrement plus élevé que le fer indigène ou le charbon importé. La grande nécessité ressentie par l'Allemagne d'une collaboration européenne permettrait de rendre un heureux équilibre aux échanges entre nations.

Mais là n'est pas encore le plus grand danger de hausse des prix intérieurs puisque les produits fabriqués dans ces conditions sont ensuite vendus à l'Allemagne et que celle-ci risquerait de payer d'autant plus cher que les matières premières auraient été achetées à des prix plus élevés. Il convient de redouter surtout les effets de la parité fixée par le Reich aux monnaies des pays occupés. Or c'est à l'occasion de l'introduction des bons de caisse que furent établies quelques-unes des parités qu'on utilise encore dans les échanges commerciaux.

Dès le début de l'occupation, dès les premières commandes passées par l'Allemagne, les producteurs

(11) Des ouvriers hollandais ont été envoyés dans des usines du Nord de la France, spécialement aménagées, pour travailler des matières premières que l'Allemagne avait exportées en vue de produits finis à son usage.

français tentèrent d'améliorer le prix de leurs ventes, puis les premiers essais ayant donné satisfaction, ils progressèrent dans la voie de la hausse. Les autorités allemandes s'alarmèrent et prirent alors plusieurs ordonnances qui entrèrent en vigueur dans les pays trop audacieux : Hollande, Belgique, France.

Les prix des marchandises vendues par les producteurs français aux Allemands ne doivent pas dépasser les prix d'avant-guerre augmentés d'un maximum de 23 %. Or les prix intérieurs ont déjà doublé dans la plupart des cas. De sorte que le prix des exportations est loin de compenser celui des importations.

En outre, des commandes se passent, frauduleusement sans doute, de l'intermédiaire du clearing. Le fait s'est produit pour des achats massifs de cognac des récoltes 1939 et 1940. Les prix offerts aux distillateurs et acceptés par eux étaient inférieurs aux prix habituels du marché français.

Avant l'institution du clearing, le Ministre des Finances en France proposait le paiement des exportations françaises en Allemagne en marks et non en francs. L'achat réglé en marks présente l'avantage pour le vendeur de détenir des marks et d'obtenir plus facilement, en contre-partie, des produits d'exportations allemandes. L'achat allemand réglé en francs risque d'être considéré comme effectué au titre des frais d'occupation.

En principe, le clearing doit apporter remède à ces inconvénients et le protocole du 14 novembre 1940 l'instituant doit ouvrir une période nouvelle de relations plus aisées et plus régulières.

La hausse des prix des matières premières importées, facteur de la hausse des prix intérieurs, n'est donc

pas à proprement parler une conséquence directe de la circulation de la monnaie de guerre dans les pays occupés. Mais du fait que, dans les pays occupés, les produits d'importation viennent surtout d'Allemagne et qu'ils sont évalués d'après les cours d'échange des Reichskreditkassenscheine, il convient d'en parler ici.

D'ailleurs, l'abondance de moyens de paiement qui entraîne la dépréciation des monnaies intérieures, peut être considérée comme l'une des causes du maintien des cours défavorables pour certains pays occupés. Ainsi la monnaie de guerre participe d'abord à cette abondance, puis par ses conséquences, justifie sa parité.

CHAPITRE II

LA LOI DE GRESHAM

La loi de Gresham, formulée ainsi par M. BAUDIN :
« Lorsque deux monnaies liées par un rapport fixe
« d'échange circulent concurremment dans un pays,
« celle qui est tenue pour la meilleure tend à dispa-
« raître » (1), reçoit confirmation chaque fois que ces
conditions sont réalisées.

Dans chacun des pays occupés par les troupes allemandes, la monnaie de guerre circule à côté de la monnaie nationale, liée avec elle par un rapport fixe d'échange. Une observation, à la portée de tous permet de constater la rareté croissante des bons des Caisses de Crédit, tandis que les billets des instituts nationaux d'émission circulent sous un volume satisfaisant de plus en plus les exigences des transactions quotidiennes. Faut-il en conclure que la monnaie des Reichskreditkassen représente ici la bonne monnaie qu'il s'agit de « stocker », tandis que celle des banques fait figure de monnaie discréditée ?

Non, certes, car la rareté et parfois même la disparition des bons de Caisses résulte des mesures de retrait prises par les autorités nationales en accord avec les autorités occupantes, et non d'une thésaurisation de ces moyens de paiement par les particuliers.

Ce dernier fait mérite pourtant d'être signalé comme ayant existé. Dans certaines localités de la France

(1) L. BAUDIN, *La Monnaie et la formation des prix*, 1^{re} partie, Section V, Chapitre VI.

occupée, et tout au début de l'occupation, comme nous l'avons indiqué précédemment, des bruits s'étaient répandus, laissant présager une hausse officielle du mark, jusque-là fixé à 20 francs. Une thésaurisation de la monnaie de guerre s'en était suivie. Elle n'atteignit toutefois qu'une petite partie de la masse monétaire jetée dans la circulation. Elle ne fut d'ailleurs que de courte durée, les bruits n'ayant été ni entretenus, ni plus avant propagés (2).

Si l'on peut expliquer la tendance à la diminution manifestée par la quantité de moyens de paiement allemands, sans faire intervenir la loi de GRESHAM, on peut encore, sans avoir recours à cette dernière, justifier l'abondance des moyens de paiement nationaux, puisque les banques émettrices redoublaient l'activité de leur planche à billets pour prouver aux autorités occupantes qu'elles étaient en mesure d'assurer seules désormais l'approvisionnement des indigènes et des troupes.

Il semble donc que la loi de GRESHAM n'ait pu jouer pour le cas particulier présenté par la monnaie d'occupation. Or, comme l'universalité et la nécessité de cette loi a toujours été reconnue, il convient d'envisager chacune des conditions qui contribuent à la déterminer, et de juger si chacune d'elles est réalisée dans le cas intéressé.

Dans son grand ouvrage sur *La monnaie et la formation des prix*, M. BAUDIN souligne ces conditions. Il faut, pour que la loi de GRESHAM puisse jouer, en premier lieu : que les deux monnaies en présence soient concurrentes, c'est-à-dire qu'elles circulent toutes deux

(2) Rapport d'un Directeur de succursale de la Banque de France, août 1940.

avec autant de facilités, qu'elles conviennent pour les mêmes sortes de paiements, qu'elles soient acceptées de plein gré ou qu'elles soient imposées par contrainte.

M. BAUDIN fait remarquer que « rien n'empêche les « adhérents du système de considérer une monnaie « comme préférable à une autre monnaie » (3). Il s'agit, en l'occurrence, de savoir quelle monnaie, des billets nationaux ou des bons des Reichskreditkassen, est considérée comme préférable.

« D'une manière générale toute monnaie dépréciée « par rapport à l'autre est mauvaise, par exemple « lorsqu'elle a fait l'objet d'une émission excessive » (3).

Voilà bien la difficulté. Les préférences vont-elles se fixer sur une monnaie garantie par une certaine réserve d'or gardée par les caves des banques nationales, bien que cette couverture tende à s'affaiblir de plus en plus en raison de l'accroissement continu et important des émissions de papier, bien que la nature de cette couverture soit discréditée par les théories nouvelles de la valeur monétaire, bien que cette monnaie nationale soit celle d'un pays vaincu, accablé de charges financières ?

Ou bien les préférences vont-elles se fixer sur une monnaie nouvellement introduite par un pays vainqueur, bien que les émissions en soient nombreuses et que la couverture-or, jouissant d'un prestige séculaire, n'en constitue pas l'élément de sécurité ?

En 1914, dans les Etats baltes, comme en Pologne et en Belgique, la thésaurisation des moyens de paiement nationaux était telle que les Allemands auraient été contraints de multiplier la quantité de leur propre

(3) L. BAUDIN, *La monnaie et la formation des prix*, 1^{re} partie, p. 519.

monnaie en circulation dans ces pays, s'ils n'avaient pu avoir recours à de nouvelles émissions de signes monétaires locaux. Sur leur injonction, la Société Générale de Belgique émit des billets au cours de 1 franc belge pour 0,8 mark. A cette époque, la loi de GRESHAM pouvait jouer car la guerre n'en était qu'à ses débuts et l'issue laissait encore quelque espoir de succès dans le cœur de la population belge, qui, en conséquence, accordait plus de confiance à sa propre monnaie qu'à celle de l'occupant (4). De même, dans les régions françaises occupées, les francs étaient thésaurisés, tandis que les marks alimentaient les échanges commerciaux. La monnaie française, dont l'institut d'émission était éloigné de ces régions et ne communiquait pas avec elles, se faisait rare. Par contre, la monnaie allemande circulait plus abondamment. Et cette dernière risquait de constituer « l'objet d'une émission excessive ».

Les conditions sont tout autres pendant cette guerre. Et les quelques velléités de thésaurisation qui risquent de se dessiner en faveur d'une certaine catégorie de monnaie française, s'attaquent beaucoup plus aux pièces de métal qu'aux billets de la Banque de France. Les nouvelles pièces divisionnaires émises au cours de 1941, ont une valeur marchande bien inférieure à celle des pièces des émissions antérieures. Les particuliers conservent donc les anciennes pièces et rendent à la circulation les toutes dernières. La loi de GRESHAM ne joue pas alors, entre la monnaie des Reichskreditkassen et la monnaie française, mais entre les pièces divisionnaires françaises des différentes émissions.

La deuxième condition nécessaire à l'intervention

(4) Plusieurs auteurs, *La Belgique restaurée*, p. 421.

de la loi de GRESHAM ne semble pas mieux réalisée que la première. M. BAUDIN en parle ainsi : « L'acceptation « volontaire ou non, par les membres d'un groupe, de « deux monnaies ayant entre elles un rapport déter-
« miné, n'a de sens que si ce rapport est naturellement
« variable » (5). Or, le cours du mark d'occupation est fixé par rapport à toutes les monnaies des pays occupés par les autorités du Reich.

Le régime d'économie fermée institué par l'Allemagne, entre elle-même et les nations consentantes ou vaincues, englobe une bonne partie de l'Europe. Les possibilités de spéculation sont nettement diminuées du fait que le commerce international est strictement délimité et dirigé. Les cotations établies sur les marchés libres ne peuvent provoquer d'importantes fluctuations dans la valeur des monnaies de la nouvelle organisation européenne, puisque l'exode des devises vers les places extérieures est interdit par les contrôles de changes de plus en plus rigoureux (6).

La troisième condition est celle-ci : « Il ne faut pas « que la disparition de la bonne monnaie raréfie la
« circulation au point de créer une gêne ». Il est évident qu'au moment où les Reichskreditkassen répandaient leur monnaie dans les pays occupés, précisément pour combler le vide produit par la fuite des monnaies nationales, une diminution nouvelle des signes monétaires ne pouvait qu'accroître les émissions des bons de Caisses, seules susceptibles d'être effectuées tant que les banques nationales n'auraient pas passé d'accord avec les autorités allemandes. Ainsi l'approvisionnement étant assu-

(5) L. BAUDIN, *La monnaie et la formation des prix*, 1^{re} partie, p. 519.

(6) F. MOLIÈRE, *Le système monétaire français, son évolution depuis 1936*.

ré, il ne devait pas y avoir de gêne. Mais presque aussitôt, les banques nationales reprennent leur office. La monnaie d'occupation qui ne circulait qu'à titre de monnaie complémentaire, est raréfiée, de sorte qu'il faut bien recourir à la monnaie nationale, même si celle-ci est considérée comme bonne monnaie.

Toutefois, nous avons déjà mentionné qu'un certain délai s'était écoulé, dans chacun des pays occupés, pendant lequel, en attendant d'avoir reçu l'autorisation du retrait des billets de la Reichskreditkasse et les instructions au sujet des modalités de ce retrait, la monnaie nationale circulait abondamment à côté de la monnaie d'occupation. C'est, semble-t-il, à ce moment-là que la loi de GRESHAM aurait dû jouer. On ne la rencontre en aucun moment, soit en vertu des hésitations et des opinions partagées sur les valeurs des monnaies en présence, comme nous l'avons vu, soit en raison de mouvements contradictoires créés par la situation particulière et anormale de toute période de guerre, soit encore à cause de la brièveté du temps pendant lequel elle aurait pu jouer et qui n'a pas permis qu'elle laissât des traces sensibles de son existence.

CHAPITRE III

INFLATION

SECTION I

Difficultés financières des Etats belligérants

Une déclaration de guerre oblige les belligérants à effectuer des dépenses extraordinaires, nombreuses et incompressibles. Les sources normales et habituelles qui alimentent les finances des Etats prodiguent alors le maximum de leurs possibilités. Mais les délais nécessaires à mettre au point de nouveaux impôts retardent la perception des fonds urgents. L'emprunt produit un rendement plus immédiat, mais il exige tout de même quelques jours de préparation.

Le recours aux crédits des banques nationales d'émission évitent ces retards. Il devient précieux lorsque l'une et l'autre source s'avèrent insuffisantes, indispensables lorsqu'elles tarissent.

En juin 1940, les avances à l'Etat belge passent de 695 millions 3 de francs belges à 2.890 millions 3. Le compte courant des opérations avec l'Etat accuse un solde créditeur de 70 millions 7 de francs belges sur 3 millions au début de mai 1940.

Les avances faites par la Banque de France au Gouvernement français, en vertu de la convention du 29 septembre 1938, modifiée par le décret du 1^{er} septembre 1939 font un saut de 14.750 millions de francs à 36.250 millions en juin 1940, montant fixé par la convention du 9 juin 1940.

Ces avances se traduisent par des émissions nouvelles de billets. Si le public, poussé par son patriotisme, restreint ses dépenses et souscrit aux emprunts, les moyens de paiement en circulation n'augmentent pas en proportion des émissions nouvelles. Les risques d'inflation sont moindres.

Mais au moment où la monnaie des Reichskreditkassen fait irruption dans les territoires envahis, la défaite et la panique ne laissent plus subsister qu'un sentiment au cœur de la plupart : l'intérêt personnel. L'inflation quelque peu menaçante au cours de la guerre, précise ses dangereux symptômes. Le flot de la monnaie de guerre précipite le danger.

Déjà les besoins des pays vaincus s'accroissent. Si les dépenses de guerre disparaissent, de nouvelles dépenses s'imposent, plus nombreuses encore et dans des conditions désastreuses. Tel qui aurait souscrit à l'emprunt pour participer à la victoire se refuse d'aider le Gouvernement à l'entretien de troupes d'occupation. Le désir de soustraire au vainqueur les biens nationaux qu'il veut acquérir pousse l'indigène à multiplier ses dépenses.

Les travaux de reconstruction, les dommages de guerre et surtout les frais d'occupation attaquent profondément les ressources du pays.

Les impôts, comme les emprunts, sont loin de couvrir les nouveaux besoins. On ne peut plus compter sur le secours d'exportations massives, puisque non seulement le commerce extérieur est réduit au minimum et réglementé sévèrement, mais encore la capacité de production des pays occupés est très affaiblie.

En outre, les dépenses des Etats supportent une augmentation résultant de la hausse des prix. On pour-

rait supposer que l'effet de ce facteur est annulé par l'augmentation proportionnelle des ressources tirées de l'impôt et de l'emprunt. En effet, les revenus s'accroissent lorsque les prix montent. Par conséquent, les impôts suivent la même évolution. L'abondance des liquidités qui ne trouve pas à s'employer en totalité dans l'industrie et le commerce laisse entrevoir de plus nombreuses souscriptions aux emprunts. En pratique, l'augmentation des recettes est bien loin de répondre à l'augmentation du coût de la vie, et les Etats ne peuvent échapper à l'inflation.

De plus, ils payent toujours leurs fournisseurs immédiatement, de sorte que ceux-ci demandent des avances aux banques. Toutes ces disponibilités se déversent sur le marché et augmentent le pouvoir d'achat des consommateurs.

En résumé, la situation financière rendue difficile par la guerre, aggravée par la défaite, devient périlleuse sous la charge des frais d'occupation. L'inflation ne peut marquer que des progrès sous le jeu de ces différents facteurs, à moins qu'une politique habile et rapide agisse en vue de réduire, dans les pays occupés, l'abondance des moyens de paiement, cette fois excessive, après le retour du calme et la réintégration des foyers.

Le temps demandé par l'adaptation de méthodes financières aux conditions nouvellement créées, n'est toutefois pas assez bref pour constituer un obstacle au développement des conséquences d'une double circulation.

Nous essayerons d'établir dans quelle mesure ces conséquences ont affecté chacun des pays occupés.

SECTION II

Les finances publiques des pays occupés

Il ressort que le seul effet de la monnaie de guerre sur le niveau des prix augmente le déficit des finances publiques puisque l'accroissement des recettes se poursuit à moins vive allure que celui des dépenses. En admettant que les conséquences de cette disproportion n'aient pas une grande importance, il reste les troubles causés dans les pays occupés par les frais d'occupation.

Cette question est en partie liée à l'injection de monnaie complémentaire puis supplémentaire émise par les Caisses de Crédit. En effet, les premiers frais contractés par les troupes et les administrations allemandes à l'extérieur du Reich sont couverts par les moyens de paiement mis à leur disposition par les Reichskreditkassen.

Un premier risque d'inflation apparaît dans le fait d'un séjour trop prolongé de cette monnaie côte à côte avec la monnaie nationale rendue à son volume normal. C'est pour hâter le retrait des marks que les banques nationales procèdent à des émissions capables de satisfaire entièrement les besoins des pays occupés. Et malgré cela, le retrait ne s'opère pas tout de suite. Les deux monnaies circulent parallèlement en abondance.

Ce phénomène crée un rythme de transactions accélérées qui persiste au delà des premières restrictions de monnaie. L'excédent de ventes et les fortes dépenses faites pour l'occupation précipitent les pays occupés vers l'inflation.

POLOGNE

Après plusieurs mesures destinées à combler le vide monétaire produit par la fuite de la banque POLSKI, le Vice-Président de la Reichsbank, Emil PUHL, organise un nouvel institut d'émission dont la compétence s'étend sur tout le Gouvernement Général, y compris le district de Galicie, au début de septembre 1941.

On sait que la banque a pour mission première le retrait des anciens zlotys et des billets des Caisses de Crédit. A l'origine, les émissions de nouveaux billets prennent donc l'ampleur imposée par le volume de la monnaie d'occupation, la circulation des billets nationaux étant sensiblement éclaircie par l'exode. On constitue la couverture de la monnaie remise en échange des marks et des anciens zlotys, avec une hypothèque de 3 milliards de zlotys sur tous les biens immeubles de Pologne.

Mais là ne s'arrêtent pas les émissions permises. On les étend aux opérations de crédit, escomptes et avances sur titres, dont la couverture est garantie automatiquement et renforcée par des moyens de paiement allemands et des créances sur la Reichsbank (1).

Théoriquement, les billets mis en circulation du fait de ces opérations, traduisent le volume des transactions et ne servent pas à créer un pouvoir d'achat factice. Mais cela n'empêche pas moins une masse importante de billets de peser sur la circulation à la suite de l'échange de la monnaie d'occupation.

Les tendances inflationnistes sont combattues, d'après la politique monétaire allemande, par des armes

(1) *Bank-Archiv*, 1^{er} janvier 1941, « Nouvelle organisation de la banque d'émission et de la monnaie » (traduction).

psychologiques. C'est pour réprimer la terrible inflation de 1923 que le docteur SCHACHT fonda la Rentenbank, chargée d'émettre une monnaie couverte par une hypothèque. En souvenir des résultats donnés par l'institution, on crée, à l'image de la Rentenbank et dans des conditions de même nature, la banque d'émission polonaise. Nul doute, écrit la *Gazette de Franckfort* (1) que la nouvelle monnaie ne connaisse le même succès et ne jouisse d'une égale confiance. La garantie foncière donne l'apparence d'une sécurité si incontestable qu'aucun doute ne doive jamais s'élever sur sa solidité. Ainsi, les conséquences susceptibles de résulter d'un afflux important de moyens de paiement, doivent être atténuées et même supprimées en Pologne. Bien qu'il faille à toute thérapeutique un délai plus ou moins long pour produire ses effets, la situation financière actuelle de la Pologne peut être envisagée comme sagement renouvelée.

La circulation monétaire unifiée et fondée sur de nouvelles bases est le premier facteur qui travaille à la régénération de l'économie polonaise.

DANEMARK

Le Danemark n'est pas considéré comme pays belligérant et vaincu et, en conséquence, ne supporte pas la charge définitive des frais d'occupation. Il subit néanmoins l'influence des dépenses contractées par les troupes allemandes, amplement munies de moyens de paiement.

La Banque Nationale du Danemark a pu retirer, à la fin d'août 1940, les coupures et pièces des Reichskreditkassen. Cette opération s'est soldée par une

créance sur le Reich. La Banque a remboursé les porteurs, avant d'être elle-même dédommée, de sorte qu'elle a dû augmenter ses émissions.

Par la suite, les échanges commerciaux se poursuivent intensément entre le Danemark et l'Allemagne, réglés par un système de clearing. La créance du Danemark s'accroît. Les exportateurs danois sont payés de leurs excédents de livraisons par la Banque Nationale, soit sous forme de billets de banque, soit sous forme de crédits ouverts par elle. L'Institut d'émission reçoit en contrepartie des crédits en compte de clearing.

La circulation augmente de 45 % en un an. Les soldes créditeurs de 192 % pendant la même période.

NORVEGE

La Banque d'émission de Norvège, comme nous l'avons vu, absorbe presque immédiatement les bons des Caisses de Crédit. Ainsi, les effets d'une double circulation, dans l'économie nationale, se réduisent au minimum.

Mais le risque d'inflation n'est tout de même pas écarté complètement, car chaque remise de marks exige, en contrepartie, une remise de couronnes norvégiennes. On remédie à un excès possible de moyens de paiement par un accord prévoyant un système d'écritures entre la Reichsbank et la Norges Bank. Chaque fois que des couronnes norvégiennes sont distribuées au profit de l'armée allemande, la Reichsbank crédite la Banque nationale de Norvège de la somme délivrée (2).

(2) *Frankfurter-Zeitung*, 14 juillet 1940, « Le fonctionnement des Caisses de Crédit du Reich ».

Les anciens bons des Caisses retirés, constituent un moyen de couverture intégral pour l'émission des billets norvégiens.

Il y a donc un double risque d'inflation : celui qu'entraîne la créance norvégienne sur l'Allemagne, créance dont rien ne peut limiter l'importance ; celui qu'entraîne ce nouvel élément de couverture qui, en faisant dépendre l'émission de la Banque de Norvège d'une monnaie émise par le Reich, allège les responsabilités de la Norges Bank.

Par le truchement de crédits successifs, la Norges Bank satisfait les besoins des unités allemandes établies sur son territoire. Sa créance sur l'Allemagne augmente.

Mais il ne faut pas oublier que bien loin de bénéficier de la même considération que celle dont jouit le Danemark, la Norvège est tenue comme pays belligérant et vaincu. En conséquence, les frais d'occupation demeurent à sa charge.

Seules, les dépenses engagées par l'Allemagne et constituant une créance au profit de la Norvège en vue d'autres nécessités que celles résultant de l'occupation risquent d'être remboursées.

HOLLANDE

Dans la guerre menée à l'Ouest, la situation se régularise tout d'abord en Hollande. Dès le début de juillet 1940, on arrête les injections de bons. Les nouveaux besoins d'argent sont désormais couverts par le Gouvernement hollandais qui fait appel aux émissions en florins de la Banque Nationale.

Le retrait de la monnaie des Caisses de Crédit s'effectue plus rapidement en Hollande que partout

ailleurs. On a fait observer le manque de commodité de change du mark fixé à 66 cents $\frac{2}{3}$. Cette caractéristique n'incite pas les particuliers à utiliser la monnaie de guerre pour leurs transactions et active les apports de marks à la Banque néerlandaise.

La Hollande semble être le pays le moins influencé par l'émission des bons des Reichskreditkassen.

1° Le manque de monnaie nationale n'a jamais exigé un important volume de bons ;

2° Le retrait des bons existants s'est fait rapidement.

Les conséquences de la double circulation de la monnaie nationale et de la monnaie de guerre sur le système monétaire hollandais ne paraissent pas violentes.

Cependant, la circulation en florins accuse une progression régulière, si ce n'est très sensible, depuis le mois de juin 1940. De 1.158.600.000 florins le 6 mai, elle passe à 1.359.500.000 au 30 septembre 1940. A la fin de l'année elle atteint 1.551.800.000 et au 6 octobre 1941, 1.915.400.000.

Cette évolution ne semble pas tenir compte de l'absorption de la monnaie de guerre par la Banque Nationale qui n'a pu se prolonger sur une période aussi longue. Il est probable que l'inflation provoquée par le remboursement du petit volume de bons se soit confondue avec celle, plus sensible, entraînée par les dettes de guerre et les conséquences du moratoire bancaire.

Une observation plus minutieuse des situations publiées par la Banque néerlandaise, permet de constater, dès le début de l'occupation, un gonflement et un dégonflement de la circulation des billets au moment des

échéances qui comportent des sorties et des rentrées de moyens de paiement.

S'il existait un fort mouvement inflationniste, ce rythme mensuel des sorties et des rentrées alternatives de billets, serait masqué par l'accroissement de la circulation.

On ne constate l'augmentation de celle-ci que sur une assez longue période. Elle pourrait traduire, en même temps qu'une légère inflation du fait des frais d'occupation, la hausse générale du niveau des prix.

Toutefois, la situation financière de la Hollande est loin de satisfaire les autorités, qui jugent avec inquiétude les mouvements de la circulation et prennent, comme dans tous les pays exposés aux mêmes dangers qu'elle, des mesures curatives.

BELGIQUE

Dans cet Etat, au 24 juillet 1941, la Banque d'émission détient sur l'Allemagne une créance portée au compte d'échange des Reichskreditkassenscheine de 2.404.188.000 francs belges.

Les charges administratives se montent à 1.604.632.000 francs belges pour les six premiers mois de l'année 1941. On prévoit la somme de 1.693.000.000 francs pour le deuxième semestre.

L'autorité allemande prélève sur les recettes de la S. N. C. F. 30 millions par mois pour compenser l'aide apportée par des agents allemands à cet organisme.

En outre, 14 milliards de charges d'occupation grèvent le budget belge.

La dette publique est passée de 62.700 millions au 10 mai 1940, à 82.900 millions au 30 juin 1941. Elle

atteindra, fin décembre 1941, un montant qui se fixera aux environs de 95 milliards. Après 19 mois d'occupation, la dette belge se sera donc encore accrue de plus de 50 %.

Une part des responsabilités de ce mauvais état des finances belges, doit être attribuée à l'existence momentanée de la double circulation de la monnaie de guerre et de la monnaie nationale. Au cours de la substitution des billets belges aux bons des Reichskreditkassen, l'Institut d'émission contracte des engagements à vue nombreux qui gonflent le volume déjà existant. Le déséquilibre du clearing avec l'Allemagne accuse l'accroissement.

Un autre inconvénient surgit. On ne peut, tant que la guerre n'est pas achevée ou tout au moins tant qu'il n'y a pas eu signature de paix, rembourser au Gouvernement belge, le montant des billets des Caisses de Crédit retirés de la circulation. Le Reich laisse subsister un solde créditeur au bénéfice de la Belgique qui tend sans cesse à augmenter. La remise en circulation de moyens de paiement belges assure les besoins d'argent des troupes d'occupation, qui peuvent désormais ne plus faire appel à la monnaie de guerre.

Mais, en attendant le règlement définitif du compte, tout se passe comme s'il y avait double paiement de la part du Gouvernement belge. Une première fois, on rachète les bons utilisés pour des acquisitions ou des prestations, comprises dans les frais d'occupation. Or ces bons n'ayant pas cours en Allemagne, se trouvent par conséquent intégrés dans le système monétaire belge. Une deuxième fois, ces mêmes achats, réquisitions, prestations sont payés au Reich en francs belges..

Le Gouverneur de la Banque Nationale souligne cet inconvénient. Il suggère des mesures à prendre pour éviter, qu'en mettant des billets belges en circulation en vue du paiement des frais d'occupation, l'Institut d'émission expose la Belgique à payer deux fois, aussi longtemps que circulent les bons des Caisses de Crédit.

Les inconvénients d'une double circulation s'aggravent du fait que les autorités belges ignorent les modalités de l'émission et de la circulation en Belgique des bons de Caisses.

Dans les premiers mois qui suivent la cessation des hostilités en Belgique, la situation de ce pays est très critique. Les usines produisent peu. Les impôts constituent de maigres recettes. On prévoit, pour 1941, une émission nouvelle de signes monétaires de près de 22 milliards de francs belges. La circulation monétaire qui est de 34.841.800.000 francs au 2 janvier 1941, atteint 43.998.200.000 le 25 septembre.

Les émissions de billets belges sont couvertes en partie par la monnaie des Caisses de Crédit.

Du 30 juin 1940 au 31 mars 1941, les dépôts dans les banques belges accusent une augmentation de 5.794 millions de francs belges. Ils évoluent selon un processus de croissance continue, lié à l'expansion de la circulation fiduciaire et combiné avec la contraction des stocks et de l'activité économique générale.

L'abondance de disponibilités est d'autant plus remarquable que l'on ne trouve plus trace de la tendance à thésauriser qui, auparavant, avait porté l'émission de billets bien au-delà de la circulation réalisée dans les affaires.

Les menaces de développement de cette inflation effrayent quelque peu les autorités belges. Elles entre-

prennent et poursuivent leur politique d'assainissement selon les méthodes préconisées par l'économie classique. Mais elles ne peuvent agir efficacement qu'avec une intervention du Reich, et dans la mesure des ressources encore existantes et graduellement dévorées par l'inflation.

FRANCE

Les besoins de notre Gouvernement ne demeurent pas inférieurs à ceux des pays soumis au même sort que le nôtre.

En ne tenant compte que des avances faites par la Banque de France à l'Etat, on remarque une notable augmentation des exigences de ce dernier, dès l'installation des troupes allemandes en territoire occupé.

Le dernier bilan qui précéda l'exode fait apparaître un chiffre de 36 milliards 250 millions de francs alors que le plus fort total des avances faites ou cours de la guerre atteignait, au 29 février 1940, 40 milliards 523 millions de francs. Après un mois et demi de silence, les bilans à nouveau parlent de l'activité de la Banque. Le premier paru, dans cette nouvelle période marquée par l'occupation, accuse un total d'avances de 57.715 millions. Depuis, la montée est à peu près régulière. Elle atteint 136.217 millions de francs à la fin de 1940 dont 72.317.100.000 constituent les avances provisoires sans intérêt consenties à l'Etat en vue du paiement des dépenses d'entretien des troupes occupantes, selon les conventions du 25 août et du 29 octobre 1940.

Les charges supplémentaires qui pèsent ainsi sur le budget français ne se bornent pas au secours de la Banque nationale. On ne recourt aux avances spéciales

que pour les 2/3 du montant des frais d'occupation. Le reste est couvert par les ressources normales de la Trésorerie, c'est-à-dire les recettes budgétaires, les disponibilités des établissements privés, des établissements d'Etat et les souscriptions aux bons du Trésor, selon la répartition ci-après :

	FRAIS D'OCCU- PATION	AVANCES DE LA B. d. F.	DIFFÉRENCES SUPPORTÉES PAR LA TRÉSORERIE
(En millions de francs)			
3 ^e trimestre 1940.....	48.292	46.000	+ 2.292
4 ^e — —	33.322	34.717	— 1.395
1 ^{er} trimestre 1941.....	38.667	19.214	+ 19.453
2 ^e — —	33.119	17.571	+ 15.548
3 ^e — —	34.630	9.159	+ 25.471
Total.....	188.030	126.661	+ 61.369

Les dépenses résultant pour le Trésor de l'occupation sont à elles seules aussi élevées que les dépenses propres de l'Etat. Elles encouragent fortement l'inflation telle que le laisse supposer l'augmentation de la circulation de 56 % en 16 mois (160 milliards en juin 1940, 250 milliards au 4 novembre 1941) et l'accroissement des dépôts d'à peu près 50 %, dans la même période, en partie du fait que toutes les ventes de produits français à l'Allemagne ne sont pas réglées par le clearing.

Les réductions apportées au chiffre de la circulation habituellement provoquées par la liquidation des engagements de fin de mois ne suffisent plus à compenser l'excédent croissant des sorties de billets.

Les nécessités que fait naître, pour la France, l'état

d'occupation, semblent plus nombreuses et plus importantes que dans les autres pays occupés. Plusieurs raisons tendent à expliquer cette différence.

En premier lieu, la pénétration profonde des troupes allemandes, dans notre pays, jusqu'à la demande d'armistice, offre plus de la moitié de notre territoire à l'occupation. Cette partie, à elle seule plus étendue que la Belgique ou que les Pays-Bas entièrement occupés, mobilise, de ce fait, un plus grand nombre d'unités militaires. Il est vrai qu'étant plus étendue, elle dispose aussi de plus de ressources. Mais celles-ci ne compensent pas les charges supplémentaires.

En deuxième lieu, le contingent nécessaire à occuper militairement un pays ennemi, dans lequel les combats ont cessé, est augmenté, pour la France, de troupes destinées à la poursuite de la guerre contre l'Angleterre et contre les Etats-Unis d'Amérique. Il ne peut exister de distinction entre les troupes d'opération et les troupes d'occupation. Les unités constituant les groupes de défense contre avions, par exemple, jouent aussi bien le rôle de « combattants » que « d'occupants ». De même, les soldats installés le long des côtes françaises, répondent aux nécessités de l'occupation, et se tiennent prêts, en même temps, à défendre tout essai de débarquement de leurs ennemis actuels.

La France, par la longueur de ses côtes et par la position de celles-ci au regard de l'Angleterre et des Etats-Unis, doit nécessairement compter plus d'unités occupantes que tout autre pays.

En outre, la France supporte un déficit de clearing (3) de plus de 11 milliards, au 4 novembre 1941.

(3) Clearing franco-allemand.

Ce bref aperçu des nouveaux éléments qui troublent la situation déjà incertaine des finances publiques françaises, donne quelque idée du péril inflationniste dans notre pays. Les procédés techniques utilisés pour retirer la monnaie de guerre de la circulation, en ralliant cette question à celle des frais d'occupation, entraîne des inconvénients du même ordre que ceux déjà constatés en Belgique.

Les modalités du paiement des frais d'occupation répartissent les versements en trois décades mensuelles.

Les paiements périodiques rendent techniquement possible, le remplacement progressif des billets des Reichskreditkassen en circulation, par les billets de banque français. Dès leur réception, les marks sont inscrits à un compte d'attente sur les livres de la Banque de France ou des succursales qui les ont reçus. Puis, une fois par semaine, le Trésor crédite la Banque par le débit du compte « Avances pour frais d'occupation ». On centralise les billets et monnaies, et on les verse à la Reichskreditkasse de Paris ou de Lille. Le montant de leur remboursement est porté au crédit du compte « Avances pour frais d'occupation ».

Mais, comme nous l'avons indiqué dans la première partie de notre travail, la Reichskreditkasse ne prend pas toujours la totalité des billets et monnaies d'occupation qui lui sont remis par la Banque de France. Elle a besoin parfois, selon l'importance de la somme remise, d'un certain délai pour la vérification matérielle, et ne reprend alors qu'une partie de ce qu'on lui présente.

La Banque de France, elle, rembourse immédiatement en francs français, les remises en marks faites à ses guichets, de sorte que le Trésor doit l'indemniser des

pertes causées par le remboursement partiel de la Reichskreditkasse.

Pendant le même temps, le Trésor continue à effectuer en France les versements provisionnels et périodiques pour la couverture des frais d'entretien des troupes d'occupation. Il supporte ainsi deux fois, comme le supporte le Gouvernement belge, la charge des frais qui se fera d'autant plus pesante que le nombre de marks à retirer sera élevé et que la vitesse de retrait sera grande.

Le volume des coupures et pièces des Caisses de Crédit tend à diminuer considérablement, mais on ne peut encore le rendre nul. Tant que la guerre se poursuivra entre le Reich et ses adversaires, les pays déjà occupés verront dans leur circulation, des coupures des Reichskreditkassen. Le cas se produit actuellement (4) en France. On note, dans la circulation monétaire française la présence d'une certaine quantité, (faible, il est vrai), de monnaie d'occupation, introduite par des unités venant de Russie, qui bénéficient d'une permission ou qui sont chargées de mission en France.

Avant que d'adopter cette forme de retrait de la monnaie de guerre, la Reichskreditkasse avait proposé à la Banque de France l'ouverture d'un compte sur ses livres. Ce compte aurait été alimenté par les versements des billets des Caisses de Crédit et par des virements effectués à la suite de réquisitions allemandes.

Mais la Banque ne pouvait accepter. Plusieurs raisons s'y opposaient dont les dispositions de ses statuts (5).

L'accomplissement de sa mission monétaire lui interdit de posséder des soldes créditeurs dans des ban-

(4) Décembre 1941.

(5) RAMON, *Histoire de la Banque de France*. Grasset.

ques établies sur le territoire français. En effet, ces soldes représenteraient, en fait, des avances gratuites. Or celles-ci ne peuvent être consenties qu'à l'Etat. Il va de soi que la Banque ne peut avoir de comptes débiteurs.

L'existence d'un compte « Banque de France » à la Reichskreditkasse risquait de permettre des virements avec d'autres pays occupés sans que l'Office des Changes exerce son contrôle.

Au moment où fut proposée l'ouverture de ce compte, les autorités françaises prévoyaient, avec la disparition prochaine de la monnaie d'occupation, la suppression des Caisses de Crédit en France. Elles redoutaient alors une organisation susceptible d'en prolonger le fonctionnement.

Ces arguments expliquent que, malgré le caractère exceptionnel de l'offrant, la Banque de France refuse l'ouverture d'un compte à son nom sur les livres de la Reichskreditkasse et reste ainsi fidèle aux statuts qui la gouvernent.

SECTION III

Mesures employées contre les tendances inflationnistes

Une première série de dispositions défensives tente d'éliminer la monnaie des Reichskreditkassen de la circulation monétaire nationale. Puis, ces essais ne rencontrant pas des succès immédiats, une deuxième série de dispositions vise à réparer le mal inévitable produit par la double circulation.

Lorsque les banques d'émission eurent repris place et fonctions aux lieux qu'elles avaient abandonnés

momentanément, elles voulurent prouver aux Caisses de Crédit, que dès ce jour, leur activité satisferait les besoins de l'économie du pays.

Crédits et monnaie dispensés par les banques nationales suffisaient aux besoins des indigènes et à ceux des troupes d'occupation. En conséquence, on pouvait procéder au retrait des marks. Afin que les perturbations que la double circulation de monnaie risque d'engendrer soient les moins nuisibles possible, on s'entend avec le Reich sur les méthodes rapides de retrait. La plus prompte consisterait certainement à retirer à la monnaie d'occupation son cours légal. Mais le prestige de cette monnaie s'oppose à une telle mesure.

Les banques d'émission sont invitées par leur gouvernement à ne pas remettre en circulation la monnaie de guerre qu'elles détiennent. Le procédé ne peut donner pleine satisfaction qu'après de longs mois d'application. Il rencontre, parfois, des impossibilités matérielles. Ainsi, en France, le Feldzengstab (parc de campagne) fut dans l'obligation, pour des raisons que nous ignorons, d'adresser à la Banque de France, des demandes d'échange de monnaie française qu'il détenait contre monnaie des Reichskreditkassen qu'il désirait avoir. La Banque dut remettre au service allemand les bons qu'il lui demanda. A cette occasion, la Reichskreditkasse Paris précise que le retrait des coupures n'est définitif que lorsqu'elles ont été versées aux Caisses de Crédit ou prises en charge par elles.

Les mesures prises pour hâter le retrait des marks nous sont connues surtout, en ce qui concerne la France. On suppose que les autres pays occupés, ayant ces mêmes moyens à leur disposition, n'agissent pas très différemment.

Par l'intermédiaire des préfets et des groupements corporatifs qualifiés, le Ministre des Finances demande aux commerçants de ne pas remettre en circulation les marks qu'ils ont eux-mêmes reçus. Les caisses publiques gardent par devers elles, ceux qu'elles acceptent en paiement d'impôts, de taxes, de droits, puis les centralisent à la Banque de France.

L'imperfection des seuls procédés qu'on peut employer à peu près librement, laisse en circulation assez de monnaie de guerre pour que les effets de la double circulation se fassent sentir. La pléthore de signes monétaires accable les pays occupés et les charge de tout le poids d'une lourde inflation. Par la suite, la monnaie de guerre se raréfie, mais il faut encore compter de longs mois pour que n'agissent plus les effets redoutés de la double circulation.

L'action se porte alors contre l'abondance des liquidités. Elle vise la réduction des moyens de paiement. En s'attaquant à l'excès de monnaie nationale en circulation, elle atteint par là même, plus que la contrevaletur des bons de Caisses échangés.

Les moyens dont disposent les gouvernements à cet effet, sont les impôts et les emprunts.

Au Danemark, en Norvège, en Hollande, en Belgique, en France, les services fiscaux redoublent d'activité. La plupart du temps, ils n'élargissent pas le champ de détermination des contribuables ou des matières imposables, car déjà, sous la nécessité de la guerre, les dernières limites ont été atteintes. Ils élèvent les taux de contributions sur les matières qu'ils jugent les plus productives.

Les résultats obtenus à l'étranger sont insuffisamment connus. On apprend seulement à l'occasion de

requêtes adressées à l'Allemagne, que les pays occupés souffrent d'une « fiscalité dévorante ».

Dans les Pays-Bas, on procède à l'augmentation du taux des impôts sur le revenu, sous forme de prélèvement direct sur les salaires. L'impôt progressif sur les salaires s'élève jusqu'à 32 %. Le taux de l'impôt foncier est doublé (6).

A la suite de ces réformes, les impôts directs produisent 65 millions 1/2 contre 49,9 ; et les impôts indirects, y compris l'impôt sur les salaires, l'impôt sur le chiffre d'affaires et les douanes, 41 millions 8 contre 34 millions 7, l'année précédente. Les recettes douanières sont en régression de plus de 7 millions 1/2 de florins.

En France, les recouvrements budgétaires n'apportent pas le remède décisif à l'inflation. Ils paraissent de peu d'importance, comparativement aux progrès de la circulation fiduciaire.

Le tableau ci-dessous, dressé pour les deux mois d'avril et de mai, dans les années qui ont précédé l'occupation, et pour ces mêmes mois, dans la première année de l'occupation, montre la faiblesse du succès obtenu par cette méthode anti-inflationniste.

RECouvreMENTS BUDGETAIRES

(en millions de francs)

	AVRIL	MAI
1938	3.770,7	3.471,6
1939	4.771,6	3.965,3
1940	7.618,7	6.438,5
1941	6.448,2	6.039,6

(6) *Deutsche bergwerks Zeitung*, 28 décembre 1940, « Nouvelles mesures fiscales (traduction) » ; *Der deutsche Volkswirt*, 28 mars 1941, « Monnaie et Crédit en Hollande » (traduction) ; *Währung und wirtschaft*, n° 6, « Monnaie et crédit en Hollande ».

La diminution accusée par les mois de 1941 sur ceux de 1940 provient du rendement inférieur des droits de douane. Sur l'ensemble de l'année, les douanes ont rapporté au Trésor 493 millions 1 en 1941 contre 2.601 millions 8 en 1940.

Les armes dont use l'économie de guerre demeurent au service de l'économie d'occupation. En même temps qu'on renforce la fiscalité, on recourt aux emprunts.

La Hollande lancé, le 29 janvier 1941, un emprunt décennal de 500 millions de florins. Il fixe d'importants fonds liquides. La circulation des billets cesse de progresser. Elle atteint 1.547 millions 1/2 le 17 mars 1941, alors qu'au 3 février 1941, elle était de 1.563 millions, marquant une augmentation de 69 millions sur le chiffre atteint le 2 décembre 1940 et de 994 millions 4 sur la circulation du 6 mai 1940 (7).

Le succès de cet emprunt résulte peut-être des menaces adressées au public, au moment de la souscription. Les autorités se prétendaient décidées, si les souscriptions à cet emprunt 4 % volontaire étaient insuffisantes, à émettre un emprunt forcé 2 1/2 % à 40 ans.

La Belgique, surchargée d'obligations à court terme, se voit en proie aux dangers d'une dette flottante excessive. En moins de 9 mois, elle émet pour près de 5 milliards 1/2 de bons décennaux et quinquennaux.

La France, elle aussi accablée par des emprunts dont le service pèse lourdement sur ses finances, procède à la conversion de titres du Trésor.

L'opération régie par la loi du 24 septembre 1941, procure une ressource immédiate de 8.700 millions à

(7) *Der Deutsche Volkswirt*, 28 mars 1941, « Monnaie et crédit en Hollande » (traduction).

l'Etat. Mais là n'est pas le résultat qui nous intéresse. Il convient de savoir avant tout si le nouvel emprunt de conversion absorbe une partie de signes monétaires supérieure à celle qu'immobilisaient les emprunts antérieurs.

Des renseignements de novembre 1941 nous rassurent à ce sujet. Le montant nominal des titres visés par la conversion était de 18 milliards, 3 milliards 1/2 seulement ont été remboursés. Les nouvelles souscriptions ont atteint 15 milliards 1/2, d'où un montant de 12 milliards qui échappe à la circulation fiduciaire.

L'augmentation des impôts, l'émission des emprunts, ne sont plus les seuls moyens employés contre l'inflation. Le Danemark suit une autre tactique.

La balance de ses paiements avec l'Allemagne s'aggrave de près de 900 millions de couronnes. L'inflation s'accroît. La politique économique du Danemark en limite l'importance par la contraction des avances que la banque nationale a consenties à l'intérieur. Elles tombent au 1/5 du chiffre qu'elles atteignaient auparavant.

Cette mesure ne suffit pas à l'assainissement de la situation financière. Les revendications ouvrières dues à l'augmentation continue du coût de la vie, orientent l'action des autorités danoises vers une revalorisation de la couronne. Elle mettrait obstacle au progrès de l'inflation, en diminuant l'excédent trop élevé des exportations danoises dans les échanges avec l'Allemagne. La dette de celle-ci se montait à 880 millions de couronnes à la fin de 1940. Elle comprend, en plus de l'excédent du compte de clearing en faveur du Danemark, la créance des frais d'occupation s'élevant à une cinquantaine de millions par mois. Dans cette dernière créance est com-

prise le montant des bons et pièces des Caisses de Crédit, retirés de la circulation par le Gouvernement danois.

Toutefois, aucune mesure de revalorisation ne semble encore prise. Les opinions très divisées se montrent, tour à tour, hostiles, puis plus favorables. L'idée d'une union monétaire et douanière avec l'Allemagne, préconisée par le Ministre des Affaires Etrangères, repoussée par le Ministre du Commerce, rencontre une opposition moins marquée et laisse supposer la réalisation du projet de revalorisation (8).

Les actions combinées sur les sources de recettes et sur celles de dépenses donnent les résultats suivants :

Recettes courantes de l'Etat pour l'année 1941-1942 : 522 millions de francs contre 644 millions pour 1940-1941 et contre une recette effective de 641 millions de francs pour l'année qui a pris fin au 31 mars 1940.

Dépenses courantes de l'Etat pour l'année 1941-1942 : 589 millions de francs contre 693 millions pour 1940-1941 et contre 631 millions 5 pour 1939-1940.

Toujours dans le but de diminuer la circulation monétaire, la France essaie de généraliser les moyens de paiement bancaire.

Une loi du 22 octobre 1940 limite les règlements en espèces. Tous les paiements supérieurs à 3.000 francs doivent être faits par chèques barrés, sauf dans deux cas :

1° s'il s'agit de vente ou d'achat d'animaux sur les foires ;

(8) *Frankfurter Zeitung*, 25 janvier 1942 et *Hamburger Fremdenblatt*, 24 janvier 1942, publient que la Banque Nationale de Danemark annonce une revalorisation de la couronne d'environ 8 % à dater du 22 janvier 1942. L'application de cette disposition date du 23 janvier.

Le cours coté à Berlin pour les versements et les billets danois a porté les 100 couronnes danoises de 48 RM 26 à 52 RM 20.

2° si les personnes sont incapables de s'engager.

En outre, tous les commerçants inscrits au registre du commerce doivent se faire ouvrir un compte dans une banque, dans un établissement de crédit ou dans un bureau de chèques postaux.

L'augmentation de dépôts en banque accroît le volume du crédit, accroissement qui, contrairement à celui de la circulation de billets, est considéré comme inoffensif.

Parallèlement à l'usage des divers remèdes contre l'inflation, tous les pays dans lesquels ce mal sévit exercent un contrôle sur les prix intérieurs. La demande excessive provoquée par les disponibilités monétaires des troupes d'occupation donne un élan au niveau des prix que les autorités militaires elles-mêmes ne peuvent réfréner. La taxation intervient aidée par un contrôle plus ou moins rigoureux, entraînant l'appauvrissement du marché surveillé et le développement du marché noir. Un système de sanctions combat, à la fois, les prix supérieurs aux prix taxés des marchandises vendues sur le marché officiel et toutes les transactions effectuées en dehors des conditions du marché officiel (contingemment, tarifs imposés, composition des produits vendus, etc...).

Au Danemark, les commissaires aux prix sont dotés de pouvoirs exceptionnels. Ils connaissent directement de toute infraction au règlement du marché officiel, frappant d'une amende les contrevenants sans en référer aux tribunaux répressifs.

En Norvège, on crée le 12 septembre 1940, un directoire des prix chargé de la taxation et du contrôle. Un tribunal et des juges spéciaux exercent leur compétence uniquement sur ces questions.

Quelle part revient à la double circulation dans ce bouleversement général ? Si on étudie la situation d'un pays que les répercussions de la guerre atteignent fortement, tel que la Suède, mais où la monnaie des Reichskreditkassen n'a pas pénétré, on obtient, pour la circulation fiduciaire, les chiffres suivants :

(en centaines de mille de couronnes suédoises)

1939 Novembre	1.232,3		1940 Avril	1.536,9
— Décembre	1.422,2		— Septembre	1.469,6
1940 Janvier	1.351,4		— Octobre	1.401,9
— Mars	1.341,8		— Novembre	1.343,5
			— Décembre	1.481,8

L'augmentation correspond à la tension politique des rapports entre les pays scandinaves et l'Allemagne. Le chiffre maximum atteint en avril 1940, traduit les inquiétudes d'un pays dont l'Etat voisin est en proie aux attaques victorieuses de l'adversaire. Puis, plus rien n'est publié jusqu'en septembre. A ce moment, la situation internationale connaît une « pause ». La fin de l'année n'enregistre qu'une circulation régressive, alors qu'à cette même époque, les bilans des banques nationales des pays irrigués par la monnaie d'occupation accusent un volume de moyens de paiement sans cesse croissant.

Mais il faut grandement tenir compte des facteurs de troubles engendrés par la guerre et que ne connaît pas la Suède. Les frais d'occupation, les réparations de dommages de guerre pèsent sur l'économie désaxée des pays vaincus ; de sorte que le rythme accéléré de l'accroissement des instruments de paiement ne répond pas, avec précision, à celui des doses de monnaie des Reichskreditkassen injectées dans la circulation. Il en subit l'influence, mais sous une forme tellement complexe qu'on ne peut l'évaluer distinctement.

CHAPITRE IV

CONSEQUENCES BANCAIRES

L'augmentation des disponibilités provoquée par les émissions non limitées des bons de Caisses de Crédit, nuit encore aux banques et aux instituts de crédit.

Si on essaye de développer le crédit aux dépens des paiements en espèces pour enrayer l'inflation, la tâche se montre d'autant plus ardue qu'une abondance exceptionnelle de liquidités tue toute velléité de recourir aux effets de commerce et à l'usage des comptes courants.

Les opérations d'escompte, qui sont pour une banque les opérations les plus productives, n'expriment plus qu'une activité très ralentie. Les producteurs, les commerçants imposent leurs désirs aux acheteurs, puisque les offres sont rares et les demandes nombreuses. Ils préfèrent, dans cette période d'instabilité qui suit l'exode, les paiements comptant et en espèces, aux paiements à terme et par traites. Or, les troupes du Reich payent immédiatement et en monnaie, leurs achats quotidiens. On risquerait donc de les favoriser au détriment des nationaux fidèles à leurs moyens de paiement bancaires.

Une concurrence entre consommateurs ou une certaine contagion chez les acheteurs pousse chacun à payer comptant. La vitesse de circulation s'accélère, augmentant ainsi les dangers que fait courir à un Etat, la seule existence d'une masse monétaire excessive à vitesse de circulation normale.

Les bilans connus des banques nationales d'émission des pays occupés vérifient tous les faits que nous venons de mentionner en ce qui concerne la rareté de l'usage de traites et par conséquent en ce qui concerne la diminution sensible des escomptes :

DANEMARK

(en milliers de couronnes danoises)

Portefeuille d'effets intérieurs

1939	moyenne	22,6
1940	Avril	38
—	Juillet	18,3
—	Août	15,2
—	Septembre	14
—	Octobre	12,7
—	Novembre	11,3
—	Décembre	10,2

HOLLANDE

(en milliers de florins)

Portefeuille commercial hollandais

1939	Janvier	8,4
—	Avril	8,5
1940	Mai (1)	38,7
—	Octobre (1)	7,1 (= 125,1-118)
—	Novembre (1)	6,9 (= 187,9-181)
—	Décembre (1)	6,8 (= 232,8-226)

BELGIQUE

(en milliers de francs belges)

Effets sur la Belgique

1939	Janvier	981,8
—	Avril	1.826
1940	Mai	4.996,3
—	Décembre	950,1

(1) Défalcation faite des bons du Trésor escomptés.

FRANCE

(en milliers de francs)

Effets sur la France

1939	Juillet	4.155,8
—	Septembre	18.227,1
1940	Janvier	4.385,5
—	Juin	12.763,3
—	Octobre	4.455,1
—	Novembre	3.712,7
—	Décembre	3.197,8

Dans les premiers mois qui suivent l'occupation, le chiffre des présentations à l'escompte est encore fort élevé. Il représente l'ensemble des effets souscrits avant que les nouveaux moyens de paiement du Reich fussent introduits. Aussitôt après, les présentations baissent et se chiffrent, dans tous les pays occupés, au-dessous des montants atteints en période de paix.

Mais cette coïncidence ne suffit pas à établir un rapport indiscutable de cause à effet. En même temps que la monnaie de guerre est employée dans les échanges intérieurs des pays occupés, les conséquences d'une défaite militaire s'exercent concurremment dans ces mêmes pays.

L'incertitude du lendemain, le niveau extrêmement mobile des prix, les fluctuations sensibles de toutes les valeurs, poussent chaque individu à ne vivre que du moment présent.

La diminution des escomptes ne provient pas d'un ralentissement des transactions, car plus que jamais, ventes et achats s'effectuent à une cadence rapide, même en dehors du milieu commercial. Un changement dans les conceptions, encouragé par l'abondance des disponibilités, suspend partiellement les recours aux effets de commerce.

En France, l'une des industries des plus actives, tout en demeurant l'objet de nombreuses transactions, ne provoque pratiquement plus d'émissions de traites : les opérations d'escompte de Saumur, qui étaient alimentées surtout par le commerce des vins, deviennent insignifiantes à partir du mois de septembre 1940. Les acheteurs paient comptant, et les vendeurs se trouvent satisfaits de ces nouveaux procédés.

Par contre, les banques et, en particulier, celles dont l'activité se bornait aux opérations d'escompte principalement, expriment leurs inquiétudes. Les sorties de billets des succursales de la Banque de France marquent de plus en plus d'importance, sans qu'on enregistre une augmentation parallèle des soldes créditeurs chez les banquiers. L'abondance des liquidités dessert leurs intérêts. Des maisons de crédit trop modestes, se voient contraintes d'abandonner leurs fonctions.

CHAPITRE V

CONSEQUENCES PROPREMENT ECONOMIQUES

Lorsque, par des déclarations à la presse allemande, les autorités du Reich présentèrent au public la monnaie d'occupation, elles insistèrent sur la clairvoyante distribution de ces nouveaux moyens de paiement.

La limite aux émissions simplement fixées par la satisfaction des besoins des troupes, risquait de reculer insensiblement, peu à peu, tandis que, par sa souplesse, la notion de besoin pouvait s'élargir et donner lieu à des prodigalités néfastes pour l'économie allemande comme pour celle des pays occupés.

On cherche à empêcher que les soldats disposent de sommes élevées (1). Celles-ci leur permettraient de couvrir bien plus que leurs propres frais d'entretien. Ils auraient encore, dotés d'un important pouvoir d'achat, la possibilité d'effectuer des acquisitions nombreuses qui ne sont pas désirables pour trois principales raisons :

1° les marchandises achetées par les soldats allemands seraient pour la plus grande partie des produits dont la consommation est réglementée en Allemagne, et encore libre en pays occupés. Ils expédieraient, sans nul doute, à leurs familles, nombre de ces produits qui échapperaient ainsi au contrôle des organismes de répartition du Reich ;

(1) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

2° des particuliers, employés d'administration, ou soldats allemands, pourraient profiter de leur exceptionnel pouvoir d'achat pour acquérir des marchandises destinées à être revendues sur le marché national allemand. Ils se livreraient ainsi à des actes de commerce international qui échapperaient aux instituts de clearing établis sur accords du Reich avec les pays occupés ;

3° des achats massifs prélèveraient sur les stocks nationaux d'importantes réserves, appauvrissant ainsi les pays occupés et faisant courir au Reich le risque d'avoir à subvenir non seulement aux besoins de sa population, mais encore à ceux de son armée d'occupation et à ceux des indigènes eux-mêmes.

Nous avons déjà vu que les facteurs psychologiques, tels que l'attrait exercé par des produits régionaux, par des marchandises présentées dans un cadre nouveau, sous une forme inhabituelle, tels que le désir d'envoyer à ceux qui sont restés au foyer, des souvenirs d'un passage ou d'un séjour, gagné par la force des armes, désir du conquérant plus violent que celui éprouvé par le touriste au cours d'un de ses voyages à l'étranger, poussèrent les soldats allemands à faire de nombreuses acquisitions dans les magasins des pays occupés.

Il est probable que si leurs soldes avaient été plus importantes, si la monnaie des Reichskreditkassen leur avait été dispensée plus abondamment, ils n'auraient plus senti aucune limite à leurs désirs, et la situation des commerçants aurait été compromise.

Le danger se serait montré d'autant plus grand que, sans souci du lendemain, grisés par le rythme nouveau des transactions et l'augmentation de leur chiffre d'affaires, les commerçants, tout au moins au début de cette

recrudescence, faisaient de la publicité orale pour leurs ventes.

C'est donc en « tenant compte des approvisionnements des pays occupés » (2) que le Reich a pourvu son armée de moyens de paiement.

Les achats au bénéfice de l'armée allemande ne s'effectuent pas par l'intermédiaire de la monnaie de guerre, mais au moyen de réquisitions ou sur la délivrance de chèques tirés sur la Reichskreditkassen.

Cependant l'impulsion de cette intense activité commerciale entre l'Allemagne et les pays occupés a été donnée par la monnaie d'occupation, ne serait-ce que parce que les parités utilisées dans le trafic actuel, sont exactement celles que le Reich fixa pour les bons des Caisses de Crédit.

Ainsi les échanges entre le Danemark et le Reich représentent actuellement, après avoir d'ailleurs subi une diminution, à peu près 80 % du commerce extérieur danois. De juin à août 1941, en raison de la diminution de la production de produits agricoles d'origine animale, on a enregistré une régression de 38 % des exportations danoises de produits agricoles réservés presque intégralement à l'Allemagne ; en valeur, elles ont ainsi fléchi de 45 %, par rapport au chiffre d'il y a deux ans, bien que les prix des articles d'exportation aient presque doublé pendant la même période. Pour les huit premiers mois de 1941, les exportations danoises de produits agricoles n'ont pas atteint, en moyenne, la moitié des quantités de beurre, d'œufs, de viande et d'animaux vivants qui avaient été exportés pendant la période correspondante de l'année précédente.

(2) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

Des institutions de clearing fonctionnent entre chaque pays occupé de l'Ouest et le Reich, exception faite du Luxembourg et de la Hollande, intégrés dans l'espace économique allemand. Les exploitations industrielles et agricoles reçoivent les encouragements de la presse allemande, et parfois des capitalistes allemands. En Norvège, où les industries du bois s'améliorent, les citoyens du Reich achètent des actions aux entreprises renaissantes.

Les marchandises hollandaises circulent librement en direction de l'Allemagne, sans se heurter aux frontières douanières supprimées par une ordonnance du 12 décembre 1940.

Parti de modestes bases édifiées par la monnaie d'occupation aux mains d'unités combattantes, limité aux seuls besoins de consommation des particuliers, le commerce de l'Allemagne avec les pays occupés connaît maintenant un essor de grande envergure. Résultat d'une évolution rapide, il apparaît déjà sous une forme bien définie par des réglementations et des contrôles sévères.

CHAPITRE VI

SUPREMATIE DU REICHSMARK

A la faveur des conquêtes militaires et de la panique des vaincus, les troupes rapides de la Reichsbank, sur les talons de la Wermarcht, s'imposent aux systèmes monétaires des pays désorganisés. Leur règne n'a qu'un temps. Organes auxiliaires, on ne les conçoit que pour combler des lacunes et non pour subsister comme des institutions durables. Bien plus, on ne prévoit en les créant, ni la nature, ni l'ampleur de leurs fonctions. A des fins beaucoup plus modestes les désignent ceux qui président à leur destinée.

Mais les événements les conduisent hors des rangs secondaires qu'elles devaient occuper. Leur mission change d'abord de but. La monnaie des Reichskreditkassen ne remplacera pas la monnaie divisionnaire allemande, mais elle s'expatriera au service de l'Armée victorieuse en Pologne. Maintenant, les opérations militaires se déroulent sur d'autres territoires, elles gagnent une grande partie de l'Europe, n'épargnant que les pays déjà ralliés à l'organisation nouvelle. Et la monnaie de guerre poursuit son épopée dans la voie que lui ouvre définitivement, jusqu'à l'accomplissement total de sa mission, la Wermacht triomphante.

C'est par elle que le Reichsmark se fait connaître, qu'il se rend familier, qu'il habitue les peuples à ses multiples et sous-multiples. Monnaie commune à tous les pays occupés, la monnaie de guerre devient le trait

d'union de diverses unités monétaires. C'est d'après elle que s'ébauchent les premiers rattachements au Reichsmark. Elle est l'exemple le plus frappant, parce que matérialisé et à la portée de toutes les observations, d'une monnaie détachée de l'or. Elle est la transition de la monnaie-or à la monnaie-travail.

Dans le but de reconstruction européenne, l'asservissement de l'économie à la raison et à la volonté des vainqueurs militaires, constitue l'une des fins les plus ardemment poursuivies.

Jusque-là, le marché de Londres donnait le ton aux marchés financiers du monde. La livre, toute-puissante, réglait les multiples évolutions des monnaies admises dans son sillage (1). Le Docteur HOHLFELD, de Cologne, envisageant l'avenir du mark, lui attribue volontiers le rôle joué antérieurement par la livre. Au cours de la rédaction de l'un de ses articles sur le problème monétaire, il s'exprime ainsi : « ... l'Allemagne prend la place de l'Angleterre, le Reichsmark la place de la livre, « les avoirs en Reichsmarks serviraient de couverture « de l'émission aux banques de toute une série de pays « étroitement liés à l'Allemagne. Le Reichsmark serait « la monnaie de base. »

Dès que les relations commerciales purent être réorganisées entre les pays occupés et le Reich, le système de clearing fut à l'honneur. Les règlements s'y font par compensation. La presse allemande souhaite, sans doute avec les autorités allemandes, que tous les comptes y soient établis en une nouvelle monnaie de compensation, puis, elle ajoute que rien ne s'opposerait

(1) Pierre COSTE, *La lutte pour la suprématie. Les grands marchés financiers, Paris, Londres, New-York*. Payot, Paris, 1932.

à ce que le choix de l'instrument de compensation se porte sur une monnaie déjà existante, par exemple le Reichsmark.

Dans les provinces polonaises rattachées au Reich, dans les villes d'Eupen, de Moresnet et de Malmédy, au Luxembourg, en Alsace et en Lorraine, le Reichsmark circule même comme seule monnaie légale. Ainsi son domaine s'étend. Et, là où il n'est pas matériellement, il s'imposerait comme monnaie de compte aux règlements extérieurs par clearing. Les bons de Caisses de Crédit ne pouvaient circuler qu'en pays occupés, l'usage du Reichsmark se répandrait au delà, puisque les institutions de clearing et les règlements par compensation joueraient même entre le Reich et les pays occupés, d'une part, et les pays s'inscrivant dans le nouvel espace économique, d'autre part. Déjà, les échanges hollandais avec la Suède passent par l'intermédiaire de la caisse allemande de compensation. Un compte spécial en marks a été ouvert à Berlin pour le commerce entre la Hollande et la Yougoslavie, le 20 septembre 1940. Le clearing germano-italien a été établi comme base de transactions de paiement avec d'autres pays, de telle façon qu'à l'avenir l'Italie n'ait plus besoin de compenser individuellement avec chacun des pays rattachés (Belgique, Pays-Bas, Norvège, Luxembourg) et que toutes les compensations puissent être faites par l'intermédiaire de Berlin.

Bien plus encore, le Reichsmark, suprême monnaie européenne, doit devenir une devise de valeur mondiale. L'Allemagne n'a jamais interrompu son commerce, très actif jadis, avec les pays d'outre-mer. Le développement des négociations d'acceptations en Reichsmarks pren-

draît ainsi une ampleur comparable seulement à celle que connut la livre dans son apogée.

Ces perspectives s'appuient entre autres, sur une nouvelle affectation de l'or. Une erreur commune et très répandue laisse croire que le Reich a définitivement chassé l'or de ses préoccupations économiques, qu'il en nie la valeur et qu'il se refuse à l'employer dans ses transactions. Bien au contraire, l'Allemagne envisage son intervention, mais elle la limite aux règlements des opérations de commerce international qui l'exigeront.

« Tous les pays intégrés dans le nouvel espace « économique » — et le projet comprend toute l'Europe continentale — « effectueront leurs échanges, sous la « direction vigilante de l'Allemagne, et en fonction de « leurs ressources comptables en Reichsmarks » (2).

La monnaie de guerre met en relief les avantages présentés par une unité monétaire et des moyens de paiement communs à plusieurs nations voisines. Le Reichsmark n'a plus ensuite qu'à s'offrir comme monnaie de compensation.

Déjà, les bons des Caisses de Crédit du Reich, libellés en marks, sont reliés aux monnaies nationales par des rapports fixes. Le Reich maintient ses rapports. S'il les modifie, ce n'est que rarement et sous la pression de conditions nouvelles et impérieuses. De toutes façons, il fixe des parités valables pour de longues périodes. Ces parités sont applicables aux échanges commerciaux entre le Reich et les pays qu'il occupe. En même temps, elles sont encore utilisées dans les opérations de compensation. Puis, d'autres pays, non belligérants, prennent leur place dans la nouvelle organisation. Des rap-

(2) KRETZSCHMANN, *Bank-Archiv*, 1^{er} janvier 1941.

ports fixes les relient au mark, de sorte que toutes ces monnaies sont échangeables entre elles à des cours fixes, et qu'en principe, les spéculateurs doivent abandonner ce champ d'action.

Du Reichsmark semble donc dépendre le sort des monnaies européennes. La valeur du Reichsmark réside, bien entendu, comme celle de toute autre monnaie, dans la confiance qu'on lui porte. Cette confiance ne peut plus reposer sur l'or que représente le Reichsmark, mais seulement sur son pouvoir d'achat conventionnel. Toute la valeur du Reichsmark est dans le fait qu'elle donne droit, à tout moment, à des produits susceptibles d'être livrés. Cela suppose une exportation très importante, qui devrait être assurée tout en faisant face à des besoins intérieurs considérables, exportation nécessaire pour assurer au Reichsmark la couverture économique dont il a besoin. On voit toutes les conséquences qu'entraîne, pour les pays inscrits dans l'ordre européen tel que l'édifie l'Allemagne, l'étroite solidarité des monnaies nationales avec le Reichsmark.

La monnaie-travail l'emporte. Déjà, la monnaie-or s'est vue remplacée par la monnaie de troupe. Le public se trouve ainsi mieux préparé à une nouvelle substitution, tandis que le Reichsmark prend le rang de monnaie dirigeante et que les participants au système de paiement multilatéral passent par la centrale de clearing allemande. Dans les banques nationales de plusieurs pays occupés, la monnaie de guerre retirée de la circulation figure au bilan en contre-partie de l'émission des billets nationaux. Des valeurs allemandes constituent des éléments de couverture.

Les autorités du Reich envisagent sous les meilleurs aspects les conséquences de ce nouvel état de fait. Elles

y distinguent une série de points de départ pour leur vaste plan de collaboration économique.

La brèche produite par l'irruption soudaine des troupes rapides de la Reichsbank dans l'économie des pays occupés affaiblis, laisse pénétrer une influence allemande sans cesse grandissante. Déjà, des barrières tombent. La Hollande n'oppose plus de frontières douanières à son commerce avec le Reich. D'autres pays attendent les résultats de pourparlers, de conventions qui tendent tous à resserrer les liens de solidarité des nations européennes avec l'Allemagne.

Dans l'œuvre gigantesque que le Reich veut poursuivre, la monnaie d'occupation semble jouer un rôle modeste. Mais par les conséquences morales et psychologiques qu'entraînent sa création et son activité, quelle que soit l'issue de la politique allemande, elle est en droit de revendiquer les hommages qui reviennent au détachement précurseur dans le parfait accomplissement de sa tâche.

TROISIEME PARTIE

**ETUDE JURIDIQUE
DE LA MONNAIE D'OCCUPATION**

CHAPITRE PRELIMINAIRE

En présence de ce fait monétaire, diverses questions surgissent tendant à déterminer sa place dans l'évolution de la monnaie. Parmi tous les phénomènes de cet ordre déjà connus, quels sont ceux ou celui qui semblent les plus susceptibles de rapprochements, les plus propres à faciliter par des études comparatives, l'analyse juridique de la monnaie d'occupation, quels sont ceux qui permettent d'en établir la nature.

Il ne faut pas oublier, en cette matière, que les troupes rapides de la Reichsbank ont un caractère militaire, qu'elles sont nées de la guerre, que, le plus souvent, l'Allemagne victorieuse les impose aux habitants des territoires occupés par son armée. Elles ne sont donc pas que monnaie, mais encore et surtout, monnaie de guerre.

C'est donc parmi les institutions de guerre de caractère monétaire que nous devons pousser nos recherches.

Il est vraisemblable que le terrain le plus propice est celui qu'afflige une pénurie de monnaie, bien que cet état ne se présente pas comme une condition indispensable. Les avantages d'une circulation uniforme opposée à la diversité des pays traversés ou occupés suffiraient à expliquer la présence d'une monnaie unique imposée par le vainqueur aux vaincus.

A la fin du iv^e siècle, alors que les Romains poursuivaient la consécration de leur prestige en Gaule, des fabriques ambulantes approvisionnaient les armées selon leurs besoins (1). Ancêtres lointains des Caisses de

(1) L. BAUDIN, *Histoire des doctrines économiques*. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1935-1936.

Crédit, ces distributeurs de pouvoir d'achat limitaient leurs prodigalités aux besoins des troupes. Ils étaient d'autant plus disposés à respecter ce principe que la monnaie, alors distribuée, consistait en pièces d'or !

Durant la guerre mondiale, 1914-1918, le commandement allemand avait émis des signes monétaires spéciaux qui, de même que la monnaie des Reichskreditkassen dans la guerre actuelle, sont peu à peu devenus une monnaie militaire. Ils circulaient dans la partie de l'ancienne Pologne russe occupée à ce moment par l'Allemagne. La Caisse des Prêts de l'Est de Kovno fondée en 1916 et la Caisse polonaise des Prêts de Varsovie continuèrent à émettre cette monnaie : oberostgeld et kriegsgeld, pour les territoires désignés par l'Allemagne pendant une bonne partie de la guerre (2).

Mais ce cas demeure isolé, à l'époque. Le besoin de numéraire n'était pas tel d'ailleurs qu'il convienne de prendre immédiatement des mesures semblables à celles qu'exige le caractère de la guerre actuelle. Ni l'avance des armées ennemies, ni l'exode des populations ne s'effectuaient à un rythme aussi accéléré, touchant une masse aussi imposante d'individus.

La guerre de tranchées immobilisait les troupes allemandes et limitait ainsi les terres d'occupation, de sorte que la circulation en pays étranger de monnaies allemandes ne pouvait troubler sensiblement, par son peu d'importance, l'équilibre monétaire de l'Empire.

Jadis et la plupart du temps, les habitants du pays ennemi occupé fournissaient marchandises et services sans aucune indemnité. Au XIX^e siècle, de nouvelles conceptions juridiques reprouvent les anciennes pratiques.

(2) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

Puis en 1907, une annexe à la deuxième Convention de la Conférence de la Paix règle les lois et coutumes de la guerre sur terre et consacre les résultats de cette évolution spirituelle. L'article 52 dispose que les prestations en nature seront, soit payées au comptant, soit rendues sur reçus les constatant et s'engageant à effectuer le paiement le plus tôt possible. Rien de spécial n'est prévu pour la rétribution des services. Pratiquement, ils étaient payés, pendant la Grande Guerre, en monnaie allemande ou en monnaie belge émise par la Banque nationale de Belgique sur ordre des autorités allemandes pour pallier le manque de numéraire (3).

(3) BOSQUET, *La circulation fiduciaire sous l'occupation allemande*. Paris, 1926.

CHAPITRE PREMIER

LES REQUISITIONS

L'émission de la monnaie de guerre semble succéder aux procédés de réquisition, sans toutefois en provoquer l'abandon complet. Les frais importants contractés par les troupes pour des fins collectives, tels que les frais de logement d'une unité, les frais d'acquisitions massives de denrées alimentaires ou de matières premières sont couverts le plus souvent par des bons de réquisition.

Quels liens de parenté peut-on découvrir entre la monnaie des Caisses de Crédit et les bons de réquisition? Dans quelle mesure peut-on comparer la nature de ces deux institutions ?

L'article 46 de l'annexe à la deuxième Conférence de la Paix de 1907 pose le principe de l'inviolabilité de la propriété privée :

« L'honneur et les droits de la famille, la vie des
« individus et la propriété privée, ainsi que les convic-
« tions religieuses et l'exercice des cultes doivent être
« respectés.

« La propriété privée ne peut pas être confisquée. »

Deux atteintes exceptionnelles à la propriété privée découlent des autres dispositions du texte : les réquisitions et les contributions.

On considère les réquisitions comme une nécessité militaire. Elles sont commandées par le besoin d'assurer aux troupes d'occupation les vivres, le logement, les moyens de transport. Le droit international les limite aux besoins de l'armée d'occupation. En outre, elles ne

sont reconnues par lui que dans la mesure où elles ne privent pas les indigènes de leurs ressources indispensables et dans la mesure où elles donnent effectivement lieu à indemnités.

Les réquisitions, dites économiques par opposition aux réquisitions opérées pour les besoins directs des troupes d'occupation, sont affectées en principe aux besoins futurs de ces mêmes troupes. Elles font l'objet, les unes et les autres, d'indemnités semblables.

En France, celles-ci, toutefois, obéissent à des règles particulières lorsqu'elles s'appliquent à des réquisitions effectuées au titre du logement et du cantonnement. Elles sont payées directement par l'Etat français sur présentation d'un ordre de réquisition délivré par les autorités allemandes. Les autres indemnités doivent être réclamées par les détenteurs de bons ou de reçus auprès de la Préfecture du département du lieu de la réquisition, soit directement, soit par l'intermédiaire de la mairie de la résidence du prestataire. Lorsque des réquisitions n'ont pas donné lieu à délivrance de bon ou de reçu, les demandes d'indemnité sont précédées de déclarations sous serment qui, aux termes du décret du 16 février 1942, pourront être faites, au choix des intéressés, soit devant le juge de paix du lieu de la réquisition, soit devant celui de la résidence (1).

Le paiement de ces réquisitions se fait pour le compte des autorités allemandes, mais il vient aussitôt gonfler le poste des frais d'occupation et pèse enfin de tout son poids sur le budget français.

(1) Réquisitions effectuées pendant l'occupation actuelle, réglementées par : Décret du 22 août 1941, *Journal Officiel*, 18 septembre 1941; et Ordonnance « der. Militärbefehlshaber in Frankreich » du 31 janvier 1942 au *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete*, n° 52; 3 février 1942.

La situation est sans doute différente au Danemark et dans les pays occupés ou traversés par les troupes allemandes qui n'ont pas été en lutte avec le Reich et qui ne sont pas considérés comme responsables des frais d'occupation. Le Danemark ne fait que l'avance des frais d'entretien des troupes occupantes et possède ainsi une créance sur le Reich qui s'accroît en proportion des dépenses de l'armée.

Les titres de réquisition ne peuvent être utilisés de la même façon que les billets au porteur et s'opposent par là aux instruments monétaires. Ils sont nominatifs. Le détenteur ne peut en recevoir la contrepartie que dans les modalités et aux époques prévues par l'administration occupante ou nationale. Il n'y a d'ailleurs aucune unité dans les règlements de ces titres.

Parfois, le temps écoulé entre la délivrance du titre et l'indemnisation reste assez long. On ne décide du remboursement que quelques mois ou quelques jours à l'avance.

La diversité des modes de paiement des réquisitions ne joue pas que dans le temps, elle intervient encore dans la nature des prestations à indemniser (modes spéciaux aux cantonnement et logement), elle peut être en rapport avec la diversité des lieux où s'exercent les droits de l'occupant. Chaque commune, chaque circonscription, chaque centre local de l'administration militaire peut prendre des dispositions de détail différentes, pourvu qu'elles demeurent dans le cadre des grands principes imposés par l'occupant ou admis ou proposés par les autorités nationales. Ainsi le paiement des réquisitions allemandes opérées depuis le 25 juin 1940 en zone occupée française se règle en vertu d'accords inter-

venus entre le commandant militaire en France et le Gouvernement français.

Les seuls caractères communs qui permettent une comparaison des titres de réquisition avec la monnaie d'occupation réside dans la fin poursuivie par les réquisitions. Celles-ci tendent à assurer la vie matérielle des troupes victorieuses sur le territoire de l'adversaire.

Or l'ordonnance qui donna cours légal aux bons et pièces des Caisses de Crédit et qui les jeta dans les multiples circulations monétaires européennes, déterminant les fonctions particulières que ce moyen de paiement devait remplir, fixa :

« ...approvisionner les troupes et les autorités administratives allemandes au Danemark, en Norvège... de
« moyens de paiement... »

Il s'agit, comme pour les réquisitions, d'une institution de guerre dont l'impulsion est donnée par l'occupant à son propre bénéfice et dans le but d'assurer ses moyens d'existence. Que l'ordre de livrer la marchandise se fasse avant le dédommagement à l'ancien propriétaire ou que les deux opérations soient menées simultanément, on se trouve en présence de deux moyens poursuivant un but unique : répondre aux besoins matériels de l'armée d'occupation.

Les autorités allemandes qui comparent volontiers les services rendus par l'une et l'autre des deux méthodes tiennent la seconde comme le résultat d'une évolution heureuse des idées et des pratiques (2). On a vu, en effet, pendant la guerre 1914-1918, les risques d'un usage trop répandu des réquisitions. Le danger réside naturellement dans le délai qui s'écoule entre la livrai-

(2) Alexander CARAVIAS, *Bank-Archiv*, 15 avril 1941.

son de l'objet de réquisition et le paiement de cet objet. Lorsque l'occupant est en outre le vainqueur à la signature du traité de paix, le gouvernement vaincu a confirmation de ses dettes envers ses administrés, sans recours contre l'occupant. Mais lorsque, comme à la fin de l'avant-dernière guerre, celui-ci se voit contraint de dédommager les pays occupés, il y a peu de chance pour que les répercussions désastreuses d'une défaite dans les finances et l'économie d'un Etat, lui laisse encore les possibilités de s'exécuter.

Si le gouvernement détenteur des titres de réquisition considère comme un devoir de dédommager ses ressortissants, il doit alors supporter, sans grand espoir d'un allègement, le poids de son nouvel endettement. Les ressortissants, eux-mêmes, ne sont pas à l'abri de tout danger. Ils ont pu imprudemment livrer la marchandise sur ordre simplement verbal et malgré les dispositions légales concernant ce cas particulier et attribuant une valeur au serment du requérant, ils risquent de se heurter à de grandes difficultés lorsqu'ils exigeront leur remboursement.

Avec la monnaie de guerre la situation s'éclaire. Tout se passe comme s'il y avait réquisition payée comptant, avec la différence que l'occupant n'est pas obligé de se procurer de la monnaie du pays. Un nouveau progrès est accompli. Non seulement les gouvernements des pays occupés redoutent moins la charge d'une dette si, en définitive, elle ne doit pas leur incomber — les indigènes ne risquent pas d'être frustrés de la valeur pécuniaire de leurs marchandises ou de ne pouvoir en disposer immédiatement puisqu'ils sont payés au moment de la livraison — mais encore l'armée d'occu-

pation acquiert plus facilement et plus rapidement tout ce qui lui est nécessaire. Elle n'est plus dans l'obligation de se procurer de la monnaie nationale pour des réquisitions payées comptant et elle dispose de plus d'indépendance et d'autonomie que si elle devait attendre la signature d'autorités compétentes pour faire un usage régulier des ordres de réquisition.

La coexistence de ces deux pratiques destinées à couvrir les besoins des troupes d'occupation laisse aux sujets du Reich la jouissance de leurs avantages respectifs. Si la monnaie de guerre présente de grands avantages pour les soldats, le procédé des réquisitions répond mieux aux nécessités collectives.

Parentes par le but qu'elles doivent atteindre, ces deux institutions se rapprochent encore par le règlement final des obligations qu'elles imposent aux pays occupés. C'est le pays occupé, s'il est définitivement vaincu, qui supporte les frais des réquisitions, c'est encore ce même pays qui doit absorber la monnaie de guerre confondue pratiquement et en partie aux frais d'occupation. On se souvient, en effet, que la Banque de France est chargée, au nom du Gouvernement français, « d'acheter » la monnaie des Reichskreditkassen remise à ses guichets et d'en porter le montant au titre des frais d'occupation. Ceux-ci réglés, jusqu'à maintenant, sous forme d'avances, ne seront connus qu'au traité de paix. Ils devront normalement être diminués du montant de la monnaie de guerre reprise par la Banque et remise à la Reichskreditkasse. Mais on voit toute l'incertitude qui subsiste sur l'attribution possible et finale de cette nouvelle dette.

Ce parallèle brièvement tracé entre la monnaie d'occupation et les titres de réquisition ne doit pas faire

perdre de vue les différences qui les opposent. Les bons et pièces des Reichskreditkassen sont avant tout une monnaie, tandis que les titres de réquisition n'en possèdent aucun des caractères. Le fait qu'ils ne soient pas endossables limite leur usage à deux parties : le propriétaire de la marchandise et l'acquéreur. En outre, ils donnent lieu à une réglementation compliquée dont s'empare l'administration, de sorte que s'ils assurent l'approvisionnement de l'occupant, ils sont encore loin de rendre les mêmes services que la monnaie de guerre qui, par sa circulation facile, remplace les monnaies nationales ou les complète et donne une accélération sensible aux transactions quotidiennes.

CHAPITRE II

LES CONTRIBUTIONS PECUNIAIRES COLLECTIVES

Alors que les peuples se livraient encore à des luttes sanglantes, ne subissaient encore aucune pression des principes humanitaires, les vainqueurs avaient coutume — et c'était là le but de leurs combats — d'entrer en possession de tous les biens dérobés à un ennemi plus faible. Puis un germe de morale internationale réprouva les pillages. Pourtant les vainqueurs ne pouvaient renoncer à des avantages que la force leur conférait; ils acceptèrent donc parfois de racheter aux vaincus ce droit de pillage. Chaque habitant du pays soumis devait collaborer à l'offrande faite à l'occupant. Lorsque ce rachat se fit en monnaie, il devint contribution pécuniaire collective.

Loin de reposer sur les mêmes justifications que les réquisitions ou la monnaie de guerre, qui répondent aux besoins de l'approvisionnement des troupes, cette contribution ne dépend que de l'arbitraire du vainqueur. Elle est un moyen commode pour lui de se procurer des subsides; elle peut remplacer par exemple certains impôts difficiles à percevoir. Toutefois, et le plus souvent, elle prend caractère de sanction collective. Elle est infligée à un groupement dont l'un des membres anonyme est accusé de manœuvres hostiles contre le vainqueur. Les contributions pécuniaires collectives frappent non plus l'Etat, mais de petites circonscriptions telles

que les communes en France. Il ne s'agit plus de peser sur le budget de l'Etat, mais bien directement sur celui de chacun des particuliers atteint par la sanction générale.

Les différences entre les deux institutions : monnaie de guerre et contribution pécuniaire collective, semblent plus nombreuses que celles qui séparent la monnaie de guerre des réquisitions. Dans ce cas nouveau, il n'est même plus question d'approvisionner les troupes et de prélever de quoi subvenir à leurs besoins, on procède à un prélèvement pécuniaire dans le seul but de punir la population coupable et d'obtenir des dédommagements pour le mal que l'un de ses éléments a causé. Superficiellement même, monnaie de guerre et contribution pécuniaire collective provoquent dans la circulation deux phénomènes opposés. L'une accroît la quantité d'instruments de paiement, l'autre la diminue. L'intérêt du rapprochement apparaît du fait que l'introduction de papier monnaie dans la circulation d'un pays étranger constitue une sorte d'emprunt forcé et rappelle ainsi la contribution pécuniaire collective.

Au lieu de toucher un groupe d'individus, elle affecte le pays entier, mais elle reste suivie des conséquences partiellement semblables sur l'économie du pays occupé : lourdes charges pesant sur les budgets dont, dans l'un des cas, les dépenses sont augmentées par le rachat de la monnaie de guerre, dans l'autre cas, les recettes diminuées du fait que la contribution pécuniaire collective attaque le patrimoine individuel et donne ainsi moins de prise à l'impôt.

Ces deux phénomènes sont d'ailleurs très proches si l'on en pousse plus avant l'analyse. L'augmentation des dépenses due à l'absorption de la monnaie des

Reichskreditkassen, s'équilibre par un accroissement des recettes et, le plus souvent, des impôts. Le particulier, que ce soit en vue de payer la contribution pécuniaire collective, ou que ce soit dans le but de participer au rachat de la monnaie de guerre, supporte de toutes façons des obligations fiscales plus astreignantes qui ralentissent l'activité économique du pays occupé, et, par là, diminuent les ressources imposables, créant un cycle de causes et d'effets prompt à provoquer des désordres financiers.

L'expérience allemande de l'après-guerre 1914-1918, ne laisse plus aucun doute sur les résultats d'engagements trop lourds supportés par un pays vaincu. Il est clair que les contributions pécuniaires collectives fréquemment répétées, nécessiteraient, par la suite, une augmentation du pouvoir d'achat de la masse et provoqueraient l'inflation au même titre que la circulation abondante et prolongée de la monnaie d'occupation.

Qu'un Etat vainqueur prélève sur la bourse du particulier des sommes importantes ou qu'il gonfle la circulation monétaire du pays occupé sans donner une impulsion parallèle à sa contrepartie, les perturbations engendrées sont de même nature. Cette constatation ne peut toutefois engager à une assimilation des deux pratiques, elle les laisse simplement classer avec les réquisitions du fait de l'occupant, dans l'ensemble des mesures de guerre prises par les autorités d'occupation pour se procurer, sur le territoire occupé, les biens nécessaires à leur vie matérielle.

La contribution pécuniaire collective se montre le procédé le moins précieux. Elle ne joue qu'à titre de sanction, et son emploi, en conséquence, ne peut jamais être très répandu ni d'un rendement suffisant.

CHAPITRE III

LES ASSIGNATS

Au moment où la Révolution française laisse percer les premières manifestations de son règne orageux, les finances publiques affaiblies par les fastes royaux, les guerres successives, les désastres militaires, apparaissent comme un facteur particulier des perturbations intérieures, envenimant les effets du mécontentement de source politique et sociale. Pour beaucoup, elles sont même la cause immédiate de la Révolution. Les mesures prises pour les épurer ne sont donc pas des mesures de guerre, mais bien tendant à écarter les menaces de guerre. Elles ne sont pas une adaptation provisoire de la situation financière aux nouvelles conditions nées de l'état de guerre, mais des remèdes apportés, dans le but de les neutraliser, aux causes néfastes susceptibles d'engendrer cet état de guerre.

Il semble donc que les émissions d'assignats ne méritent pas d'être rapprochées de la monnaie d'occupation qui est bien, elle, une mesure de guerre. Cependant, les troubles s'accroissant dans la population, l'émeute grandissant à Paris, gagnant la province, il est trop tard pour freiner les luttes sanglantes. Les troubles financiers ne sont pas seuls en cause. Des idées-forces poussent maintenant la foule à la révolte. De nouvelles émissions d'assignats lancées à ce moment-là répondent alors à la nécessité et non plus aux besoins d'une expérience. Elles sont déterminées par les conditions du moment et se

succèdent de plus en plus nombreuses, de plus en plus importantes. C'est alors qu'elles remplissent le rôle d'une mesure de guerre, mais déjà différente de la monnaie d'occupation en ce sens qu'elles émanent des autorités nationales pour satisfaire les besoins intérieurs.

Jusqu'en avril 1790, les assignats n'avaient pas le pouvoir libérateur. Ils étaient souscrits par les particuliers, puis utilisés par eux, pour l'achat des biens nationaux. Ceux-ci, composés des domaines de la Couronne et du Clergé, après confiscation, devenaient la propriété de l'Etat dirigé par le nouveau gouvernement. L'Assemblée Constituante devait faire face à de nouvelles dettes. Elle avait aboli les servitudes, mais prodiguait des indemnités en compensation des intérêts que ces servitudes représentaient. Un emprunt qui venait d'être lancé était loin de répondre à ce qu'on attendait de lui. Les biens nationaux constituaient la dernière ressource du gouvernement, mais leur mise en vente immédiate et globale les eût dépréciés, de sorte qu'on eut recours aux assignats, billets de 1.000 livres chacun, portant intérêt de 5 %, et que l'Etat devait accepter au fur et à mesure des acquisitions des domaines confisqués.

Ce fut par un mémoire du 14 novembre 1789, lu à l'Assemblée, que NECKER proposa de demander une avance à la Caisse d'Escompte de 170 millions, pour couvrir les déficits budgétaires de 1789 et de 1790. Cette avance lui serait remboursée au moyen de fonds extraordinaires provenant de la contribution patriotique et du prix des biens du domaine et du clergé. Une caisse dite « de l'extraordinaire » aurait pour mission d'effectuer ces ventes. L'impopularité de NECKER empêcha qu'il fût donné suite à son projet. Mais les discussions succes-

sives sur le redressement des finances publiques ne faisant qu'aggraver les troubles alors existants, l'Assemblée chargea une Commission composée de dix de ses membres, d'examiner un dernier projet qu'elle venait d'élaborer et de le fondre, au besoin, avec celui de NECKER.

Deux décrets furent votés les 19 et 21 décembre 1789. La Caisse de l'extraordinaire fut instituée selon les propositions de NECKER pour remplir les fonctions qu'il avait prévues. Des assignats furent émis sans qu'on ait procédé encore à la vente des biens nationaux. Leur montant, toutefois, avait été calculé sur des déficits temporaires. On espérait beaucoup dans les impôts de 1790. Mais les charges trop pesantes des années précédentes avaient épuisé les ressources imposables des individus. La mauvaise organisation de l'administration ne conduisait que très lentement et avec retard les contributions directes et indirectes aux Caisses de l'Etat. Enfin, la mauvaise volonté de chacun et le manque d'expérience de l'Assemblée précipitèrent l'anarchie financière.

Le manque de numéraire dont la France entière souffrait, fit naître peu à peu le désir de plus en plus répandu d'un papier-monnaie que l'Etat émettrait, en rapport avec les besoins du pays. Le 10 mars 1790, BAILLY, maire de Paris, vint proposer à l'Assemblée de vendre à la ville et aux municipalités qui en feraient la demande, 400 millions de biens nationaux dont on avait déjà décrété l'aliénation. Il écartait ainsi les dangers de dépréciation qu'auraient fait courir des ventes nombreuses aux enchères. Un décret du 17 mars accorda satisfaction à la proposition de BAILLY. C'était aux municipalités, ainsi propriétaires, d'émettre des billets. Elles

devaient revendre aux plus offrants et au moins au prix d'acquisition, les biens achetés par elles.

Mais la garantie présentée par les municipalités ruinées ne pouvait attirer la confiance des particuliers, ni assurer le plein succès de ces nouvelles méthodes. En avril 1790, fut alors décidée la dépossession effective du clergé et l'octroi du cours forcé aux assignats. Le 14 mai fut rendu le décret fondamental (1) sur la vente des biens nationaux. Afin d'attirer les acquéreurs, de grandes facilités de paiement leur étaient offertes, prévoyant jusqu'à douze versements égaux en douze ans. Mais les besoins des finances publiques ne pouvaient attendre les résultats de la totalité des ventes, ni la libération complète des débiteurs. On procéda à une évaluation anticipée et approximative pour s'autoriser à effectuer de nouvelles émissions d'assignats qui ne seraient pas fatales, pensait-on, au crédit de ce papier. Le décret du 29 septembre 1790, pris après beaucoup d'hésitations, accorda une émission de 800 millions à cours forcé et sans intérêts, qui devait, en principe, avec les 400 millions précédemment émis à intérêts, rembourser une somme égale de la dette constituée de l'Etat et du Clergé. Pour éteindre cette nouvelle dette, il faudrait encore des assignats.

La Constituante, entraînée dans le cycle fatal, procéda à des émissions successives dont les montants s'accroissaient. Elle dut abréger les délais accordés aux acquéreurs des biens nationaux pour leurs paiements. On ne connaissait ni la valeur de la dette qui accablait le pays, ni celle du gage des assignats, et on émettait

(1) MARJON, *Histoire financière de la France depuis 1715*. Tome 2, 1789-1792. Rousseau et Cie, Paris, 1919.

toujours de nouveaux billets dont le public doutait de plus en plus (2).

Une inflation intense sévit ; les sanctions les plus sévères furent prises contre ceux qui refusaient ou escomptaient les assignats, lors d'une transaction, contre ceux qui différenciaient espèces et assignats. La loi du maximum consacra l'idée d'une taxation de prix. Puis, on interdit de traiter les affaires commerciales en espèces. A la mort de ROBESPIERRE, la situation se détendit, la loi du maximum fut abrogée, les espèces furent pratiquement utilisées, et les assignats jetés dans la circulation sous un abondant volume se déprécièrent jusqu'à 1/15 de leur valeur nominale, en juin 1795. La Convention se préoccupa de leur retrait, mais elle ne sut accepter définitivement aucun des projets qui lui étaient soumis. Pendant ce temps, les espèces reprenaient leur fonction et, peu à peu, les assignats ne furent plus qu'objet de spéculation. Afin d'arrêter leur dépréciation régulière on les racheta par des « Mandats territoriaux » qui devaient donner le droit d'obtenir des terres, alors que l'assignat avait perdu pratiquement cette qualité. Le Gouvernement ne put tenir sa promesse. Les Mandats furent alors acceptés en paiement d'impôts. Une grande quantité d'assignats resta donc en circulation jusqu'à démonétisation générale du papier monnaie, en février 1797 (3).

Un rapprochement entre la monnaie d'occupation et les assignats se montre bien téméraire, après cet historique brièvement tracé. Les assignats sont les résul-

(2) MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*. Tome 2, 1789-1792. Rousseau et Cie, Paris, 1919.

(3) HAWTREY, *La Circulation monétaire et le crédit* (Traduction). Sirey, 1936.

tats d'expériences financières successives, suites de tâtonnements, d'indécisions et de hardiesses de gouvernements jeunes, idéologues et sans connaissance de la chose publique.

Différente se montre la nature de leurs sources d'émission, différents aussi leurs droits, leurs caractères et leur portée.

La couverture représentée par les biens nationaux ne gardait pas une valeur fixe. Elle ne constituait pas un élément stable susceptible de freiner le gonflement progressif des émissions d'assignats, mais elle en épousait au contraire les nouveaux contours, augmentant ou diminuant de valeur selon que l'assignat se dépréciait ou se réévaluait, à la suite des événements politiques ou des exigences du budget.

La monnaie de guerre garantie par des valeurs connues des autorités du Reich, ne connaît pas de limites à ses émissions, mais elle est protégée des dangers de fluctuations trop capricieuses par des séries de mesures tendant à perfectionner l'institution de ce papier-monnaie spécial. A la lumière de l'histoire et des expériences passées, il est aisé d'édifier un système qui ne réédite pas les anciennes erreurs. Fixation rigide des parités officielles, contrôle des changes intransigeant, sanctions impitoyables contre les spéculateurs, enfin disparition presque totale des espèces, constituent les éléments et les conditions de perfectionnement d'un système dont le maniement difficile n'a pas échappé au Gouvernement allemand.

CHAPITRE IV

DU DROIT DE BATTRE MONNAIE

Les mesures de guerre prises en vue de l'approvisionnement en moyens de paiement ou en marchandises nécessaires à la vie matérielle des troupes circulant en territoire étranger, ne laissaient pas présager jusqu'à septembre 1939, l'avènement de la monnaie d'occupation.

Le précédent de 1914, pratiqué en Pologne, était encore tellement loin des billets des Reichskreditkassen et sa vie avait été aussi courte, qu'on ne pouvait voir en lui le prélude d'une institution d'une telle envergure. Il reste bien les pratiques romaines dont nous avons parlé précédemment, qui introduisaient dans la Gaule, au fur et à mesure des conquêtes, la monnaie des fabriques ambulantes qui suivaient les armées pour les approvisionner selon leurs besoins, mais cette monnaie, de métal précieux, était frappée à l'effigie de l'Empereur et ne constituait pas une monnaie spéciale affectée aux transactions en pays occupé. Elle avait cours à Rome aussi bien que les pièces émises dans cette ville. Là encore on est donc très loin de la monnaie de guerre actuelle.

Parmi tous les éléments nouveaux que celle-ci apporte aux conceptions et aux faits monétaires déjà connus, il en est un qui particularise très nettement les billets et pièces des Caisses de Crédit. Non seulement il ne se retrouve pas dans les institutions anciennes, mais encore paraît en contradiction formelle avec les principes juridiques dégagés de l'expérience passée. C'est

celui que constitue son émission par un pays étranger.

L'émission de la monnaie est une prérogative nationale. A Rome elle dépendait des Empereurs qui avaient substitué leurs noms à celui des monnayeurs. En Gaule, elle s'introduit à la faveur des conquêtes romaines, se mêlant à la monnaie de nos ancêtres qui était insuffisante à parer aux besoins les plus urgents des troupes envahissantes. La Gaule devient province romaine, il est donc naturel que la monnaie de l'Empereur y circule (1).

Les pays occupés par les soldats du Reich ne se trouvent pas dans le même état de subordination. Le Danemark, certaines provinces italiennes, la Roumanie, la Hongrie qui n'ont pas combattu contre l'Allemagne, ont dû cependant accepter le cours légal de la monnaie d'occupation, en vertu des nécessités des opérations militaires. Ces Etats n'en conservent pas moins leur intégrité et leur indépendance, soumis simplement au Reich par des engagements conventionnels. Les autres puissances dépassées et vaincues ne seront pas forcément annexées, et pourtant, elles doivent, dès la conquête de leurs territoires, accepter l'émission de la monnaie émise par l'Allemagne et libellée en marks.

Notre vieux droit français ne connaît aucune institution semblable. A l'exemple des Empereurs, les Francs frappent de la monnaie. Ils conservent encore le nom et l'effigie de l'Empereur. Sous les Mérovingiens, la notion d'autorité personnelle qui comporte, pour le roi, la liberté de céder ses droits à qui bon lui semble, vaut à notre pays une abondance de sources monétaires exceptionnelle. A côté des monnaies pseudo-impériales frappées par les rois francs à l'effigie de l'Empereur,

(1) L. BAUDIN; *La monnaie et la formation des prix*. Sirey, 1936.

circulent les monnaies royales, puis les monnaies d'églises, puis les monnaies des monétaires. Les premiers Carolingiens considèrent le roi comme détenant la puissance publique et non comme personnellement propriétaire des droits attachés à sa fonction. Ils reconquirent le droit régalien de battre monnaie.

Avec la décadence carolingienne et dès le x^e siècle, ce droit reste prérogative royale, en apparence. Les comtes fabriquent la monnaie à leur profit. Lorsque le droit est, par donation, transféré à une église, la donation émane bien du roi, mais elle est faite avec le concours et le consentement du comte. Dans la deuxième moitié du x^e siècle, le droit devient même féodal. Des comtes inscrivent leurs noms sur les monnaies, d'abord à côté, puis à la place de celui du roi. Ils en viennent même à fixer titre et poids des pièces et à en déterminer le cours. Hugues CAPET travaille au renforcement de l'autorité royale. Il reprend aux seigneurs le droit de battre monnaie.

Il ne s'agit encore que de la monnaie de métal. Lorsque le numéraire manque, la monnaie de papier fait son apparition. Le droit régalien, devenu souvent droit de l'Etat par suite des changements politiques intervenus dans la forme du gouvernement garde toute sa force, qu'il s'agisse d'émissions de pièces ou de papier. Cependant des conditions spéciales font naître parfois la monnaie de papier avant que l'autorité publique ne l'ait créée. Ce fut le cas au Canada, en 1685. L'Intendant n'ayant pas reçu la solde de l'armée, distribue en paiements des cartes à jouer coupées en quatre, revêtues de son sceau et portant un chiffre indiquant leur valeur. Il leur donne cours légal puis rembourse l'émission en monnaie habituelle lorsque les fonds arrivent en France.

Le Roi ne peut admettre ce procédé qui semble une usurpation de droits régaliens. Plus tard, sur pétition de commerçants, alors que le numéraire manquait encore, le Roi consentit à l'usage temporaire de la monnaie de carte (2).

Précédemment, en 1577, un cas analogue s'était produit, à la suite de la rareté des métaux précieux mis à la disposition des ateliers monétaires. Les commerçants d'Angers échangeaient entre eux des billets de parchemin auxquels ils avaient donné une valeur conventionnelle. Le Roi n'avait pas été consulté sur l'opportunité de cette mesure qui pouvait être considérée comme une usurpation (3).

C'est donc surtout à l'occasion de l'émission de papier-monnaie que le droit régalien de battre monnaie souffrit d'empiètements illégaux, et c'est sous la pression de la nécessité, du besoin impérieux d'instruments de paiement qu'on se résigna à ces émissions.

En Chine, il semble qu'une monnaie de papier ait circulé au début du ix^e siècle, émise par des particuliers, non à cause du manque de numéraire mais parce que celui-ci, présenté sous forme de lingots, était d'un emploi peu facile.

La monnaie d'occupation n'est pas la première institution qui déroge à la conception du droit de battre monnaie. Elle est née, comme les précédentes, du déséquilibre profond entre les quantités d'instruments de paiement dont on pouvait disposer et des besoins urgents de transactions quotidiennes.

(2) L. BAUDIN, *Histoire des doctrines économiques*. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1935-1936.

(3) L. BAUDIN, *La monnaie et la formation des prix*. Sirey, 1936.

CHAPITRE V

LA MONNAIE D'OCCUPATION DANS LE DROIT INTERNATIONAL

Les quelques procédés d'émission de papier-monnaie que nous venons d'évoquer dans le chapitre précédent, ne furent employés que par des nationaux. En empiétant sur les prérogatives royales, ceux-ci portaient atteinte à la souveraineté de l'Etat, puisque dès les Carolingiens, l'idée du roi représentant les intérêts généraux s'était substituée à celle de l'autorité personnelle, et que depuis, elle n'avait fait que se raffermir au point qu'Etat et Roi se confondissent étroitement.

La monnaie d'occupation émise par un Etat, imposée à un autre Etat, apparaît alors sans précédent. On ne peut rappeler, à cette occasion, les fabriques romaines ambulantes dont la monnaie, en métal précieux, pouvait être considérée comme un moyen commode de troc. D'ailleurs, la notion de souveraineté, à l'époque, ne préoccupait pas les Gaulois. Ils ne voyaient là qu'un moyen de se procurer du métal précieux leur permettant d'acquérir à leur tour des produits dont ils étaient privés, tels que les épices d'Orient.

La question est toute autre lorsqu'il s'agit de la monnaie de guerre. Prérogative d'un Etat, l'émission du papier-monnaie n'avait encore jamais été assurée par un pays étranger. Jamais sans doute, cet ensemble de conditions qui déterminèrent la création de moyens de paiement pour les besoins de l'occupation, ne s'était

trouvé aussi puissamment constitué : envergure et rapidité de la conquête, pénurie de la monnaie dans les pays traversés, existence des pièces et billets des Caisses de Crédit encore sans utilisation, conceptions juridiques nouvelles.

De l'interaction de ces facteurs surgit cette monnaie dont chacun des caractères trouve un précédent dans les institutions anciennes, une parenté avec les mesures de guerre acceptées par le droit international. Seule, l'origine de l'émission présente un fait entièrement nouveau et donne à la monnaie d'occupation toute son originalité. Elle pose aussitôt un problème de droit international.

Cette monnaie est-elle une application nouvelle de principes admis par le droit international, ou bien, n'entrant pas dans le cadre de ce droit lui apporte-t-elle un fait susceptible de devenir coutume et d'élargir ainsi ses conceptions ?

Nous écartons, tout de suite, le cas des pays qui ont admis librement, sur simple accord avec le Reich, et sans qu'il y ait eu de conflits armés, la monnaie des Reichskreditkassen, dans leur circulation monétaire. La situation des pays occupés intéresse seule le droit international, et on admet, tout de suite, que ce qui paraissait une atteinte à la souveraineté de ces pays, ne présente plus d'intérêt lorsqu'il s'agit de pays occupés en vertu du droit de la guerre, puisque la défaite met la nation vaincue dans un état de subordination à l'égard du vainqueur, jusqu'à la conclusion du traité de paix, et même parfois au delà, selon les conditions imposées par ce traité. Il n'est donc plus opportun d'opposer la notion de souveraineté aux décisions des vainqueurs.

Un texte règle la situation de l'Etat occupé en énumérant une série de prohibitions faites à l'occupant :

c'est l'annexe à la deuxième Conférence de la paix de 1907, dans sa section 3, au titre : « De l'autorité militaire sur le territoire de l'Etat ennemi ».

Bien qu'ancien, ce texte est le seul à la lumière duquel nous pouvons examiner la monnaie d'occupation dans le droit international élaboré avant la dernière guerre de 1939.

L'article 43 qui est ainsi libellé : « L'autorité du
« pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de
« l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui
« dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer,
« autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics, en
« respectant, sauf empêchement absolu, les lois en
« vigueur dans le pays » laisse assez d'ampleur aux
gestes des vainqueurs. La monnaie d'occupation qui, à
l'origine, avait été créée dans le but d'approvisionner
en moyens de paiement les troupes combattant en pays
étranger, est bien vite devenue une monnaie de secours.
L'ordonnance allemande du 23 septembre 1939, n'oublie
pas d'indiquer que les bons des Caisses de Crédit doivent
aussi servir à nourrir les transactions des pays occupés
et à maintenir leur activité économique.

On peut supposer que temporairement du moins et
sans l'auxiliaire de la monnaie allemande, le rythme des
opérations commerciales aurait été très ralenti, si ce
n'est suspendu. La mise en circulation d'une monnaie
spéciale émise par l'occupant constitue alors une mesure
prise en vue « de rétablir et d'assurer l'ordre et la vie
publics ».

L'article 49 prévoit des prélèvements en argent de
contributions autres que des impôts. Il les affecte aux
besoins de l'armée ou de l'administration du pays
occupé :

« Si en dehors des impôts visés à l'article précédent, « l'occupant prélève d'autres contributions en argent « dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour « les besoins de l'armée ou de l'administration de ce « territoire. »

La monnaie de guerre peut être considérée comme une contribution, elle pèse sur le budget et atteint par là même les particuliers. Elle respecte alors en principe les dispositions de l'article 49. Mais une évaluation des besoins reste toujours très approximative. A nouveau s'agitent toutes les questions soulevées par la disproportion entre les ressources du vaincu et la quantité de monnaie mise en circulation, le retrait trop lent de la monnaie de guerre au gré des pays occupés, les parités défavorables aux vaincus.

De plus l'assimilation de la monnaie d'occupation aux contributions dont parle l'article 49 ne se justifie que par un argument assez faible. Le fait d'engendrer des effets semblables n'implique pas nécessairement une nature commune des causes, ni même une analogie de toutes les conséquences possibles.

En outre, les natures de ces deux institutions restent toujours bien différentes. Ce que la Convention de La Haye admet pour les contributions ne joue pas forcément en faveur de la monnaie de guerre. Rien dans la rédaction de l'article 49 ne laisse présumer que les nations réunies à La Haye eussent consacré le droit, pour l'occupant, d'émettre des billets dans la circulation des pays occupés. Il est même fort probable qu'à l'époque une telle question ne semblait pas devoir être envisagée. Après le bouleversement, auquel nous venons d'assister, des conceptions longuement élaborées du

droit international d'avant-guerre, la considération de la monnaie d'occupation, au regard des conventions intérieures, risque de constituer un non-sens. Il convient donc plutôt de voir dans cette institution, un fait nouveau que la doctrine n'avait pas prévu et dont elle ne s'est pas encore emparée. C'est une nouvelle phase des mesures de guerre enrichissant les réglementations anciennes sur les droits de l'occupant.

Déjà l'Allemagne n'est plus seule à faire usage de son invention. Le Japon, à sa suite, pour l'occupation des pays soumis aux forces impériales : Birmanie, Malaisie, Indes néerlandaises, Philippines, émet des billets de caisses militaires. Ils ont pour couverture le budget militaire extraordinaire.

Les cours des changes entre ces billets, le yen et les monnaies locales sont fixés provisoirement. Le yen ne circule plus qu'au Japon et y circule seul. Par l'émission de cette monnaie, le Japon, comme le Reich, protège sa monnaie, tout en approvisionnant ses troupes sur les territoires étrangers.

Avant la déclaration de guerre, un billet militaire, le gumpyo, avait été émis en Chine. Il était libellé en yen. Puis, dans les pays du Sud, le gumpyo a été libellé dans la monnaie du territoire intéressé. De sorte qu'il existe encore dans chacun de ces pays, trois changes différents : le rapport entre la monnaie nationale et le gumpyo, la monnaie nationale et le yen, le gumpyo et le yen. Le gumpyo est à la parité de la monnaie nationale. Une interdiction s'oppose aux mouvements de capitaux entre le Japon et les territoires du Sud occupés, en attendant la conclusion des opérations militaires et la stabilisation de la monnaie économique, qui empê-

chent de fixer, dès maintenant, les rapports entre les monnaies.

Il ressort donc de cette étude, que les pratiques nouvellement introduites par l'Allemagne tendent à se développer pour les nécessités de guerre et qu'une impulsion puissante est ainsi donnée au droit international.

La question se pose de savoir si cette innovation n'aura jamais un usage qu'au cours d'opérations militaires ou si, par une évolution plus ou moins longue, elle ne donnera pas naissance à un signe monétaire ne reposant pas sur l'or, utilisé d'une façon régulière et normale dans le commerce international.

Les dirigeants des républiques grecques attachaient une sérieuse importance politique à la monnaie, et considéraient que leurs pièces répandues à l'extérieur favorisaient l'expansion coloniale. A ces préoccupations, des soucis d'ordre pratique s'ajoutent, sans doute, dans l'esprit des conquérants actuels.

Des doctrinaires avaient préconisé l'emploi d'une monnaie mondiale. Au XVI^e siècle, SCARUFFI, vérificateur des monnaies du duc DE FERRARE, est le premier économiste qui ait vanté les avantages d'une unité monétaire commune. Il ne fait pas allusion au papier-monnaie dont l'usage n'était pas encore répandu, mais il attribue une valeur telle aux pièces de métaux précieux que l'on peut croire, sans trop de témérité, qu'il aurait tenu le même raisonnement en présence du papier-monnaie. Pour lui, en effet, la valeur des instruments de paiement vient, non pas de la valeur commerciale du métal qu'ils renferment, mais uniquement de la fonction qu'ils remplissent (1).

(1) L. BAUDIN, *Histoire des doctrines économiques*. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1935-1936.

Au xviii^e siècle, Eméric CRUCÉ propose la fixation et l'unification universelle de la monnaie (1).

Sous le règne de Louis XIV, l'idée d'une monnaie mondiale est assez à l'honneur. A la fin du xviii^e siècle, on suggère la frappe de pièces d'or gravées de ces mots : « pour l'Univers », sans indication de valeur, afin qu'elles puissent circuler dans le monde entier (1).

La tendance allemande actuelle est volontiers de ranger la monnaie des Reichskreditkassen parmi les devises. Plusieurs commentaires sur la question emploient le terme « devise » pour désigner les bons de Caisses. Cette assimilation partielle se justifie du fait que des prohibitions sévères écartent la monnaie d'occupation de la circulation intérieure allemande, comme le contrôle des changes en éloigne rigoureusement les monnaies étrangères. Cependant, ici s'arrêtent les arguments en faveur d'un tel rapprochement. La nature essentielle des bons de Caisses de Crédit en fait une institution nouvelle que le droit international futur se verra contraint d'identifier et d'adopter.

CONCLUSION

Tout jugement, même le plus savamment élaboré sur une documentation scientifique incontestable, ne peut s'emparer, sans témérité, d'un objet encore débordant de vitalité et de puissance dynamique. Il ne peut qu'en fixer maladroitement quelque'une des phases successives, et laisse échapper par là même, la substance génératrice qui détient tout le secret de l'institution.

A la fin de la présente étude, mille questions surgissent auxquelles l'avenir seul est susceptible de pouvoir répondre. L'historique de la monnaie de guerre, limité jusqu'ici aux pays occupés, risque, un jour, de s'avérer très incomplet et de modifier ainsi la nature des Bons de Caisses qui ne seront plus une monnaie de guerre, mais quelque autre institution de portée plus étendue. Les répercussions dans les vies économiques des pays irrigués par cette monnaie peuvent être jugées, avec plus de recul, comme infiniment plus modestes ou infiniment plus importantes. La suite des événements politiques mérite encore d'être considérée comme devant apporter de nouveaux éléments à cet exposé. Que le vieux droit international survive à la tourmente universelle et accueille sans réticence ce fait monétaire jusqu'alors exceptionnel, ou le condamne irrévocablement, qu'au contraire, il disparaisse sous la puissance de conceptions jeunes et inconciliables avec son esprit, qui donneront à la monnaie d'occupation une expansion

affranchie des considérations d'espace et d'époque, l'avenir seul peut l'apprendre.

C'est alors que mûre ou disparue, l'institution deviendra la proie facile de l'analyse qui la scrutant toute entière et dans la fixité de ses vieux rouages, en déterminera, avec le minimum d'erreurs, l'origine, les effets, la nature et la valeur.

ANNEXES

Du « *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete* », N° 1, Paris, 4 juillet 1940.

**Ordonnance concernant les Reichskreditkassen
(Caisses de crédit du Reich)
du 18 mai 1940**

A la suite des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer et Chancelier du Reich, je décrète ce qui suit :

Section I

Dans les territoires occupés par les troupes allemandes de la Belgique, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas, l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen du 3 mai 1940 suivant le texte de l'avis du Ministre des Finances du Reich du 15 mai 1940, ainsi que l'ordonnance concernant la création et les attributions des Reichskreditkassen dans les territoires occupés du 15 mai 1940, seront valables.

Les ordonnances s'expriment comme suit :

**Ordonnance concernant les Reichskreditkassen
(Caisses de crédit du Reich)
du 3 mai 1940**

§ 1. — 1° Pour approvisionner les troupes allemandes et les autorités administratives allemandes au Danemark, en Norvège, en Belgique, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas de moyens de paiements et pour maintenir les transactions et la vie économique dans ces territoires, des billets et des monnaies des Reichskreditkassen pourront être émis.

2° L'émission sera opérée par l'administration centrale des Reichskreditkassen, qui a son siège à Berlin.

3° Un conseil d'administration qui aura son siège à Berlin, sera créé. Parmi les membres à désigner par le président de la Deutsche Reichsbank, se trouvera le président de ce conseil. Le Ministre des Finances du Reich, le Ministre des Affaires Economiques du Reich, le Commandant Supérieur de l'armée allemande et le Commandant en chef de l'armée, enverront chacun un délégué dans ce conseil d'administration.

§ 2. — 1° L'administration centrale des Reichskreditkassen sera dirigée par un comité de direction qui se composera de deux personnes au moins.

2° Les décisions de l'administration centrale seront obligatoires, si elles sont données par deux membres du comité de direction de l'administration centrale. Elles pourront être données aussi par des délégués désignés par le conseil d'administration.

§ 3. — Le conseil d'administration sera tenu au courant des mesures de l'administration centrale. L'administration centrale des Reichskreditkassen présentera au conseil d'administration à la fin de chaque mois un compte rendu concernant le total des billets émis des Reichskreditkassen et les garanties existantes.

§ 4. — L'administration centrale des Reichskreditkassen accordera au Reich une avance allant jusqu'à trois milliards de RM dans le but indiqué par le paragraphe 1, alinéa 1.

§ 5. — 1° Les billets des Reichskreditkassen seront émis pour des montants de 50, 20, 5, 2 et 1 Reichsmark et 50 Reichspfennig. Les monnaies des Reichskreditkassen seront émises pour des montants de 10 et 5 Reichspfennig.

2° Avant l'émission, une description précise des billets et des monnaies des Reichskreditkassen sera communiquée au public par l'administration centrale des Reichskreditkassen.

§ 6. — 1° L'administration centrale des Reichskreditkassen est obligée de remplacer par des billets nouveaux

les billets des Reichskreditkassen usés, souillés ou endommagés par la circulation.

2° L'administration centrale remplacera les billets des Reichskreditkassen, pourvu que le détenteur présente une partie du billet qui soit plus grande que la moitié, ou qu'il fournisse la preuve que le reste du billet duquel il présente la moitié ou une moindre partie, est anéantie. L'administration centrale jugera sans la possibilité d'un recours aux tribunaux, si la preuve est faite.

3° Un avis annonçant le retrait et l'annulation des billets sera donné par l'administration centrale qui en donnera un règlement plus précis sera communiqué au public.

4° Les billets dont l'annulation aura été annoncée de cette manière, seront sans valeur au bout du délai désigné par l'administration centrale.

5° L'administration centrale ne remplacera en aucun cas des billets perdus ou annulés.

§ 7. — 1° Celui qui falsifiera ou modifiera des billets des Reichskreditkassen dans l'intention de les livrer comme valables à la circulation, sera puni de travaux forcés et, en cas de circonstances atténuantes, de prison.

2° De même sera puni celui qui livre à la circulation comme valable des billets falsifiés et modifiés ou qui coopère à leur mise en circulation. Si le coupable a encaissé les billets faux de bonne foi, mais transmis comme valables après avoir constaté la falsification, la peine sera un emprisonnement allant jusqu'à deux ans ou une amende. Toute tentative est punissable.

3° Outre la peine, les objets qui ont rapport à l'action punissable pourront être confisqués. Si aucune personne ne peut être poursuivie ou condamnée, la confiscation sera prononcée indépendamment.

4° Les prescriptions de 1 à 3 sont également valables pour les monnaies des Reichskreditkassen.

§ 8. — L'administration centrale des Reichskreditkassen est exempte de tous impôts, droits ainsi que des taxes de toute sorte.

§ 9. — Les comptes de l'administration centrale des Reichskreditkassen seront examinés d'après un ordre plus précis du conseil d'administration.

§ 10. — Les recettes de l'administration centrale des Reichskreditkassen seront employées, décompte fait des frais de l'administration, pour couvrir des pertes ou déficits éventuels.

§ 11. — Après s'être concerté avec le commandement supérieur de l'armée, le Ministre des Finances du Reich et le Ministre des Affaires Economiques du Reich sont autorisés à publier les prescriptions nécessaires pour exécuter et compléter cette ordonnance. Les prescriptions de l'ordonnance pourront être modifiées.

L'ordonnance entre en vigueur au moment de sa proclamation.

Ordonnance
concernant la création et les attributions
des Reichskreditkassen
(Caisses de crédit du Reich)
dans les territoires occupés
du 15 mai 1940

A la suite du paragraphe 11 de l'ordonnance concernant des Reichskreditkassen du 3 mai 1940 (Reichsgesetzbl. I, p. 743) nous décrétons, d'accord avec le Commandant Supérieur de l'Armée, ce qui suit :

§ 1. — Les Reichskreditkassen pourront être établies dans les territoires désignés dans le paragraphe 1, alinéa 1, de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen du 3 mai 1940 suivant le texte de l'avis du Ministre des Finances du Reich du 15 mai 1940 (Reichsgesetzbl. I, p. 774).

2° L'administration centrale des Reichskreditkassen nommera les comités de direction des Reichskreditkassen et les suppléants nécessaires. Elle désignera le siège et l'organisation des Reichskreditkassen et leur donnera le règlement de service.

§ 2. — 1° Les Reichskreditkassen seront représentées auprès des tribunaux et partout ailleurs par leur comité de direction. Les décisions du comité de direction seront obligatoires si elles sont données dans le rayon d'activité des Reichskreditkassen par deux membres du comité de direction ou par leurs suppléants.

2° Les noms et spécimens des signatures des suppléants autorisés des Reichskreditkassen seront affichés dans les bureaux de service.

3° Si une offre doit être donnée auprès d'une Reichskreditkasse, elle pourra se faire auprès d'un seul délégué autorisé.

§ 3. — 1° Les Reichskreditkassen sont autorisées à régler le trafic d'argent, de paiement et de crédit dans les territoires désignés dans le paragraphe 1, alinéa 1.

2° Elles pourront pratiquer d'après des instructions plus précises de l'administration centrale les affaires suivantes :

a) Acheter et vendre des lettres de change et des chèques pour lesquelles répondent en général trois, mais au moins deux personnes connues pour solvables ; les lettres de change doivent être payables dans les six mois à partir du jour de l'achat ;

b) donner des prêts contre intérêts moyennant des garanties appropriées pour une durée qui ne dépassera pas en général six mois ;

c) Accepter de l'argent qui ne rapportera pas d'intérêts, pour le virement ou comme dépôt ;

d) Opérer des affaires de banque de toute sorte, notamment encaisser des lettres de change et d'autres documents ;

e) Prendre en dépôt et en administration des objets de valeur, notamment des titres.

3° D'autres affaires que les précitées ne pourront être pratiquées qu'avec l'assentiment exprès de l'administration centrale. Les Reichskreditkassen ne sont pas autorisées à « accepter » des lettres de change.

§ 4. — 1° La garantie pourra être donnée :

a) par mise en gage de traites conformément aux exigences du paragraphe 3, alinéa 2, lettre a ;

b) par mise en gage de titres après leur admission par l'administration centrale des Reichskreditkassen ;

c) Par mise en gage de marchandises de toute sorte, mais non périssables, pourvu que leur prise en possession puisse être assurée ;

d) pour des prêts aux institutions de droit public par cession ou mise en gage de reconnaissances de dettes ou des avoirs de ces institutions.

2° Les Reichskreditkassen pourront en outre demander ou admettre des garanties supplémentaires, notamment des cautions.

3° Une mise en gage de marchandises chez les Reichskreditkassen pourra se faire non seulement en déposant les marchandises chez elles. Dans certains cas, il suffit de marquer la mise en gage par des écriteaux en lieu et place des marchandises.

4° Si, en transmettant l'objet mis en gage, le débiteur a donné la déclaration par écrit que cet objet se trouve dans sa propriété libre et sans charge ou, s'il est commerçant, qu'il est autorisé par le propriétaire à des dispositions illimitées, d'autres personnes ne pourront faire valoir des droits éventuels au détriment des Reichskreditkassen, que si ces droits leur sont connus.

§ 5. — 1° L'objet mis en gage garantit le principal, les intérêts et les frais. Les intérêts et frais pourront aussitôt être décomptés du prêt.

2° Si une demande garantie par une mise en gage n'est pas remboursée à temps, la Reichskreditkasse a le droit d'aliéner l'objet mis en gage, sans sommation ou avertissement et sans autorisation ou coopération judiciaires, pour le prix de la bourse ou du marché ou pour un prix convenable à l'aide d'une vente publique aux enchères, ou de l'aliéner par contrat privé ou d'en prendre possession elle-même. La Reichskreditkasse se réserve ce droit

aussi envers d'autres créanciers et envers l'actif de la faillite du débiteur.

3° Indépendamment de ce qu'elle peut faire valoir ses droits résultant du traité d'engagement, la Reichskreditkasse pourra faire valoir sa demande aussi directement contre le débiteur.

§ 6. — Les taux d'intérêts applicables dans les rapports d'affaires des Reichskreditkassen seront fixés par l'administration centrale des Reichskreditkassen.

§ 7. — Les billets des Reichskreditkassen qui sont en circulation doivent être couverts :

a) par les effectifs des caisses de crédit du Reich en lettres de change et en chèques d'après le paragraphe 3, alinéa 2, lettre a ;

b) par des demandes résultant des affaires de prêts d'après le paragraphe 3, alinéa 2, lettre b ;

c) par des effectifs de moyens de paiements allemands, d'après une instruction plus précise du conseil d'administration, de même par des effectifs de moyens de paiements étrangers, par des avoirs auprès de la Deutsche Reichsbank et des avoirs résultant du trafic de compensation ainsi que par des Reichsschatzwechsel (lettres de change du Trésor du Reich) ;

d) par la demande résultant de l'avance accordée au Reich d'après le paragraphe 4 de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen du 3 mai 1940 suivant le texte de l'avis du Ministre des Finances du Reich du 15 mai 1940 (Reichsgesetzbl. I, p. 774).

§ 8. — L'ordonnance entre en vigueur le 10 mai 1941.

A Berlin, le 15 mai 1940.

Le Ministre des Finances du Reich,

Graf Schwerin von KROSIGK.

Le Ministre des Affaires Economiques du Reich,

Walther FUNK.

Section II

§ 1. — Les billets et monnaies des Reichskreditkassen émis à la suite de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen suivant le texte de l'avis du Ministre des Finances du Reich du 15 mai 1940 deviennent monnaie légale dans les territoires désignés dans la section I.

§ 2. — Les billets de la Reichsbank et de la Rentenbank ne sont pas monnaie légale dans les territoires désignés dans la section I.

Section III

L'ordonnance entre en vigueur au moment de l'occupation.

Au Quartier Général, le 18 mai 1940.

Le Commandant en Chef de l'Armée.

Avis

Ci-dessous l'avis publié par le conseil d'administration des Reichskreditkassen du 9 mai 1940 est communiqué au public.

Au Quartier Général, le 17 mai 1940.

Le Commandant en Chef de l'Armée.

Avis concernant la création du Conseil d'administration des Reichskreditkassen (Caisses de crédit du Reich)

du 9 mai 1940

A la suite de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen du 3 mai 1940 (Reichsgesetzbl. I, p. 743) le conseil d'administration des Reichskreditkassen s'est formé à Berlin le 9 mai 1940. Le Président de la Deutsche Reichsbank a désigné comme membres du conseil d'administration :

le Reichsbankdirektor Puhl, membre du Reichsbankdirektorium, comme président ;

le Reichsbankdirektor Kretzschmann, membre du Reichsbankdirektorium ;

le Banquier Dr. Otto Chr. Fischer.

En outre font partie du conseil d'administration :

le Ministerialdirigent au Ministère des Finances du Reich Bayrhofer, membre du Reichsbankdirektorium, comme délégué du Ministre des Finances du Reich ;

le Ministerialdirektor au Ministère des Affaires Economiques du Reich Lange, comme délégué du Ministre des Affaires Economiques du Reich ;

le Ministerialdirektor Dr. Tischbein, comme délégué du commandement supérieur de l'armée allemande.

Le conseil d'administration a nommé comme membres du comité de direction de l'administration centrale des Reichskreditkassen :

le Reichsbankdirektor Scholz et

le Direktor bei der Reichsbank Wilz, ainsi que

le directeur d'une agence de la Reichsbank Fiebach, comme membre suppléant du comité de direction.

A Berlin, le 9 mai 1940.

*Le Conseil d'Administration
des Reichskreditkassen.*

Signé PUHL. Signé KRETZSCHMANN.

Avis

Ci-dessous l'avis publié par l'administration centrale des Reichskreditkassen et concernant l'émission des billets des Reichskreditkassen pour approvisionner les troupes allemandes établies au Danemark et en Norvège de moyens de paiements du 9 mai 1940 est communiqué.

Dans les territoires occupés de la Belgique, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas, des billets des Reichskreditkassen seront émis de la même manière.

Quartier Général, le 19 mai 1940.

Le Commandant en Chef de l'Armée.

**Avis concernant l'émission des billets des Reichskreditkassen
(Caisses de crédit du Reich)
pour approvisionner les troupes allemandes
établies au Danemark et en Norvège de moyens de paiements
du 9 mai 1940**

D'après le paragraphe 1, alinéa 1, de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen du 3 mai 1940 (Reichsgesetzbl. I, p. 743) des billets des Reichskreditkassen de 50 Reichspfennig, de 1, 2, 5, 20 et 50 Reichsmark seront émis.

Le billet des Reichskreditkassen de 50 Reichspfennig

d'une grandeur de 5,7×9 cm., est fait de papier blanc avec le filigrane « Ringstern (étoile annulaire) ». Le fond du devant façonné jaune-brun et gris-vert est bordé d'une lisière de décoration de 2 mm. environ. Au milieu du fond se trouve la croix gammée entourée d'une double ligne circulaire. A droite et à gauche se trouve dans un ovale l'indication « 50 Rpf. ». L'inscription de couleur verte est ainsi conçue :

50 Reichspfennig

Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen
Hauptverwaltung der Reichskreditkassen (Cinquante Reichspfennig
Emis à la suite de l'ordonnance concernant les Reichskreditkassen
L'administration centrale des Reichskreditkassen)

En bas au milieu se trouvent le chiffre de la série et le numéro en couleur rouge, de côté à gauche le cachet avec le signe de souveraineté du Reich et l'inscription circulaire « Reichskreditkassenschein (billet des caisses de crédit du Reich) », à droite, dans un champ laissé en blanc le timbre sec avec le signe de souveraineté et l'inscription circulaire. « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen (L'administration centrale des Reichskreditkassen) ». Le billet a un bord de papier blanc de 4 mm.

Sur un fond de filet de couleur grise-verte et entouré d'une fine lisière, le revers montre au centre le chiffre de

valeur « 50 ». Là-dessous se trouve « Reichspfennig » et l'avis pénal : « Geldfälschung wird mit Zuchthaus bestraft (Toute falsification d'argent sera punie de travaux forcés). » A droite et à gauche du chiffre de valeur se trouvent les mots « Fünzig » dans un petit écusson haut placé et rectangulaire.

Le billet des Reichskreditkassen de 1 Reichsmark

d'une grandeur de 6×9,5 cm., est fait de papier blanc avec le filigrane « Wachsblume (fleur en cire) ». Le fond du filet brun et olive du devant est terminé à droite et à gauche d'une lisière de décoration se composant d'un système de lignes s'entrelaçant. Dans les deux coins d'en haut se trouve une rosace et au centre la croix gammée entourée d'une double ligne circulaire. L'inscription de couleur verte est conçue comme suit :

Eine

Reichsmark

Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen

Hauptverwaltung der Reichskreditkassen

(Un Reichsmark — Emis, etc.)

En haut à droite se trouve le numéro en couleur rouge, dans le coin gauche d'en bas se trouve un cachet avec l'aigle du Reich et l'inscription circulaire (Reichskreditkassenschein ». Dans le coin droit d'en bas se trouve imprimé le timbre sec avec l'inscription circulaire : « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen ». Le billet montre un bord de papier blanc de 0,5 cm.

Le tableau imprimé du revers de couleur olive-verte et brune, est bordé d'une marge de décoration. Au milieu de l'impression du fond se composant d'un système de lignes s'entrelaçant, un motif particulier de décoration se fait remarquer. Il porte dans un ruban clair : « Geldfälschung wird mit Zuchthaus bestraft ». A droite et à gauche de ce motif de décoration se trouve le grand chiffre « 1 » et là-dessous l'inscription « Reichsmark ».

Le billet des Reichskreditkassen de 2 Reichsmark

d'une grandeur de 6,5×11 cm., est fait de papier blanc avec le filigrane « Kettengewebe (tissu de chaîne) ». L'impression de fond du devant se composant d'un système abondant de lignes en filet vert et brun est bordé d'une lisière de décoration dont les quatre coins sont délimités comme des champs isolés et imprimés du chiffre « 2 ». Au centre se trouve le grand chiffre clair « 2 ». L'inscription en couleur olive-noire est conçue comme suit :

Zwei Reichsmark

Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen
Hauptverwaltung der Reichskreditkassen
(deux Reichsmark — Emis, etc.)

En haut à droite se trouve le numéro en couleur rouge. Au-dessous de l'inscription se trouve à gauche un cachet avec l'aigle du Reich et l'inscription circulaire : « Reichskreditkassenschein », à droite le timbre sec est imprimé avec l'inscription circulaire : « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen ». Le billet montre tout autour du tableau imprimé un bord de 0,5 cm. Le revers montre un système de lignes en couleur brune et verte et au centre le grand chiffre « 2 ». A droite et à gauche se trouve une rosace. Deux rubans verts cambrés relient tout le système de lignes. Le ruban supérieur porte l'inscription : « Geldfälschung wird », sur le ruban inférieur se trouve : « mit Zuchthaus bestraft ».

Le billet des Reichskreditkassen de 5 Reichsmark

d'une grandeur de 7×12,5 cm., est fait de papier blanc avec filigrane « Pfeilstern (étoile de flèche) ». Le devant bordé d'une marge brune de décoration montre comme impression du fond un fin système de lignes en filet entrelacé de couleur brune et bleue, d'où trois cercles se font remarquer. Dans le cercle du centre se trouve dans un carré haut placé le chiffre « 5 », le champ du cercle à droite montre la tête d'un ouvrier, le champ à gauche la tête d'un

laboureur. Au-dessous des deux têtes se trouve le chiffre « 5 ». L'inscription en couleur bleu foncé est conçue comme suit :

« Fünf Reichsmark

Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen

Hauptverwaltung der Reichskreditkassen

(cinq Reichsmark — Emis, etc.) »

En bas au milieu se trouve le numéro en couleur rouge, de côté à gauche le cachet avec l'inscription circulaire : « Reichskreditkassenschein », à droite le timbre sec avec l'inscription circulaire : « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen ». Le billet a un bord de papier blanc de 0,5 cm.

Le revers montre sur un fond d'un système de lignes brunes en filet une composition de rosaces autour d'un cadre rond en couleur bleue-brune. Au centre de cet encadrement se trouve le tableau du monument d'honneur de Berlin. A droite et à gauche se trouve le grand chiffre « 5 » et l'avis pénal : « Geldfälschung wird mit Zuchthaus bestraft ».

Le billet des Reichskreditkassen de 20 Reichsmark

d'une grandeur de 8×15,5 cm., est fait de papier blanc avec le filigrane « Sonnenrune (rune de soleil) ». Le fond du devant en couleur olive-verte et brunâtre aux deux côtés et violacée au milieu, est bordée d'une lisière de décoration de 3 mm. environ. Au milieu du fond se trouve dans un ovale haut placé le grand chiffre de valeur « 20 » formé d'un fin modèle de lignes. Du côté droit du billet se trouve dans un cadre fort de décoration la reproduction d'un dessin fait à la main de Dürer « Der Baumeister (L'architecte) ». Là-dessus se trouve dans un petit écusson rectangulaire « 20 RM ». Du côté gauche du billet carré paraît en lettres claires « 20 RM, dans une lisière rectangulaire et haut placée. L'inscription en couleur brune est conçue comme suit :

Zwanzig Reichsmark

Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen
Hauptverwaltung der Reichskreditkassen
(Vingt Reichsmark — Emis etc.)

En bas au milieu se trouvent le chiffre de la série et le numéro en couleur rouge. De côté à gauche le cachet avec le signe de souveraineté du Reich et l'inscription circulaire : « Reichskreditkassenschein », à droite dans un champ blanc le timbre sec avec le signe de souveraineté et l'inscription circulaire : « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen ». Le billet a un bord de papier blanc de 4 mm.

Le revers : le fond de filet en couleur rouge-brune et olive-verte aux deux côtés et verte-noire au milieu est entouré d'une lisière de décoration de 3 mm. Au milieu du billet se trouve une illustration de la porte brandebourgeoise de Berlin dans un quadrilatère obtusangle. A droite et à gauche de là se trouve dans un motif de décoration le chiffre de valeur « 20 », là-dessus « Zwanzig Reichsmark » et là-dessous : « Geldfälschung wird mit Zuchthaus bestraft ». Des deux côtés du billet se trouve « Reichsmark » dans un rectangle haut placé.

Le billet des Reichskreditkassen de 50 Reichsmark

d'une grandeur de $8,5 \times 17$ cm est fait de papier blanc avec le filigrane « Fliesenmuster (modèle de carrelage) ». Au-devant, l'impression de fond de couleur verte-violacée aux deux côtés et brune au milieu est entourée d'une lisière de décoration de 2 mm environ. Au milieu de l'impression du fond se trouve le grand chiffre de valeur « 50 » dans un ovale haut placé. A droite sur le billet se trouve, bordée d'une marge de décoration, la reproduction d'un tableau « Fischerfrau von der Kurischen Nehrung (Femme de pêcheur de la Kurische Nehrung) ». Là-dessous se trouve dans un petit champ en caractères clairs « 50 RM ». Le côté gauche du billet montre un champ haut placé avec l'inscription violacée « 50 Reichsmark ». Là-dessous au fond paraît le chiffre vert de valeur « 50 ».

L'inscription en couleur bleue-noire est conçue comme suit :

Fünfzig
Reichsmark
Ausgegeben auf Grund der Verordnung über Reichskreditkassen
Hauptverwaltung der Reichskreditkassen
(Cinquante Reichsmark. — Emis, etc.)

En bas au milieu se trouvent la lettre de la série et le numéro en couleur rouge. De côté à droite dans un champ blanc le timbre sec avec le signe de souveraineté et l'inscription circulaire : « Hauptverwaltung der Reichskreditkassen », à gauche le cachet avec le signe de souveraineté et l'inscription circulaire « Reichskreditkassenschein ». Le billet a un bord de papier blanc de 5 mm.

Le revers : l'impression de couleur bleue-grise et brune aux deux côtés et verte au milieu est entourée d'une lisière de décoration de 3 mm environ. A droite et à gauche se trouve dans un ovale le grand chiffre bleu de valeur « 50 », au-dessous du tableau se trouve « Fünfzig », au-dessous du tableau Reichsmark ». Là-dessous en couleur brune l'inscription : « Geldfälschung wird mit Zuchthaus bestraft ».

A Berlin, le 9 mai 1940.

*L'Administration centrale
des Reichskreditkassen,
SCHOLZ. WILZ.*

Du « *Verordnungsblatt für die besetzten französischen Gebiete* », N° 1, Paris, 4 juillet 1940.

Décret concernant l'interdiction
de toute augmentation des prix du 20 juin 1940

En vertu des pleins pouvoirs qui m'ont été conférés par le commandant en chef des armées allemandes, je décrète ce qui suit :

§ 1. — Toute augmentation des prix et des rémunérations de tout genre au delà du niveau existant au moment de l'occupation, surtout pour ce qui concerne les marchandises de première nécessité, les produits agricoles, la production industrielle, les tarifs de transport, de produits et de marchandises de tout genre à l'intérieur du territoire occupé par les troupes allemandes et dans le trafic de ces territoires avec le Reich, est interdite.

Les contrats de livraison qui ont été exécutés par les deux parties contractantes, *ne seront pas soumis à cette clause.*

§ 2. — Il est défendu de commettre des actes qui *éludent* ou qui éluderaient directement ou indirectement les prescriptions de l'article 1^{er}.

Toute diminution de la valeur d'une marchandise, en particulier toute augmentation défavorable aux conditions de paiement ou de livraison, ainsi que le refus injustifié de livrer des marchandises ou de les fabriquer, seront considérés comme augmentation des prix.

§ 3. — Si une augmentation des prix ou des rémunérations devait *s'avérer nécessaire* pour des raisons économiques ou pour éviter des injustices évidentes, elle pourra être permise par le Feldkommandant ou par les offices agissant en son nom.

§ 4. — Celui qui commettra des infractions à ce décret ou en empêchera l'exécution, sera puni d'une amende allant jusqu'à 30.000 Reichsmark et d'une *détention* allant jusqu'à six semaines, ou sera passible d'une des deux peines à moins que les prescriptions légales ne fixent une peine encore plus élevée. Les objets dont le prix aura été élevé à l'encontre de l'interdiction présente, pourront être confisqués.

Le Gouverneur militaire en France.

J. S., *Verordnungsblatt für Lothringen*, N° 17 du 22 mars 1941.

Ordonnance du 1^{er} mars 1941
relative à la suppression du franc français
et des billets des Reichskreditkassen
comme moyens de paiement légaux en Lorraine

En vertu des pouvoirs qui m'ont été conférés par le Führer, j'arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — 1° A dater de la mise en vigueur de la présente ordonnance, les francs français ainsi que les billets des Reichskreditkassen cessent d'être moyens de paiement légaux dans le ressort du Chef de l'Administration civile en Lorraine.

2° En conséquence, le reichsmark reste le seul moyen de paiement légal.

Art. 2. — 1° Les établissements de la Reichsbank en Lorraine, la succursale de la Reichsbank à Sarrebrück et toutes les institutions allemandes de crédit en Lorraine échangeront jusqu'au 30 avril 1941, contre des moyens de paiement libellés en reichsmarks, les espèces libellées en francs et les billets des Reichskreditkassen.

2° Le cours de conversion fixé est de 1 franc français = 0,05 RM.

Après l'expiration du délai d'échange (alinéa 1), le franc français deviendra moyen de paiement étranger et sera soumis aux stipulations de l'Ordonnance du 19 octobre 1940 relative à la réglementation des changes en Lorraine (*Verordnungsblatt*, p. 92).

Art. 3. — 1° Tous les engagements libellés en francs français seront convertis en reichsmarks au cours fixé à l'article 2, alinéa 2, s'ils existaient au moment où la présente ordonnance est entrée en vigueur et si le débiteur ou le créancier est un habitant du territoire de la Lorraine et l'autre partie un habitant du Reich, ou si le créancier est un habitant du Reich et que la créance soit garantie réellement par un bien-fonds situé en Lorraine.

2° Les « habitants du Reich », au sens de la présente ordonnance, sont toutes les personnes naturelles ou juri-

diques qui ont leur siège (domicile) ou leur résidence habituelle à l'intérieur du Reich allemand, y compris le Protectorat de Bohême et de Moravie, ou à l'intérieur du ressort du Chef de l'Administration civile en Alsace, en Lorraine et au Luxembourg. Les succursales d'entreprises étrangères situées dans le Reich (Inland) et les entreprises d'un étranger situées dans le Reich (Inländische) sont, sans tenir compte de leur autonomie juridique, considérées comme « habitants du Reich » au sens de la présente ordonnance, même si le siège de leur direction se trouve à l'étranger.

3° Le fait qu'une clause-or ou une clause de valeur-or a été insérée ou que le paiement en une certaine sorte de monnaie a été convenu ne constitue pas un obstacle à la conversion ; les stipulations de cette sorte perdent leur validité. Au reste, il n'est pas porté atteinte de ce fait aux droits et aux obligations résultant des contrats.

Art. 4. — 1° Tombent également sous le coup de la conversion, conformément à l'article 3, toutes les charges réelles de droit privé ou de droit public grevant des biens-fonds et droits de nature immobilière, ainsi que les droits de nature immobilière, ainsi que les droits hypothécaires sur navires et voies ferrées portant sur une prestation en argent, dans la mesure où le bien-fonds grevé ou le lieu d'origine du navire hypothéqué se trouve en Lorraine.

2° Il n'est pas nécessaire que la conversion soit inscrite pour être effective en ce qui concerne la foi qui peut être accordée par le public au registre des hypothèques.

3° La rectification du registre des hypothèques s'effectue gratuitement à la demande de l'ayant-droit ou du propriétaire du bien-fonds grevé.

Art. 5. — L'arrêté du 9 août 1940 (*Verordnungsblatt*, p. 23) relatif aux transactions de paiement en Lorraine cesse d'être en vigueur à partir du 1^{er} mars 1941.

Sarrebrück, le 1^{er} mars 1941.

*Le Chef de l'Administration civile
en Lorraine,*

P. O. BARTH

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- AFTALION. — Monnaie, Prix et Change. 1927.
- BAUDIN. — La monnaie et la formation des prix. Première Partie, Sirey, 1936.
- Histoire des doctrines économiques. Cours professé à la Faculté de Droit de Paris, 1935-1936.
- L'Economie dirigée à la lumière de l'expérience américaine. Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1941.
- BOSQUET. — La circulation fiduciaire sous l'occupation allemande. Paris, 1926.
- COSTE. — La lutte pour la suprématie. Les grands Marchés financiers : Paris, Londres, New-York. Payot, 1942.
- ESMEIN. — Histoire du Droit.
- FUSTEL DE COULANGES. — Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. Hachette, 1875.
- GOBLOT. — Traité de Logique. Colin, 1929.
- GONNARD. — Histoire des Doctrines monétaires. 1941.
- GIDE et RIST. — Histoire des Doctrines économiques. 1929.
- HAWTREY. — La Monnaie et le Crédit. Traduction, Sirey, 1935.
- HEILPERIN. — Le problème monétaire d'après-guerre et sa solution en Pologne, en Autriche et en Tchécoslovaquie.
- KASTEN (Helmut). — Währung und Reichskreditkassen in den besetzten Gebieten.
- LACOUT et DAMOUGEOT-PERRON. — Le Franc devant la Crise. 1934.

- LE FUR. — Recueil de Droit international public. Dalloz.
MARION. — Histoire financière de la France depuis 1715.
Tome 2, Rousseau et C^e, 1919.
MESTRE DE LAROQUE. — Le Contrôle des Prix. Sirey, 1941.
MOLIEUX. — Le système monétaire français, son évolution
depuis 1936. Paris, 1942.
RAMON. — Histoire de la Banque de France. Grasset.
SCELLE. — Le pacte des nations. Tenin, 1919.
TRUCHY. — Cours d'Economie politique.

Revue et Publications

- Publications de la Banque des Règlements internationaux.
(Traductions françaises) : *L. D.*, 189 ; *L. D.*, 219 ;
L. D., 229 ; *L. D.*, 304 ; *L. D.*, 394 ; *L. D.*, 403 ; *L. D.*,
442.
Bulletins de la Statistique générale de la France. Août 1941.
Revue d'Economie politique. WOLFF, « Liaison entre prix
et monnaie », novembre-décembre 1934.
Quarterly Journal of Economics. MARGET, « The statistical
measurement of the velocity of circulation of
goods », novembre 1932.
Bank-Archiv. 1^{er} janvier 1941 et 15 avril 1941.
Die-Bank. 14 août 1940.
Der Deutsche Volkswirt.
Währung und Wirtschaft.
Berliner Handels Gesellschaft. 2^e semestre 1940.

Textes officiels

- Journal Officiel* du 10 novembre 1940.
Journal Officiel du 18 septembre 1941.
Convention d'armistice franco-allemand du 22 juin 1940.

Annexe à la deuxième Convention de La Haye.

Verordnungsblatt für die besetzten französischen gebiete.

N° 1 du 4 juillet 1940 ; N° 6 du 27 août 1940 ; N° 31 du 29 avril 1941 ; N° 52 du 3 février 1942.

Verordnungsblatt für Lothringen. N° 17 du 22 mars 1941.

Journaux hebdomadaires

Frankurter Zeitung.

Kölnische Zeitung.

Hamburger Fremdenblatt.

Deutsche Bergwerks Zeitung.

Vu : LE PRÉSIDENT

DE LA THÈSE,

L. BAUDIN.

Vu : LE DOYEN,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

GILBERT GIDEL.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION	3
PREMIÈRE PARTIE	
OBJET ET CARACTÈRES	
DE LA MONNAIE D'OCCUPATION	9
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	11
CHAPITRE PREMIER. — <i>Approvisionnement des troupes et les autorités administratives allemandes</i>	15
<i>Section I.</i> — Cours légal de la monnaie d'occu- pation	15
<i>Section II.</i> — Couverture de la monnaie d'occu- pation	21
<i>Section III.</i> — Emission en considération des besoins	30
<i>Section IV.</i> — Unité et universalité de la mon- naie d'occupation	41
CHAPITRE II. — <i>Monnaie complémentaire de la mon- naie nationale</i>	47
<i>Section I.</i> — Lieux de création des Reichskre- ditkassen	47
<i>Section II.</i> — Durée de l'activité des Reichskre- ditkassen	52
<i>Section III.</i> — Conversion de la monnaie d'oc- cupation	62
CHAPITRE III. .. <i>Mesures prises pour sauvegarder la stabilité du mark</i>	70
<i>Section I.</i> — Prohibition de l'exportation des moyens de paiement de l'intérieur du Reich vers les pays occupés	71

<i>Section II. — Prohibition de la circulation de la monnaie des Reichskreditkassen en Allemagne</i>	77
--	----

DEUXIÈME PARTIE

CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES DE LA MONNAIE D'OCCUPATION	85
---	----

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	87
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le niveau des prix</i>	90
<i>Section I. — Situation monétaire des pays occupés</i>	90
<i>Section II. — Les situations monétaires et la loi de l'offre et de la demande</i>	94
<i>Section III. — Les situations monétaires et la théorie quantitative</i>	99
<i>Section IV. — Les prix des produits importés</i>	105
CHAPITRE II. — <i>La loi de Gresham</i>	110
CHAPITRE III. — <i>Inflation</i>	116
<i>Section I. — Difficultés financières des Etats belligérants</i>	116
<i>Section II. — Les finances publiques des pays occupés</i>	119
Pologne	120
Danemark	121
Norvège	122
Hollande	123
Belgique	125
France	128
<i>Section III. — Mesures employées contre les tendances inflationnistes</i>	133
CHAPITRE IV. — <i>Conséquences bancaires</i>	142

CHAPITRE V. — <i>Conséquences proprement économiques</i>	146
--	-----

CHAPITRE VI. — <i>Suprématie du Reichsmark</i>	150
--	-----

TROISIÈME PARTIE

ETUDE JURIDIQUE DE LA MONNAIE D'OCCUPATION	157
---	-----

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE	159
-----------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les réquisitions</i>	162
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Les contributions pécuniaires collectives</i>	169
---	-----

CHAPITRE III. — <i>Les assignats</i>	172
--	-----

CHAPITRE IV. — <i>Du droit de battre monnaie</i>	178
--	-----

CHAPITRE V. — <i>La monnaie d'occupation dans le droit international</i>	182
--	-----

CONCLUSION	189
------------------	-----

ANNEXE	191
--------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	209
---------------------	-----

TABLE DES MATIÈRES	213
--------------------------	-----

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 16 JUIN
1942 SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE JEHAN
GAILLON - (EURE)

